AFNOR SPEC 2301

FÉVRIER 2025

www.afnor.org

Ce document est à usage exclusif et non collectif des clients AFNOR.
Toute mise en réseau, reproduction et rediffusion, sous quelque forme que ce soit, même partielle, sont strictement interdites.

AFNOR, en tant que titulaire des droits d'auteur ou distributeur autorisé, s'oppose expressément à toute intégration, transmission ou absorption totale ou partielle du présent document par des moteurs ou algorithmes d'Intelligence Artificielle (IA). AFNOR s'oppose également à toute fouille de textes et de données ou création dérivée produite par une IA et basée sur le présent document.

This document is intended for the exclusive and non collective use of AFNOR customers. All network exploitation, reproduction and re-dissemination, even partial, whatever the form (hardcopy or other media), is strictly prohibited.

AFNOR, as copyright holder or authorized distributor, expressly objects to any integration, transmission or absorption, in whole or in part, of the present document by Artificial Intelligence (AI) engines or algorithms. AFNOR is also opposed to any text and data mining or derivative creation produced by an AI and based on the present document.

AFNOR
Pour : anne-lise.francois@afnor.org

Email: anne-lise.francois@afnor.org

Le : 03/03/2025 à 17:17

Diffusé avec l'autorisation de l'éditeur

Distributed under licence of the publisher

DOCUMENT PROTÉGÉ PAR LE DROIT D'AUTEUR

Droits de reproduction réservés. Sauf prescription différente, aucune partie de cette publication ne peut être reproduite ni utilisée sous quelque forme que ce soit et par aucun procédé, électronique ou mécanique, y compris la photocopie et les microfilms, sans accord formel.

Contacter :
AFNOR – Norm'Info
11, rue Francis de Pressensé
93571 La Plaine Saint-Denis Cedex
Tél : 01 41 62 76 44
Fax : 01 49 17 92 02
E-mail : norminfo@afnor.org

AFNOR SPEC

Février 2025

Résilience alimentaire des territoires :

guide de bonnes pratiques, outils et solutions concrètes

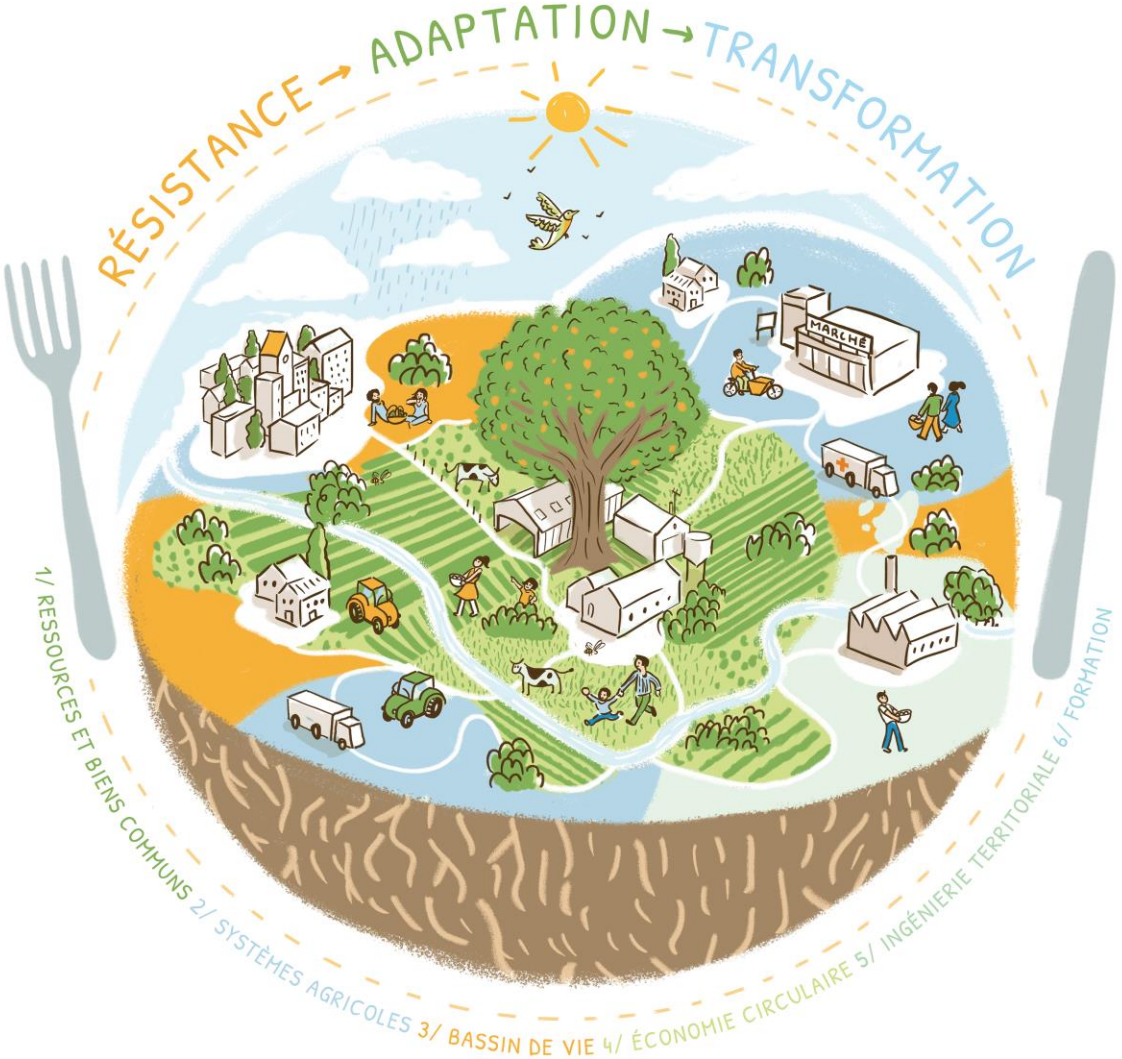


ILLUSTRATION : NUTRIKÉO

© AFNOR
www.afnor.org

CONSEIL NATIONAL POUR LA RÉSILIENCE ALIMENTAIRE

afnor

Sommaire

Remerciements 4

Partenaires 5

Avant-propos 6

1 Raison d'être 7

2 Comprendre la résilience alimentaire des territoires 7

2.1 Comprendre la notion de résilience alimentaire 7

2.2 Affronter chocs et perturbations 10

2.3 Retrouver une vision holistique et semer ensemble les graines de la résilience alimentaire 11

2.4 Ici et maintenant 12

3 S'approprier le guide de bonnes pratiques pour la résilience alimentaire des territoires 13

3.1 Un guide initié par le CNRA et rédigé PAR et POUR les acteurs des systèmes alimentaires 13

3.2 Élaboration et prise en main du guide 14

4 Préserver les ressources et #BIENS COMMUNS du territoire 17

4.1 Préserver les ressources en #EAU sur son territoire 18

4.2 Protéger et régénérer les #SOLS 22

4.3 Restaurer, protéger et valoriser la #BIODIVERSITÉ 25

4.4 Favoriser la diversité des #SEMENCES et PLANTS 30

4.5 Réduire l'impact négatif des #MATIÈRES FERTILISANTES et produits #PHYTOSANITAIRES sur l'#ENVIRONNEMENT 33

5 Accompagner la transformation des #SYSTÈMES AGRICOLES 39

5.1 Améliorer les conditions de travail des métiers agricoles #VIVABILITÉ 40

5.2 Faciliter la #TRANSMISSION des exploitations agricoles et le #RENOUVELLEMENT des générations 43

5.3 Faciliter l'accès au #FONCIER pour les exploitations agricoles 45

5.4 Instaurer une #RÉMUNÉRATION juste et équitable pour les métiers agricoles 47

5.5 Favoriser la #DIVERSIFICATION économique 49

5.6 Atténuer le #CHANGEMENT CLIMATIQUE grâce aux pratiques agricoles 51

6 Agir à l'échelle du #BASSIN DE VIE 53

6.1 Sécuriser la chaîne #LOGISTIQUE 54

6.2 Maintenir et développer la #TRANSFORMATION ALIMENTAIRE sur son territoire 59

6.3 Garantir la #DISTRIBUTION des produits alimentaires 61

6.4 Démocratiser l'#ALIMENTATION DURABLE et la #CONSOMMATION RESPONSABLE 64

7 Développer et généraliser l'#ÉCONOMIE CIRCULAIRE 69

7.1 Diminuer les #EMBALLAGES et leur impact sur l'environnement 70

7.2 Développer l'#ÉCOLOGIE INDUSTRIELLE ET TERRITORIALE 73

7.3 Allonger la #DURÉE D'USAGE 74

7.4 Valoriser les #DÉCHETS ALIMENTAIRES 76

8 Mobiliser l'#INGÉNIERIE aux différentes #ÉCHELLES TERRITORIALES 78

8.1 Poser un #CONSTAT commun 79

8.2 Impulser une dynamique d'intelligence collective aux différentes #ÉCHELLES TERRITORIALES 81

8.3 Mobiliser les #SOLUTIONS EXISTANTES et #INNOVER 83

8.4 S'inscrire dans une démarche de progrès et #MESURER avec les bons indicateurs 84

8.5 Mobiliser un niveau de #FINANCEMENT à la hauteur des enjeux 85

8.6 Déployer une #GOUVERNANCE partagée des projets 87

9 Se former sur les sujets liés à la résilience alimentaire des territoires #FORMATION 89

Conclusion 93

Se saisir des notions-clés : glossaire 95

Pour aller plus loin : ressources bibliographiques pratiques 98

Pour approfondir les notions autour de la résilience alimentaire 103

Liste des participants 104

Remerciements

Chères lectrices, chers lecteurs,

C'est avec une immense joie que je vous accueille dans ce guide dédié aux bonnes pratiques pour la résilience alimentaire des territoires.

Tout d'abord, je tiens à exprimer ma profonde reconnaissance envers les 192 personnes qui ont participé à l'élaboration de cet ouvrage. Leur expertise, leur engagement et leur passion ont été les fondements de ce projet ambitieux. Chacune de leurs contributions a enrichi ce guide et a permis de le rendre plus complet et plus pertinent.

Je remercie également les acteurs des territoires pilotes de Toulouse et Saint-Malo. Leurs témoignages ont apporté une dimension concrète à ce guide, permettant ainsi d'illustrer de manière vivante les défis et les opportunités liés à la résilience alimentaire.

Un grand merci également à mes coéquipières, aux équipes d'AFNOR et aux animateurs des cinq groupes de travail avec qui nous avons travaillé main dans la main depuis le début. Leur dévouement et leur capacité à mobiliser les énergies ont été essentiels pour coordonner les différentes phases de ce projet et assurer son succès, dans une atmosphère de bonne humeur contagieuse.

Enfin, à vous qui utilisez ce guide pour œuvrer à la résilience alimentaire de nos territoires, je vous invite à vous impliquer pleinement. Votre engagement et votre volonté d'agir sont les clés pour déployer les bonnes pratiques proposées dans ce guide. Ensemble, dans la joie, la solidarité et la coopération, nous pouvons bâtir un système alimentaire plus résilient pour tous et pour chacun.

Avec tout mon enthousiasme,

Hermine Chombart de Lauwe

Déléguée générale du CNRA

CONSEIL NATIONAL POUR LA RÉSILIENCE ALIMENTAIRE

Partenaires

Financé par

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ADEME
AGENCE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

BANQUE des TERRITOIRES
Caisse des Dépôts

LE GRAND MARCHÉ

RÉGION SUD
PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR

Saint-Malo Agglomération

ETERNITY SYSTEMS

farming spirit

MANGER DU SENS
RÉINVENTONS LES MODÈLES

NEOFARM

NUTRIKÉO
Cultiver les Stratégies Nutrition

Pour une Sécurité Sociale de l'Alimentation Alsace

Soliance Alimentaire

TERRES DE SOURCES
LES PRODUCTEURS D'ICI PROTÈGENT L'EAU

vertigo lab
Décrypter
Révéler
Basculer

Avant-propos

Le présent document a été développé par un groupe de travail ouvert et reflète à ce titre l'accord de personnes et organisations ayant participé à son élaboration. AFNOR a mis à disposition des auteurs son savoir-faire en ingénierie normative afin de coordonner les travaux d'élaboration et éditer le document. En conséquence, le contenu de ce document n'engage que ses auteurs et ne saurait être considéré comme constituant le droit applicable. En effet, AFNOR n'étant ni habilitée à délivrer du conseil juridique ni législateur, AFNOR ne saurait être tenue responsable de l'utilisation qui est faite de ce document, notamment concernant la règlementation éventuellement citée dont la bonne application relève exclusivement de la responsabilité de chacun.

L'AFNOR SPEC :

— est un document technique développé et approuvé dans le cadre d'un processus transparent et ouvert ;

— représente l'approbation de ce seul groupe de travail sur le texte final et ne doit pas être présentée comme une norme française ou comme équivalente à une norme française.

1 Raison d'être

Le guide de bonnes pratiques pour la résilience alimentaire des territoires est destiné à tous les acteurs des systèmes alimentaires[1] : consommateur, agriculteur, restaurateur, industriel, élu ou chargé de PAT (Projet Alimentaire Territorial).

Ses principaux objectifs sont de fournir un cadre commun et une vision globale des enjeux pour la résilience alimentaire, de s'appuyer sur les ressources existantes, de favoriser la coordination à toutes les échelles territoriales et d'encourager l'action.

Ce guide ne prétend pas remplacer les outils existants, il vient les compléter, les mettre en avant.

Il vise à identifier et promouvoir les bonnes pratiques du terrain : leviers d'action, informations clés et retours d'expérience concrets. Ces bonnes pratiques ont été remontées par des acteurs de terrain et de ce fait ne sont pas toutes scientifiquement validées ni représentatives de tout ce qui existe.

Les besoins et les attentes sont énormes. L'objectif de ce « Guide de bonnes pratiques pour la résilience alimentaire des territoires » est d'avancer sur les actions et la coordination de celles-ci pour répondre aux enjeux. Il s'inscrit dans une démarche d'adaptation continue pour accélérer la résilience alimentaire des territoires.

2 Comprendre la résilience alimentaire des territoires

2.1 Comprendre la notion de résilience alimentaire

Selon la FAO (*Food and Agriculture Organization*), la résilience alimentaire est « la capacité à prévenir les catastrophes et les crises ainsi qu'à anticiper, absorber les chocs et adapter ou rétablir la situation d'une manière rapide, efficace et durable. Cela comprend la protection, la restauration et l'amélioration des systèmes des moyens d'existence face à des menaces ayant un impact sur l'agriculture, la sécurité nutritionnelle et alimentaire et la sécurité des aliments[2] ».

La résilience alimentaire se réfère à la capacité d'un système alimentaire à absorber les perturbations tout en continuant à fournir une alimentation suffisante, nutritive et accessible à tous. Cela inclut la capacité de se préparer, de réagir et de se rétablir après des chocs et des stress tels que les catastrophes naturelles, les pandémies, les crises économiques, les conflits sociaux ou les conséquences du changement climatique.

La résilience alimentaire d'un territoire désigne aussi bien la résilience du système de production alimentaire à l'échelle du territoire que la capacité du territoire à assurer la sécurité alimentaire de chacun malgré les perturbations.

---

[1] Systèmes alimentaires : « façon dont les hommes s'organisent, dans l'espace et dans le temps, pour obtenir et consommer leur nourriture ». Malassis, 1994.

[2] FAO, Bonnes pratiques de Résilience

Liens entre résilience alimentaire, souveraineté alimentaire, sécurité alimentaire et durabilité

Renforcer la résilience du système alimentaire, c'est maintenir la sécurité alimentaire face à des perturbations prévues et imprévues. Or, la sécurité alimentaire existe « lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active ».[3] La souveraineté alimentaire, « droit des peuples à décider de qui les nourrit et comment » selon Via Campesina, est l'un des piliers de la résilience alimentaire.

Diriger le système alimentaire de son territoire vers plus de résilience consiste *in fine* à travailler sa durabilité, à laisser aux générations futures un système alimentaire en capacité non seulement d'être plus résistant aux chocs, mais aussi d'assurer une bonne santé humaine, animale et environnementale grâce à une approche vertueuse.

La pérennité du système alimentaire repose à la fois sur sa durabilité et sur sa résilience

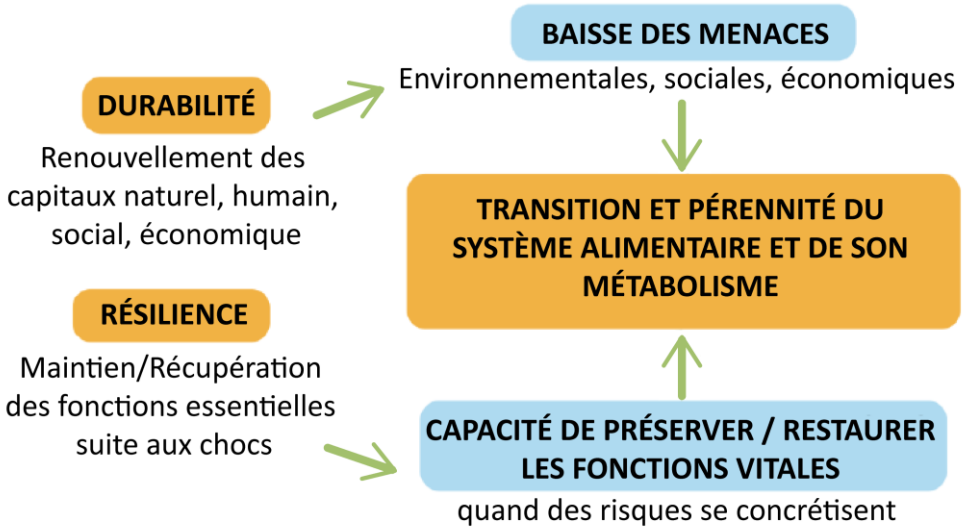


Figure 1 : Transition et pérennité du système alimentaire (Source : BASIC 2023, repris par l'ADEME[4])

[3] Sommet mondial de l'alimentation, 1996.

[4] ADEME, Analyse du système alimentaire de la région Occitanie, de sa durabilité et de sa résilience, 2023.

La résilience alimentaire, un processus en 3 étapes [5]

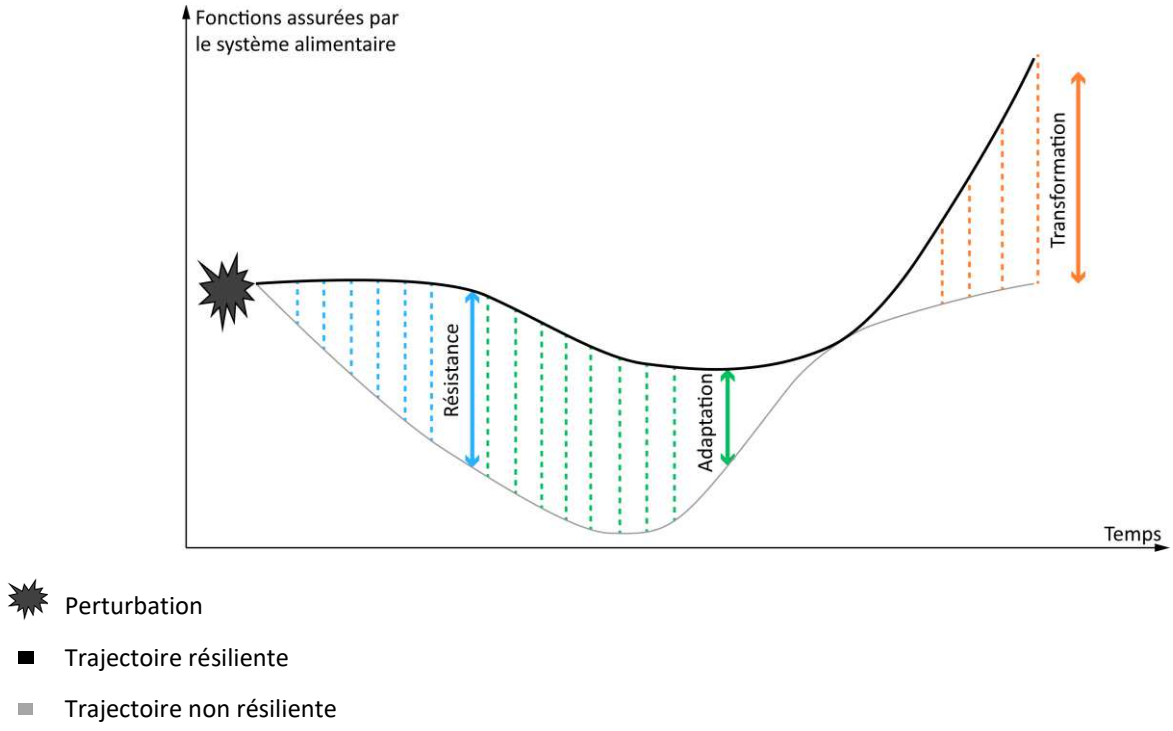


Figure 2 : Les 3 phases de la résilience alimentaire[6]

1. **Résistance** : atténuation des effets du choc lorsque celui-ci se produit.
   - Action à court terme : anticipation des perturbations brutales et de leurs réactions possibles pour absorber les chocs.
2. **Adaptation** : maintien des fonctions, et ce malgré la perturbation, en modifiant le fonctionnement du système.
   - Action à moyen terme : apprentissage pour s'adapter et recouvrer rapidement après un choc.
3. **Transformation** : afin de réduire les perturbations endogènes créées par le système alimentaire lui-même, atténuer les prochaines perturbations et limiter leur risque de réalisation.
   - Action à long terme : transformation du modèle et atténuation des effets directs et indirects des perturbations brutales et graduelles en cours et à venir.

Les deux premières étapes (résistance et adaptation) succèdent à la perturbation et supposent une réorganisation du système alimentaire. Cette réorganisation devient possible lorsque les acteurs décident collectivement de remettre leur propre structure en question.

La troisième étape, la transformation, va au-delà de cette réorganisation ; elle permet au système d'évoluer vers un fonctionnement plus satisfaisant et plus durable que le fonctionnement initial.

---

5 Deroche-Leydier Y., Résilience des exploitations agricoles dans le marché : Comprendre les chemins de résilience à travers la dynamique des relations sociales. Journées d'étude « Regards critiques sur le développement : la résilience », 2023.

6 Deroche-Leydier Y., 2025. La résilience alimentaire comme processus relationnel : une recherche sur les exploitations maraîchères d'Occitanie. Thèse de doctorat, INRAE UMR Innovation/Université Montpellier 3.

Maintenir la sécurité alimentaire, c'est

- Assurer la résistance des systèmes alimentaires face à des perturbations latentes et brutales
- Faciliter son adaptation pour mieux répondre aux chocs
- Et surtout, permettre la nécessaire transformation de ce système pour à la fois mieux résister aux chocs actuels et à venir, et contribuer à réduire les perturbations en cours, en particulier les perturbations endogènes créées par le système alimentaire agro-industriel lui-même (dégradation des sols, déclin de la biodiversité, pollution des eaux, etc.)[7].

La résilience alimentaire consiste à trouver le juste équilibre d'un système qui repose à la fois sur ses propres ressources locales et sait capitaliser sur celles qu'il est en incapacité d'avoir. Cet équilibre est propre à chaque territoire.

2.2 Affronter chocs et perturbations

Le système alimentaire agro-industriel, dominant aujourd'hui en France, a une résilience limitée. En effet, « nos processus industriels sont homogènes, centralisés, linéaires, globalisés, opaques, efficaces plutôt qu'efficients, compétitifs plutôt que coopératifs, et ils fonctionnent sans stocks, en flux tendus. Conséquence : en devenant extraordinairement efficaces, nos systèmes globalisés sont devenus monstrueusement vulnérables. »[8]

Stéphane Linou[9] en souligne l'un des points faibles, à savoir la déconnexion entre production et consommation : « Nous sommes sous perfusion alimentaire. Même en milieu rural, nous ne produisons plus autour des lieux de consommation, nous nous sommes vulnérabilisés ».

Plus largement, les systèmes alimentaires (agro-industriels, locaux, etc.) sont complexes et imbriqués dans beaucoup d'autres secteurs (santé, environnement, aménagement du territoire, finances, etc.). Il en résulte que l'alimentation est soumise à de nombreuses perturbations qui se sont multipliées dans les dernières décennies.

Ce contexte de crises à répétition provoque un emballement et une aggravation de la situation selon la boucle de rétroaction illustrée sur le schéma ci-dessous :

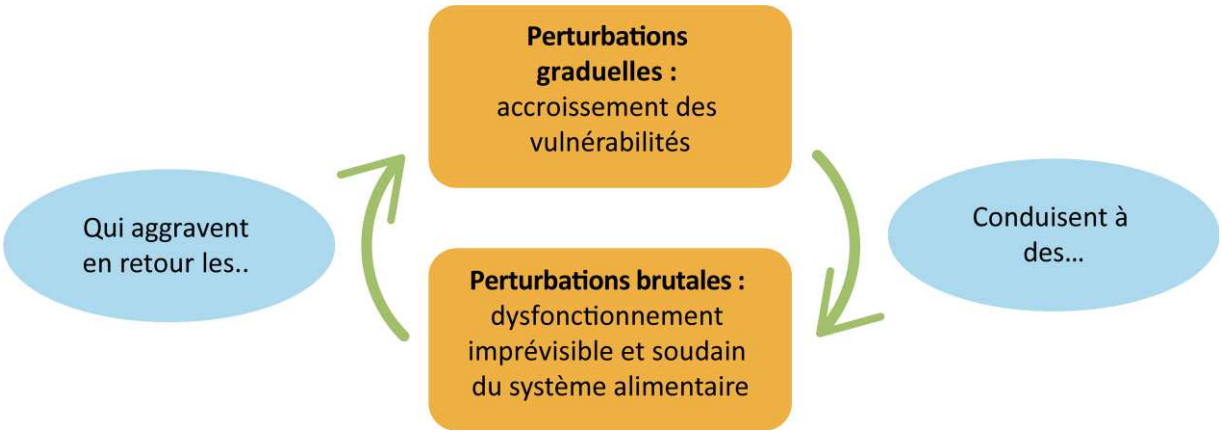


Figure 3 : Contexte actuel de crises permanentes[10]

7 Les Greniers d'Abondance, Vers la résilience alimentaire : faire face aux menaces globales à l'échelle des territoires, 2020.

8 Pablo Servigne, Nourrir l'Europe en temps de crise. Vers des systèmes alimentaires résilients, 2014.

9 Stéphane Linou, Résilience alimentaire et sécurité nationale, 2019.

10 Yentl Deroche-Leydier et Yuna Chiffoleau, INRAE - UMR Innovation, 2023.

Des perturbations graduelles, telles que le dérèglement climatique, la surexploitation des ressources planétaires, la perte de biodiversité, la dégradation des sols ou la pollution de l'eau résultent en grande partie de la façon dont le système alimentaire agro-industriel fonctionne aujourd'hui et affecte la production alimentaire.

Ces perturbations graduelles contribuent à générer des perturbations brutales qui aggravent davantage la situation : pandémie de Covid-19 notamment liée à la déforestation[11], inondations et sécheresses à répétition accentuées par l'artificialisation des sols, etc. Les systèmes alimentaires doivent, de plus, faire face à d'autres perturbations brutales d'origine extérieure : guerre en Ukraine, inflation, etc.

2.3 Retrouver une vision holistique et semer ensemble les graines de la résilience alimentaire

Un levier fort qui suscite un intérêt croissant

La communauté scientifique a produit une grande quantité de rapports sur la nécessaire résilience des systèmes alimentaires et de nombreuses initiatives ont développé une connaissance « de terrain ».

En France, l'accessibilité pour tous à une alimentation saine, digne et suffisante est devenue une préoccupation majeure des collectivités et des PAT (Projets Alimentaires Territoriaux)[12]. L'accessibilité alimentaire est l'un des reflets d'une résilience alimentaire effective. En effet, des systèmes alimentaires résilients sont capables non seulement de faire face à des perturbations telles que l'inflation ou la spéculation sur les matières premières, mais aussi d'assurer la sécurité alimentaire de tous, dans un contexte individuel très contraint (coût du logement, etc.).

La reterritorialisation de l'alimentation, associée à l'objectif de souveraineté alimentaire, représente l'un des leviers pour organiser en France la transition vers des systèmes alimentaires résilients. Après plusieurs décennies marquées par la mondialisation des échanges agricoles et du commerce des produits alimentaires, l'approche territoriale de l'alimentation suscite un intérêt croissant. Le rapport du sénateur Frédéric Marchand (2022) sur les Projets Alimentaires Territoriaux montre les liens entre l'approche territoriale et les enjeux de durabilité des systèmes alimentaires[13].

Selon Edgar Morin : « Quand c'est tout un système qui doit évoluer, la solution ne peut être simple ou unique. L'effort d'une pensée complexe et d'une dynamique collective devient une nécessité absolue ».

Les systèmes alimentaires sont complexes, il convient ainsi de considérer et revoir l'ensemble des maillons (production, transformation, distribution…) mais aussi leurs interrelations, pour proposer une approche systémique qui implique la coopération des acteurs publics et privés : des agriculteurs aux distributeurs en passant par les transformateurs ; des communes aux Régions en passant par les Départements ; des institutionnels aux chercheurs et citoyens en passant par les acteurs financiers.

Cela implique également l'identification et la mise en œuvre de solutions opérationnelles et éprouvées, qu'il faut regrouper et soutenir afin qu'elles se complètent efficacement.

---

11 Brancalion et al, Emerging threats linking tropical deforestation and the COVID-19 pandemic, 2020 ; CIRAD, Emergence de maladies zoonotiques et déforestation : un cercle vicieux renforcé par les impacts de la Covid-19, 2021.

12 Ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de la Forêt, Tout savoir sur les projets alimentaires territoriaux (PAT), 2024.

13 Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire et de la Forêt, Rapport du Sénateur Frédéric Marchand sur les projets alimentaires territoriaux, 2022.

Accorder les enjeux environnementaux à ceux de la santé et de l'inclusion sociale

Pour répondre aux attentes des consommateurs et à l'évolution des modes de consommation, il faut trouver des réponses au niveau territorial, travailler dans un contexte d'interdépendance mondiale et dans un contexte réglementaire européen. Le local s'inscrit dans le mondial et les deux sont complémentaires.

Donner à chacun la possibilité de pouvoir se nourrir sainement et dignement, implique aussi de donner accès aux produits locaux et de qualité à tous, y compris et surtout aux plus vulnérables.

C'est l'ensemble du système alimentaire qui doit être reconsidéré afin de soutenir la résilience alimentaire

Chaque maillon y joue un rôle crucial. C'est pourquoi il est important de capitaliser sur les solutions qui existent déjà et de continuer à apporter des améliorations.

Il s'agit de mieux préparer les systèmes alimentaires pour faire face à la multiplicité et à l'accélération des chocs. À plus long terme, et compte tenu des conséquences des enjeux climat-biodiversité et nutrition-santé, la résilience alimentaire implique d'organiser la transition vers des systèmes alimentaires plus durables. Il faut donc éviter que des mesures de court terme deviennent de la mal-adaptation sur le long terme.

Viser la transformation des systèmes alimentaires

Ce guide fournit des éléments pour contribuer à l'absorption des chocs et à l'adaptation. Il vise cependant surtout à apporter une vision transformatrice des systèmes alimentaires : c'est donc plutôt le volet « transformation » que ce guide souhaite accompagner, les fonctions de résistance et d'adaptation étant correctives à court et moyen termes, mais moins structurantes sur le long terme.

Au travers d'exemples de bonnes pratiques ciblées, concrètes, réalisables et reproductibles, ce guide se veut inspirant, pour favoriser la résilience alimentaire en tenant compte de ses différentes temporalités.

Il s'agit de penser les pratiques dans une perspective de résilience considérée comme un processus. Celui-ci est collectif et s'inscrit dans le développement durable, afin de limiter la création de conditions de perturbations diverses[14].

2.4 Ici et maintenant

C'est dans ce contexte que le CNRA (Conseil National pour la Résilience Alimentaire), accompagné par l'AFNOR (Association Française de Normalisation), a coordonné le travail de 192 participants pour proposer ce guide incitant les acteurs des systèmes alimentaires au passage à l'action, ici et maintenant.

[14] Yentl Deroche-Leydier et Yuna Chiffoleau, INRAE - UMR Innovation, 2023.

3 S'approprier le guide de bonnes pratiques pour la résilience alimentaire des territoires

3.1 Un guide initié par le CNRA et rédigé PAR et POUR les acteurs des systèmes alimentaires

Le CNRA, Conseil National pour la Résilience Alimentaire, a fait de la résilience alimentaire des territoires sa mission et sa raison d'être. Son objectif est de fédérer pour porter une vision collective des enjeux de l'alimentation de demain. La résilience alimentaire est urgente, possible et désirable.

Association d'intérêt général, le CNRA trouve sa singularité dans son approche ultra-transversale, notamment grâce à ses collèges. Il réunit des acteurs publics et privés, chercheurs et étudiants, de l'amont agricole à la distribution, de la production au consommateur, en passant par la transformation et la logistique. Faire collaborer tous les maillons de la chaîne permet de traiter l'ensemble des enjeux avec une vision à 360 degrés.

Le CNRA se veut neutre et rassembleur. En plus de son rôle de coordination, il agit comme un tiers de confiance en favorisant le partage d'expertises et d'expériences en vue de rééquilibrer l'offre alimentaire. Son approche est à la fois globale et pratique et n'oppose pas le local à l'international.

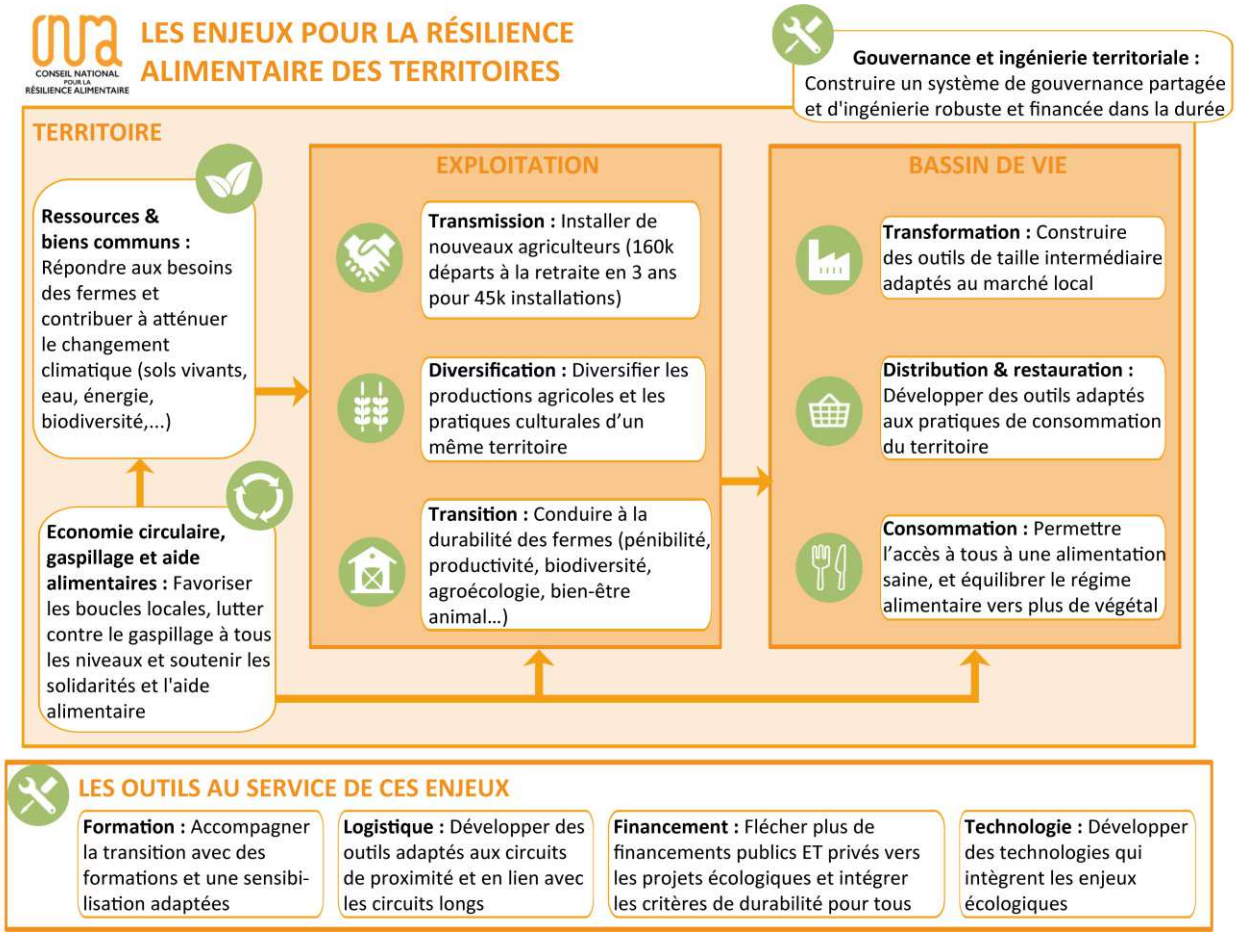


Figure 4 : Les enjeux pour la résilience alimentaire des territoires présentés par le CNRA

3.2 Élaboration et prise en main du guide

Le projet a été lancé au ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire en septembre 2023 après plusieurs campagnes de communication afin de diffuser largement l'information. Tout acteur a été le bienvenu pour rejoindre le tour de table durant l'élaboration du guide ; 192 personnes ont été mobilisées au cours du processus (voir la liste des participants à la fin du guide).

Le travail de rédaction s'est organisé comme suit :

- Réunions de 5 groupes de travail pour rédiger les parties « Bonnes pratiques » sur les 5 thématiques prédéfinies par le CNRA : **#Ressources et Biens communs, #Systèmes agricoles, #Bassin de vie, #Économie circulaire, #Ingénierie territoriale**. Ces 5 thématiques de travail sont le résultat de travaux exploratoires menés par le CNRA avec plus de 80 personnes de 2021 à 2023.
- Réunions des 2 territoires pilotes : Toulouse et Saint-Malo, pour garantir l'ancrage terrain du futur guide. Ces réunions ont rassemblé de nombreux acteurs de ces territoires, publics et privés.
- Réunions plénières pour remonter les travaux des groupes de travail et prendre des décisions si besoin d'arbitrage sur certains sujets. Les plénières ont également permis de bénéficier de l'éclairage d'experts sur la résilience alimentaire.
- 3 phases de consultation du document auprès de l'ensemble des participants au projet : une première phase de contribution pour compléter le document, une deuxième phase de relecture et commentaires techniques, et une dernière phase de relecture éditoriale sur le document final.

Choix réalisés lors de la rédaction du guide

- Changement climatique : au vu de l'ampleur de ce sujet et des nombreuses thématiques impactées, le choix a été fait de traiter les aspects liés au changement climatique dans leurs parties spécifiques, c'est-à-dire dans les parties dédiées au sol, à la biodiversité, à l'eau etc.
- Robotique agricole : le guide n'inclut pas de pratiques sur l'utilisation de la robotique agricole, dans la mesure où de nombreux exemples vont à l'encontre des facteurs de résilience (consommation de matériaux rares, renforcement des dépendances vis-à-vis de fournisseurs étrangers, non-maîtrise des technologies, etc.). Ce sujet doit donc être approfondi avant que certaines bonnes pratiques soient identifiées.

Prise en main du guide

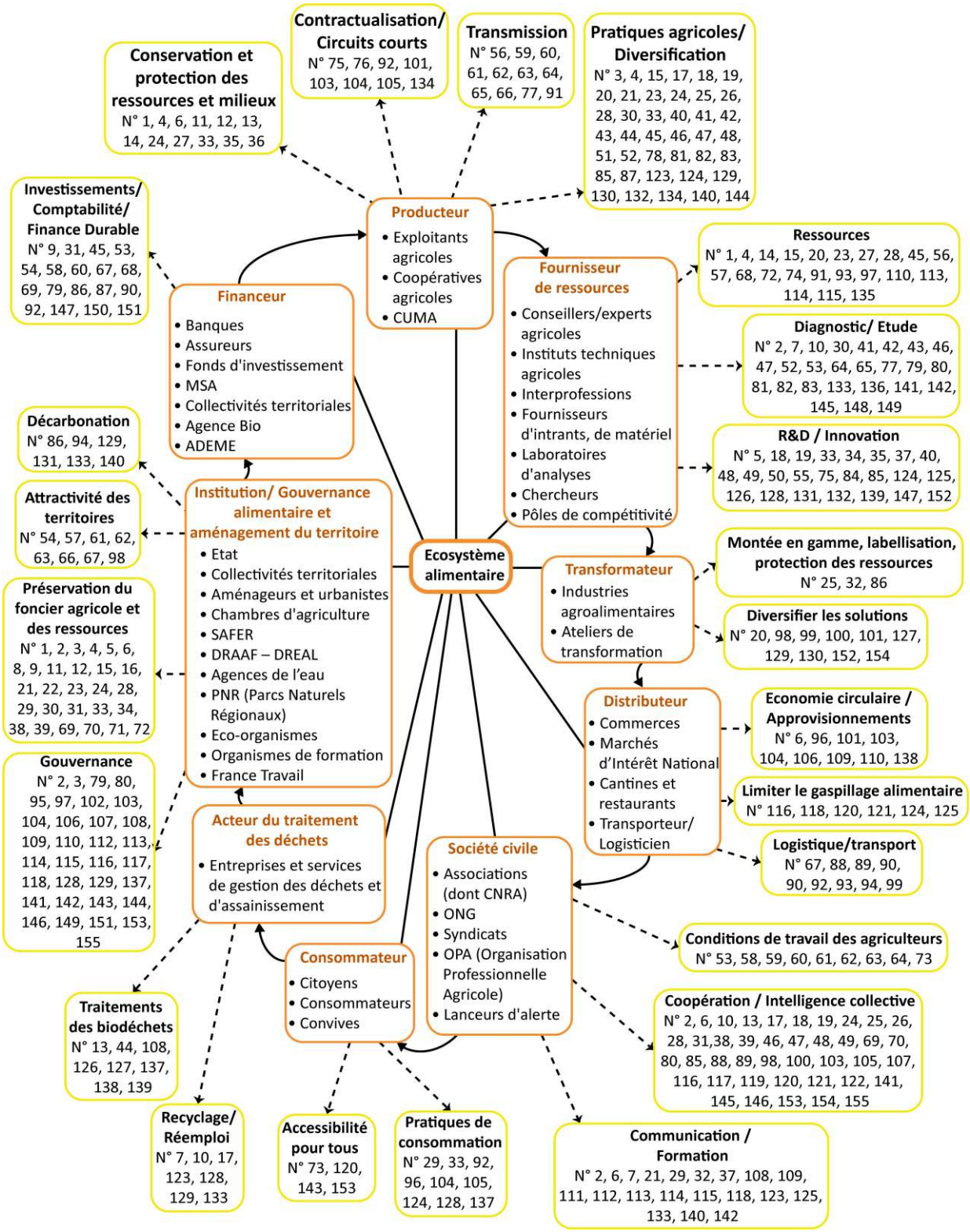
Ce guide a été pensé pour être « utile, utilisable et utilisé » par les acteurs des systèmes alimentaires. Il est gratuit et accessible à tous.

- Les bonnes pratiques sont systématiquement illustrées par des exemples. Ces exemples, non exhaustifs, ont été proposés par les participants, et sélectionnés afin de présenter une diversité de types de structures (collectivités, entreprises, agriculteurs etc.). Les exemples sont de taille et d'impact divers et mis en œuvre à des échelles différentes (nationales, régionales, locales…).

  NB : afin de présenter une plus grande diversité de structures, un exemple n'est cité qu'une seule fois dans la mesure du possible. Il n'y a pas de hiérarchisation dans leur ordre d'apparition.

  Les lecteurs sont invités à contacter le CNRA (contact@cnra-france.org) s'ils souhaitent apporter de nouveaux exemples.

- Les différents types d'acteurs sont détaillés dans le schéma ci-dessous. À chaque grande catégorie d'acteurs sont associés les numéros de bonnes pratiques afin de faciliter la navigation dans le guide :



Légende

Catégories d'acteurs

Catégories de bonnes pratiques

Figure 5 : Cartographie des bonnes pratiques du guide selon sa place dans le système alimentaire

Les Bonnes Pratiques sont présentées comme suit :

Formulées de manière synthétique, les bonnes pratiques sont numérotées pour se repérer.

Phase de résilience caractérisant la bonne pratique : RÉSISTANCE, ADAPTATION ou TRANSFORMATION. La TRANSFORMATION a le plus d'impact.

Bonne pratique n° 089 **Améliorer la livraison du premier et du dernier kilomètre**

ADAPTATION

Toulouse Logistique Urbaine – MIN Toulouse : plateforme mutualisée réservée à la logistique du dernier km / ***DISTRIBUTEUR***

Lien hypertexte sur la version en ligne.

Type d'acteur à l'origine de l'initiative. L'objectif est d'identifier rapidement les exemples de bonnes pratiques mises en œuvre par ses pairs afin d'y recourir ou de s'en inspirer.

4 Préserver les ressources et #BIENS COMMUNS du territoire

Les biens communs sont définis comme les ressources partagées par une communauté ou une société et sont accessibles à tous. Leur consommation par un individu réduit leur disponibilité pour les autres. Ils incluent des ressources naturelles telles que l'eau, l'air, les végétaux, le sol ou la biodiversité. La gestion de ces biens appelle une approche collective pour assurer leur durabilité et leur disponibilité pour les générations actuelles et futures.

En particulier, la gestion collective et durable des biens communs joue un rôle essentiel dans la résilience alimentaire des territoires. En encourageant les communautés locales vers des règles négociées et solidaires qui conservent ces biens communs (notamment en ce qui concerne les pratiques agricoles), les risques de pénuries alimentaires sont réduits et la capacité d'adaptation collective aux chocs (changement climatique par exemple) augmente.

Certains sujets ne sont pas abordés dans ce guide qui ne peut pas tout embrasser, tels que le bien-être animal ou la qualité de l'air. Les aspects santé et nutrition seront abordés dans le chapitre 6 « Agir à l'échelle du bassin de vie ».

#RESSOURCES #BIENS COMMUNS #EAU #SOL #BIODIVERSITÉ #SEMENCES #PLANTS #MATIÈRES FERTILISANTES #PHYTOSANITAIRES

4.1 Préserver les ressources en #EAU sur son territoire

L'eau est la première ressource indispensable.

L'eau issue des précipitations peut être décomposée en 2 types d'eau (classification Falkenberg ; 1995) :

- l'eau bleue est celle qui transite rapidement dans les cours d'eau, les lacs, les nappes souterraines ;
- l'eau verte est une eau qui est stockée au sein de la biomasse donc utilisée par les végétaux.

D'autres types d'eaux peuvent être identifiées comme les eaux grises ou noires, eaux polluées par les activités humaines.

L'eau doit être considérée comme un flux et non seulement comme un stock. Elle s'inscrit dans un cycle hydrologique complexe, intégrant des dimensions spatiales et temporelles. Ce cycle comprend l'évaporation, les précipitations, l'infiltration et le ruissellement, illustrant l'interconnexion des différentes formes d'eau à travers les écosystèmes. La gestion de l'eau en tant que flux dynamique est cruciale pour maintenir son renouvellement et sa disponibilité dans le temps et dans l'espace. Enfin, la préservation de la qualité de l'eau est un enjeu important, en particulier sur les zones de captage d'eau potable.

La gestion collective et démocratique de l'eau est fondamentale pour répondre aux enjeux pour la résilience alimentaire. La démocratie de l'eau implique une gestion participative où les communautés locales ont un rôle actif dans la prise de décisions concernant l'utilisation, la protection et le caractère renouvelable des ressources en eau.

Pour assurer la résilience alimentaire, il est impératif de reconstruire et de maintenir le cycle naturel de l'eau, en promouvant des pratiques agricoles qui conservent et restaurent les écosystèmes aquatiques. Une gestion collective efficace garantit que l'eau est distribuée de manière équitable et utilisée de manière durable, assurant ainsi une production alimentaire stable même face aux variations climatiques et aux périodes de sécheresse.

4.1.1 Comment organiser la répartition et la disponibilité de l'eau sur son territoire et dans le temps ?

Bonne pratique n° 001 — Comprendre son bassin versant — **ADAPTATION**

Rapport CORPEN (Comité d'Orientation pour des Pratiques Agricoles Respectueuses de l'Environnement) : bases scientifiques et techniques des fonctions de protection des eaux. Ce rapport fournit des éléments essentiels pour concevoir des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement / ***INSTITUTION***

Agence Adour-Garonne : guide méthodologique de gestion des cours d'eau et annexes fluviales : outil pratique intégrant les aspects réglementaires et techniques / ***INSTITUTION***

RUISSOL : outil élaboré par les Chambres d'Agriculture de la Somme et du Nord-Pas de Calais avec l'aide de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie. Permet l'évaluation et la gestion de l'érosion des sols et de la qualité de l'eau / ***INSTITUTION***

#EAU

Bonne pratique n° 002 — Promouvoir les cultures et pratiques culturales nécessitant moins d'eau — **TRANSFORMATION**

Projet BAG'AGES : vise à déterminer si les pratiques agroécologiques permettent de mieux gérer les flux d'eau et améliorer la qualité de l'eau, avec une rentabilité économique comparable, voire meilleure que celle obtenue avec des pratiques conventionnelles / ***INSTITUTION***

La Ferme intégrale de la Drôme : en aquaponie, l'eau circule en boucle fermée entre poissons et plantes, permettant d'économiser jusqu'à 90 % d'eau par rapport à l'agriculture traditionnelle grâce à un recyclage continu / ***PRODUCTEUR***

#EAU

Bonne pratique n° 003 — Ralentir l'écoulement, infiltrer et stocker les eaux de pluies — **TRANSFORMATION**

Vignes et Vergers : la paille de blé pour moins de mortalité et plus de fertilité : utilisation de la paille de blé pour améliorer la fertilité des sols et réduire la mortalité des plantes, tout en favorisant l'infiltration de l'eau / ***PRODUCTEUR***

Reméandrage et renaturation de rivières – SMVVA (Syndicat Mixte des Vallées de la Veyre et de l'Auzon) : travaux d'hydromorphologie pour reconstruire les rivières d'avant le remembrement agricole afin d'assurer leur bon fonctionnement (diminution des inondations, augmentation de la faune…) / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

Bois Bocage Martinique : projet de restauration et de gestion durable des paysages de bocage en Martinique, favorisant l'infiltration et le stockage des eaux de pluie / ***PRODUCTEUR*** / ***Outre-Mer***

SMABACAB (Syndicat Mixte d'Aménagement des Bassins Aume-Couture, Auge et Bief) : restauration d'un champ d'expansion de crues sur le Bief à Courcôme (Charente) / ***INSTITUTION***

#EAU

Bonne pratique n° 004 — Installer des systèmes d'irrigation économes en eau

ADAPTATION

Institut de l'Eau AgroParisTech : développement et promotion de technologies d'irrigation durable pour les exploitations agricoles, avec des formations et des recherches axées sur l'optimisation de l'utilisation de l'eau / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

Telaqua : solution d'irrigation de précision permettant une utilisation optimale de l'eau pour maximiser les rendements agricoles tout en minimisant la consommation d'eau / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

Chambre d'Agriculture de l'Hérault : mise en œuvre de programmes de sensibilisation et de soutien pour l'adoption de systèmes d'irrigation économes en eau par les agriculteurs / ***INSTITUTION***

OCENE : traitement de l'eau et par l'eau pour l'élevage et le végétal pour une gestion durable et efficace des ressources en eau / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

#EAU

Bonne pratique n° 005 — Améliorer la gestion des infrastructures hydrauliques

ADAPTATION

Institut Carnot Eau & Environnement : rassemble 11 unités de recherche et 1 centre de ressources techniques pour optimiser les infrastructures hydrauliques. Approche intégrée pour rendre les ouvrages plus durables et répondre aux nouveaux enjeux du secteur de l'eau / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

Seine Grands Lacs : gestion et exploitation des quatre lacs-réservoirs (Pannecière, Marne, Aube et Seine). Entretien et maintenance pour assurer un bon fonctionnement et répondre aux exigences de sécurité / ***INSTITUTION***

Chambre d'Agriculture de la Haute-Vienne : soutien aux investissements pour les infrastructures hydrauliques agricoles. Objectif : améliorer l'accès à l'eau pour les exploitations agricoles tout en respectant la durabilité des ressources / ***INSTITUTION***

#EAU

Bonne pratique n° 006 — Inciter aux usages responsables de l'eau

ADAPTATION

MIN Toulouse Occitanie : rapport extra-financier incluant la récupération des eaux de pluie. Primes RSE pour les actions de préservation des ressources. Accord avec la BNP pour baisser les taux d'intérêt si réduction des consommations d'eau / ***DISTRIBUTEUR***

Syndicat mixte des Eaux de Beaufort : financements et outils pour améliorer la qualité de l'eau et la gestion de l'eau. Soutien aux initiatives locales de protection des ressources en eau. Projet visant à préserver les biens communs / ***INSTITUTION***

S'approprier les 53 mesures du plan Eau : plan national pour inciter aux usages responsables de l'eau. Mesures de sensibilisation et financement pour une meilleure gestion des ressources hydriques. Actions coordonnées par l'État et les collectivités / ***INSTITUTION***

#EAU

Bonne pratique n° 007 — **Favoriser la réutilisation des eaux usées**

ADAPTATION

REUT – Veolia : recyclage de l'eau usée pour limiter la consommation d'eau douce / ***ACTEUR DU TRAITEMENT DES DÉCHETS***

ACTALIA : réutilisation de l'eau résiduelle issue de la transformation du lait pour certaines opérations de ménage / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

Les fermes de Gally : mise en place d'une infrastructure entre la STEP voisine (station d'épuration des eaux usées) et les vergers pour bénéficier d'eaux traitées / ***PRODUCTEUR***

#EAU

4.1.2 Comment protéger la qualité des ressources en eau ?

Bonne pratique n° 008 — **Mettre en place des zones tampons**

TRANSFORMATION

Guide OFB - Mise en place de zones tampons : guide détaillé pour la création de zones tampons[15], visant à protéger les cours d'eau et les milieux aquatiques. Recommandations techniques pour la conception et la gestion de ces zones / ***INSTITUTION***

Zones tampons et milieux aquatiques - INRAE : série de vidéos expliquant l'importance des zones tampons pour protéger les milieux aquatiques, détaillant leur conception et leur efficacité pour réduire la pollution diffuse / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

Agence de l'eau Loire-Bretagne : programme d'action pluriannuel visant à réduire les différentes sources de pollution ou de dégradation physique des milieux aquatiques, incluant des initiatives pour la mise en place de zones tampons végétalisées / ***INSTITUTION***

Agence de l'eau Seine-Normandie : accompagnement des agriculteurs dans les démarches de conversion et de maintien dans l'agriculture biologique. Expérimentation et déploiement du dispositif du PSE (Paiement pour Services Environnementaux) depuis 2019 / ***INSTITUTION***

#EAU

Bonne pratique n° 009 — **Financer la bonne gestion de l'eau**

TRANSFORMATION

Agence de l'eau Adour-Garonne : les agences de l'eau en général proposent des aides portant sur la baisse des impacts des industries sur la qualité et l'usage de l'eau (économies d'eau, pollutions, changements de process, etc.) / ***INSTITUTION***

Agence de l'Eau Rhin-Meuse : financements exceptionnels fléchés sur l'agriculture biologique et les exploitations d'élevage sur herbe. Objectif : améliorer la gestion de l'eau dans les pratiques agricoles / ***INSTITUTION***

Terres de Sources : label territorial initié par la Collectivité du Bassin Rennais ayant vocation à être essaimé au niveau national et visant à développer les débouchés commerciaux des fermes engagées à protéger les ressources en eau, en air, en biodiversité. Programme de soutien à la transition écologique des exploitations agricoles / ***INSTITUTION***

#EAU

[15] Zone tampon : bande de végétation située entre une zone agricole et un cours d'eau, conçue pour réduire la contamination des eaux par les produits phytosanitaires, les sédiments et les matières fertilisantes ; et favoriser l'infiltration de l'eau et limiter le ruissellement.

Bonne pratique n° 010	Dépolluer l'eau	ADAPTATION
Le réseau REMPAR - Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon (SIBA) : veille des micropolluants et des organismes microbiologiques, identification des sources et mesures de réduction à la source / ***SOCIÉTÉ CIVILE***	Guide Méthodologique Résilience du trait de côte - Green Cross : solutions alternatives et retours d'expérience, comme la mise en place de solutions locales et fondées sur la nature pour lutter contre le recul du trait de côte et l'infiltration du sel dans les nappes phréatiques et les terres / ***SOCIÉTÉ CIVILE***	#EAU
InovaYa : solutions de filtration et de retraitement de l'eau / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***	NoPlasticInMySea : recensement de solutions pour la dépollution de l'eau / ***ACTEUR DU TRAITEMENT DES DÉCHETS*** / ***Mer***	

4.2 Protéger et régénérer les #SOLS

Le sol est une ressource naturelle fondamentale, définie comme la couche superficielle de la croûte terrestre et composée de particules minérales, de matière organique, d'eau et d'air. Il constitue la base de la production alimentaire, offrant un support physique pour les plantes, un réservoir de nutriments et d'eau, et un habitat pour une biodiversité riche. En cela, il constitue un véritable capital pour les exploitants agricoles.

La préservation des sols garantit leur capacité à soutenir une agriculture productive et durable. Les sols dégradés par des pratiques agricoles intensives voient leur biodiversité, leur capacité de rétention des nutriments et de l'eau diminuer, compromettant ainsi la sécurité alimentaire. Une démarche globale de gestion de la fertilité des sols est nécessaire pour la production végétale tout en préservant les réserves de nutriments. Préserver les sols de l'érosion et de l'urbanisation, adopter des pratiques agroécologiques renforçant la structure et l'activité biologique des sols figurent parmi les stratégies qui renforcent la résilience des systèmes alimentaires.

Les mesures curatives, telles que la restauration des sols dégradés et la réduction des intrants chimiques, sont traitées séparément des mesures préventives visant à maintenir la santé des sols à long terme. De plus, bien que les matières fertilisantes soient intrinsèquement liées à la fertilité des sols, elles sont abordées en détail dans une autre partie de ce chapitre (cf. 4.5). Cette distinction permet de mieux comprendre les différentes approches nécessaires pour assurer une gestion durable des sols agricoles.

Enfin, la recherche de solutions basées sur la nature pour la protection et la régénération des sols doit continuer à être approfondie.

4.2.1 Comment préserver les terres agricoles de l'artificialisation ?

Bonne pratique n° 011	Encourager les activités agricoles sur les friches	ADAPTATION
CDPENAF (Commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers) : inventaire des friches / ***INSTITUTION***	Outils pour la reconquête des friches : recueil d'outils pour la reconquête des friches / ***INSTITUTION***	#SOLS
Projet GAIAR : Gestion Agroécologique et Innovante des friches par l'Agroforesterie Réunionnaise / ***INSTITUTION*** / ***Outre-Mer***		

Bonne pratique n° 012 — **Protéger les terres agricoles** — **TRANSFORMATION**

SCIC ECOTERRE : location de terres pour les agriculteurs pour au moins 30 ans, cogérée par la Chambre d'Agriculture du Gard, le Conseil départemental du Gard et la SAFER Occitanie / ***INSTITUTION***

PEAN de l'agglomération Marne de Gondoire : mise en place d'un périmètre de protection des espaces naturels et agricoles périurbains dans l'agglomération Marne de Gondoire / ***INSTITUTION***

ZAP de la Plaine de Montesson : Zone Agricole Protégée sur la plaine maraîchère de Montesson / ***INSTITUTION***

Département de Guadeloupe : démarche de gestion des terres incultes initiée par le département, plus gros propriétaire foncier de l'île / ***INSTITUTION*** / **Outre-mer**

#SOLS

4.2.2 Comment restaurer les sols dégradés ?

Bonne pratique n° 013 — **Enrichir les sols avec de la matière organique** — **ADAPTATION**

Ferme du Bec Hellouin : utilisation de la permaculture et du compost pour enrichir les sols. Système de culture intensif sur petites surfaces, visant à améliorer la biodiversité et la qualité des sols / ***PRODUCTEUR***

Plaine de Vie : collecte et valorisation des déchets organiques en compost pour enrichir les sols urbains et agricoles, et promotion de l'agriculture urbaine / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

#SOLS

Bonne pratique n° 014 — **Améliorer la microbiologie du sol** — **ADAPTATION**

Programme QUBS : programme de suivi de la qualité biologique des sols via des protocoles de collecte de données sur la faune du sol. Objectif : améliorer les connaissances et sensibiliser le grand public à la biodiversité du sol / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

ARVALIS - Institut du végétal : guide pour interpréter les 12 indicateurs de fertilité biologique du sol, visant à aider les agriculteurs à mieux comprendre et à améliorer la santé microbiologique de leurs sols / ***PRODUCTEUR***

Projet Agrinnov : collaboration entre agriculteurs et chercheurs pour développer des indicateurs de qualité des sols agricoles. Formation et accompagnement pour l'amélioration de pratiques basées sur des diagnostics précis / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

#SOLS

Bonne pratique n° 015 — **Pratiquer la rotation des cultures et du pâturage**

TRANSFORMATION

Étude de l'INRAE : comprendre les mécanismes de résistance et de résilience des prairies et pâturages. Production d'outils pour accompagner l'adaptation des systèmes d'élevage aux aléas climatiques / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

Éco-pâturage – Conservatoire d'espaces naturels de Normandie : développement du pâturage écologique dans le Marais Vernier, où les herbivores se transforment en « outils de gestion naturels » pour zone humide / ***INSTITUTION***

CIVAM : pourquoi/comment aménager sa ferme pour le pâturage tournant : guide pour mettre en place un système herbager pâturant performant. Inclut des solutions techniques et des exemples d'éleveurs pour aménager son exploitation et optimiser le pâturage / ***PRODUCTEUR***

#SOLS

4.2.3 Comment conserver la fertilité du sol ?

Bonne pratique n° 016 — **Réduire l'érosion du sol**

ADAPTATION

Eaufrance : protection des sols par la promotion de pratiques d'infiltration et la réduction du ruissellement. Inclut des solutions telles que l'implantation de couverts végétaux en hiver et l'utilisation de revêtements perméables / ***INSTITUTION***

Portail de la biodiversité en Centre-Val de Loire : solutions pour limiter l'érosion des sols et les coulées de boue. Mise en place de couverts végétaux et techniques de gestion de l'eau pour réduire l'impact de l'érosion sur les sols / ***INSTITUTION***

#SOLS

Bonne pratique n° 017 — **Adopter une couverture maximale du sol**

TRANSFORMATION

Ferme de Cagnolle : utilise des couverts végétaux pour maintenir la fertilité du sol et favoriser la biodiversité. Mise en place de rotations de cultures et d'engrais verts pour améliorer la structure et la santé des sols / ***PRODUCTEUR***

Projet Agro-Houblon : projet de culture du houblon avec couverture permanente du sol. Utilisation de couverts végétaux estivaux et hivernaux ainsi que de paillage permanent pour protéger et enrichir les sols / ***SOCIÉTÉ CIVILE & PRODUCTEUR***

Groupe Limagrain : développement de variétés de plantes de couverture pour l'agriculture. Ces plantes aident à maintenir la structure du sol et à réduire l'érosion entre les cycles de culture principale / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCE***

#SOLS

Bonne pratique n° 018 — **Promouvoir la réduction du travail du sol**

ADAPTATION

Sols Vivants : programme conduit par Earthworm à l'échelle des territoires pour développer la fertilité naturelle des sols en partenariat avec les agriculteurs et les filières. Utilisation de pratiques telles que la réduction du travail du sol, l'apport de matières organiques et les couverts végétaux / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

Biosphères : structure d'accompagnement agricole pour la mise en œuvre de pratiques qui régénèrent les sols, notamment par la réduction du travail du sol – Programme Pernod Ricard / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

GRAB - Groupe de Recherche en Agriculture Biologique : entretien du sol en maraîchage biologique avec réduction du travail du sol, utilisation de couverts végétaux et gestion de l'enherbement. Objectif : préserver la fertilité des sols et améliorer la productivité des cultures / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

#SOLS

Bonne pratique n° 019 — **Diversifier et adapter les cultures aux sols**

TRANSFORMATION

Chanvre Nouvelle-Aquitaine : filière régionale fédérant producteurs, transformateurs, distributeurs de produits issus du chanvre et partenaires publics et privés. Promotion de la culture du chanvre pour ses avantages environnementaux et économiques / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

Agribio 04 : soutien aux agriculteurs pour diversifier les cultures et adapter les pratiques aux spécificités des sols. Utilisation de cultures adaptées pour améliorer la résilience et la productivité des exploitations en agriculture biologique / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

Rhizosfer : production de rhizomes en vue de l'implantation de culture de Miscanthus (litière animale, paillage horticole et viticole…) / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

#SOLS

Bonne pratique n° 020 — **Explorer l'agriculture régénératrice**

TRANSFORMATION

NB : l'agriculture régénératrice est une agriculture récente pour laquelle il n'y a pas un grand recul et qui nécessite encore une analyse approfondie.

Pour une Agriculture du Vivant : analyse de la fertilité des sols et promotion des pratiques régénératives. Utilisation d'indicateurs via l'Indice de Régénération (IR) pour évaluer les progrès agronomiques des exploitations, incluant des techniques de réduction du labour et des couverts végétaux / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

Alliance agriculture régénératrice de Bel : engagement pour que 100 % du lait et des pommes utilisés dans les produits soient issus de l'agriculture régénératrice d'ici 2030, et étendu à l'ensemble des matières premières clés d'ici 2035 / ***TRANSFORMATEUR***

#SOLS

4.3 Restaurer, protéger et valoriser la #BIODIVERSITÉ

La biodiversité, ou diversité biologique, est la variabilité des organismes vivants de toute origine : terrestres, marins, d'eau douce, de milieux humides, etc., et les complexes écologiques dont ils font partie. La biodiversité se manifeste à trois niveaux interdépendants : la diversité des écosystèmes, la diversité des espèces et la diversité génétique au sein des espèces.

La biodiversité est essentielle pour le fonctionnement des écosystèmes et la fourniture de services écosystémiques vitaux tels que la pollinisation des cultures par les insectes, la régulation des ravageurs par les auxiliaires des cultures[16], l'augmentation de la fertilité des sols par la matière organique, la régulation du climat par les forêts et les prairies, ainsi que la régulation du cycle de l'eau par l'infiltration de l'eau dans le sol.

Aujourd'hui, la biodiversité connaît un déclin rapide, affectée par les 5 principaux facteurs de pression identifiés par l'IPBES *(Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services)*[17] :

1. La fragmentation et la destruction des habitats : *en moyenne, chaque année, 65 758 hectares ont été artificialisés en France métropolitaine entre 2006 et 2015*[18].
2. La surexploitation des ressources : *la surpêche touche encore 26 % des populations de poissons pêchés en France métropolitaine*[19].
3. Les changements climatiques : *les oiseaux migrateurs arrivent en France en moyenne 3,9 jours plus tôt en 2023 qu'en 1986 sur la côte Atlantique*[20].
4. Les pollutions : *les ventes de produits phytosanitaires pour un usage agricole ont augmenté de 14 % entre la période 2009-2011 et la période 2018-2020*[21].
5. Les espèces exotiques envahissantes : *en 2016, parmi les 100 espèces les plus envahissantes au monde, 60 sont présentes dans au moins un Outre-mer français*[22].

Ces pressions ont conduit à une perte alarmante de la biodiversité, menaçant les écosystèmes et les services qu'ils fournissent.

La biodiversité est indispensable à la résilience alimentaire, tout autant que l'eau et les sols. Selon la FAO, environ 75 % des cultures alimentaires mondiales dépendent de la biodiversité pour leur production, notamment via le rôle des insectes pollinisateurs[23]. Des écosystèmes diversifiés et en bonne santé augmentent la capacité des systèmes alimentaires à résister aux perturbations telles que les maladies, les ravageurs, la sécheresse ou les inondations.

Les nouveaux itinéraires techniques[24] jouent un rôle crucial dans la préservation et la promotion de la biodiversité. Ces itinéraires incluent les techniques que regroupe l'agroécologie, telles que l'agroforesterie, la rotation des cultures et l'utilisation de couverts végétaux. L'agroécologie favorise la biodiversité en intégrant des plantes, des animaux et des micro-organismes dans les systèmes agricoles, ce qui améliore la santé des sols et augmente la résilience des cultures face aux aléas climatiques et aux ravageurs.

En œuvrant pour le maintien de la biodiversité, ces nouveaux itinéraires techniques renforcent la résilience des systèmes vivants à toutes les échelles, des sols au microbiote intestinal humain, tout comme au niveau des parcelles et des paysages.

La biodiversité est véritablement « l'assurance-vie » des écosystèmes, soutenant une production alimentaire durable et la continuité des services écosystémiques vitaux.

---

16 Auxiliaires des cultures : organismes vivants visant à contrôler les populations de ravageurs, favoriser la pollinisation, améliorer la fertilité du sol ou protéger les cultures de manière naturelle.

17 IPBES (Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques), Le dangereux déclin de la nature : Un taux d'extinction des espèces « sans précédent » et qui s'accélère, 2019.

18 Agence Française pour la Biodiversité et Observatoire National de la Biodiversité (ONB), Biodiversité, Les chiffres clés, 2018.

19 Ifremer, Près de la moitié des volumes de poissons pêchés provient de populations exploitées durablement, 2020.

20 Nature France, Date d'arrivée des oiseaux migrateurs, 2023.

21 Nature France, Évolution de la consommation de produits phytosanitaires en usage agricole, 2020.

22 Nature France, Nombre d'espèces en Outre-mer parmi les plus envahissantes au monde, 2016.

23 FAO (Food and Agriculture Organization), Les abeilles jouent un rôle crucial dans la sécurité alimentaire, 2018.

24 Nouveaux itinéraires techniques : ensemble des pratiques agricoles et des innovations technologiques visant à améliorer la production tout en minimisant les impacts environnementaux.

4.3.1 Comment restaurer et protéger la biodiversité et ses habitats ?

Bonne pratique n° 021 — Mieux connaître pour mieux maintenir

ADAPTATION

Les Atlas de la Biodiversité Communale (ABC) de l'OFB : démarche qui permet à une commune, ou une « structure intercommunale », de connaître, de préserver et de valoriser son patrimoine naturel. Chaque année, l'OFB soutient de nombreux projets d'ABC / ***INSTITUTION***

Espaces naturels protégés en France : cadre réglementaire pour la gestion et la préservation des espaces naturels en France. Intégration de la biodiversité dans les plans de gestion des territoires protégés pour favoriser la conservation des habitats et des espèces / ***INSTITUTION***

Annuaire des naturalistes de Noé Biodiversité : réseau de spécialistes engagés dans la protection de la biodiversité. Promotion de projets participatifs et de programmes de suivi de la biodiversité locale / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

#BIODIVERSITÉ

Bonne pratique n° 022 — Créer des zones sources

TRANSFORMATION

Projet LIFE Biodiver'Cité et Résilience par Bordeaux Métropole : actions de restauration écologique pour lutter contre les menaces pesant sur la biodiversité métropolitaine. Restauration d'habitats naturels et création de zones sources[25] pour favoriser la colonisation d'espèces / ***INSTITUTION***

Marha (Marine Habitat) : création de Zones de Protection Forte (ZPF) pour préserver les ressources halieutiques par la mise en place de zones sanctuarisées, notamment à Port-Cros. Amélioration de l'état de conservation des habitats marins / ***INSTITUTION*** / ***Mer***

Aires Marines Protégées des Antilles : la totalité des surfaces maritimes des Antilles est classée par les Aires Marines Protégées. Zones sanctuarisées pour la protection des ressources marines et le maintien de la biodiversité / ***INSTITUTION*** / ***Outre-Mer***

#BIODIVERSITÉ

Bonne pratique n° 023 — Planter des arbres et des haies

TRANSFORMATION

Breizh Bocage : aménagements bocagers par la création de haies et de talus. Programme visant à restaurer les paysages bocagers et améliorer la qualité des sols et des habitats naturels en Bretagne / ***INSTITUTION***

Néosylva : gestion durable et valorisation des forêts privées, avec solutions de financement et expertise pour les propriétaires forestiers. Objectif : améliorer la biodiversité et la durabilité des forêts / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

Plantes Loca'terre - IFEL (Interprofession des fruits et légumes de Nouvelle-Calédonie) : intégration de haies régénératives de biodiversité et productives de fruits et légumes au sein des 75 exploitations calédoniennes déjà engagées en faveur de l'environnement (500m linéaires de haies, 2 000 plants, 3 chantiers-écoles, avec animations et vidéos pour démultiplier l'approche) / ***SOCIÉTÉ CIVILE*** / ***Outre-Mer***

1 naissance, 1 arbre : le Département de la Seine-Maritime s'engage à planter un arbre pour tout enfant né dans un foyer de la Seine-Maritime. L'objectif est de planter 125 000 arbres à l'horizon 2030 / ***INSTITUTION***

#BIODIVERSITÉ

[25] Zone source : région ou habitat naturel d'où émane une abondance d'espèces qui colonisent d'autres zones.

Bonne pratique n° 024 — **Restaurer les zones humides**

ADAPTATION

Pisciculture, renaturation de rivière : Reméandrage et renaturation de la Veyre, de la Narse et du Labadeau : travaux de reméandrage et de renaturation menés par le SMVVA. Objectif : restaurer les habitats naturels des rivières et zones humides[26] pour améliorer la qualité de l'eau et favoriser la biodiversité aquatique / ***INSTITUTION***

Chantiers de renaturation du marais de Cassan et de Prentegarde : projets de restauration écologique pour revitaliser les marais. Mise en œuvre de techniques pour rétablir les fonctions écologiques de ces zones humides / ***INSTITUTION***

Marais Vernier en Normandie : initiatives d'éco-pâturage pour restaurer et préserver les zones humides. Projet de sauvegarde des marais par des pratiques agricoles durables, soutenant la biodiversité et les services écosystémiques / ***PRODUCTEUR***

#BIODIVERSITÉ

4.3.2 Comment gérer les habitats via des pratiques agricoles durables ?

Bonne pratique n° 025 — **Mettre en place un plan de gestion des haies**

ADAPTATION

AFAC - Plan de Gestion Durable des Haies (PGDH) : outil pratique pour la gestion des haies destiné aux agriculteurs. Il offre un état des lieux et planifie les travaux d'entretien et de valorisation des haies à l'échelle de l'exploitation, garantissant leur pérennité et leur développement / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

Label Haie : cahier des charges pour une gestion durable des haies, comprenant des outils techniques et numériques pour faciliter la gestion et la valorisation des haies. Label visant à promouvoir des pratiques de gestion durable et reconnues / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

Blédina : programme de gestion des haies et de plantation d'arbres sur ses fermes partenaires. Objectif : améliorer la biodiversité, la santé des sols et la production durable en collaboration avec les agriculteurs locaux / ***TRANSFORMATEUR***

#BIODIVERSITÉ

Bonne pratique n° 026 — **Adapter la fauche**

TRANSFORMATION

Agrobio Bretagne : promouvoir la fauche tardive pour préserver la biodiversité. Retarder le fauchage jusqu'à la fin de la période de nidification des oiseaux (après le 15 août) permet de protéger la faune et de favoriser la reproduction des plantes sauvages / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

L'écologie des jardiniers : techniques de fauchage favorisant la biodiversité, comme le maintien de zones refuges et l'utilisation de matériels de coupe appropriés. Ces pratiques contribuent à la préservation des insectes et des petits animaux, tout en maintenant l'équilibre écologique des prairies / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

#BIODIVERSITÉ

[26] Agences de l'eau, OFB (Office Français de la Biodiversité) et DREAL (Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement), Inventaire en cours des zones humides, pour identifier et préserver les zones humides.

Bonne pratique n° 027 — Mettre en place des bandes enherbées

TRANSFORMATION

GRAB - Guide bandes fleuries pour les vergers : conseils pour l'implantation de bandes fleuries dans les vergers afin de favoriser la biodiversité. Utilisation de mélanges de graminées et de légumineuses pour améliorer la structure du sol et fournir des habitats aux insectes auxiliaires / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

FNAB - Retour d'expériences agriculteurs : témoignages d'agriculteurs sur la mise en place de bandes enherbées pour améliorer la biodiversité et la gestion des parcelles. Stratégies de mise en œuvre et bénéfices observés sur les exploitations agricoles biologiques / ***PRODUCTEUR***

ARVALIS - Institut du végétal : implanter des bandes enherbées pour limiter les transferts de produits phytosanitaires et améliorer la qualité de l'eau. Choisir des espèces adaptées au milieu et privilégier la fauche au broyage pour préserver la biodiversité et maintenir la fonctionnalité des bandes enherbées / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

#BIODIVERSITÉ

Bonne pratique n° 028 — Favoriser la pollinisation

TRANSFORMATION

Produire Bio : méthodologie pour l'installation des abeilles sauvages dans les vergers. Utilisation de nichoirs et gestion des habitats pour encourager la présence d'abeilles, augmentant ainsi la pollinisation et les rendements des cultures / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

Privilégier les petites parcelles : étude de l'INRAE pour favoriser les pollinisateurs et le succès reproducteur des plantes en Europe de l'Ouest / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

Plan pollinisateur : programme gouvernemental pour lutter contre le déclin des pollinisateurs, préserver les écosystèmes et soutenir les secteurs agricoles. Objectifs : améliorer les connaissances scientifiques, accompagner les agriculteurs et apiculteurs, et préserver la santé des abeilles et autres pollinisateurs / ***INSTITUTION***

#BIODIVERSITÉ

4.3.3 Comment donner un modèle économique à la préservation de la biodiversité ?

Bonne pratique n° 029 — Sensibiliser et impliquer les consommateurs, les acteurs économiques et les responsables politiques

ADAPTATION

Les Initiatives Océanes : nettoyages de plages, lacs, rivières et fonds marins organisés par des bénévoles avec l'accompagnement de l'ONG Surfrider Foundation. Ces actions sensibilisent le public aux problématiques des déchets marins et impliquent la communauté dans des efforts de préservation environnementale / ***SOCIÉTÉ CIVILE*** / ***Mer***

Cantine 100 % bio de Mouans-Sartoux : initiative municipale pour offrir des repas 100 % biologiques, certifiés ECOCERT, dans les cantines scolaires. Sensibilisation des enfants et des parents aux bénéfices de l'alimentation biologique et durable, avec un impact positif sur la santé et l'environnement / ***INSTITUTION***

Système Participatif de Garantie (SPG) de Nature & Progrès : système de garantie permettant aux consommateurs et professionnels adhérents de l'association de garantir les pratiques des fermes, ateliers et entreprises, pour assurer la qualité des produits agricoles de manière transparente et démocratique. Ce système inclut des audits participatifs et des critères écologiques stricts pour assurer la qualité et la durabilité des produits / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

#BIODIVERSITÉ

Bonne pratique n° 030 — **Valoriser les services écosystémiques** — **TRANSFORMATION**

Fonds d'accélération de la transition écologique : 3 outils de financement disponibles pour des projets en faveur de la biodiversité (région Auvergne-Rhône-Alpes). Inclut l'atlas de la biodiversité, les espaces naturels protégés et les réductions des pressions sur la biodiversité / ***INSTITUTION***

PSE Adour-Garonne : projet de Paiements pour Services Environnementaux (PSE) qui comptabilise haies, lisières de bois, mares et zones humides pour calculer la rémunération. Objectif : rémunérer les agriculteurs pour leurs pratiques favorables à l'environnement et à la biodiversité / ***INSTITUTION***

Évaluation des services économiques, sociologiques et écosystémiques fournis par les milieux naturels de la rivière Dordogne : étude confiée à Vertigo Lab dans le cadre d'un projet LIFE pour établir une méthodologie (protocole, données, indicateurs) visant le suivi de l'évolution de ces services[27] et leur mesure d'impacts socio-économiques / ***INSTITUTION & FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

#BIODIVERSITÉ

Bonne pratique n° 031 — **Donner une fonction économique aux haies et aux infrastructures agroécologiques** — **TRANSFORMATION**

Pacte en faveur de la haie : dispositif national pour favoriser la plantation de haies. Soutien à la biodiversité et à la lutte contre le changement climatique. Incitation financière pour les exploitants agricoles / ***INSTITUTION***

Dinan Agglomération : achat, à prix avantageux pour les exploitants, de copeaux de bois issus de l'entretien durable du bocage. Inscription des agriculteurs dans la démarche Label Haie / ***INSTITUTION***

Solenat : valorisation économique des services rendus par les haies via Paiement pour Services Environnementaux (PSE). Incitation financière pour les pratiques agroécologiques / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

#BIODIVERSITÉ

Bonne pratique n° 032 — **Soutenir les filières agricoles valorisant la biodiversité** — **TRANSFORMATION**

Label FNAB Bio France : certification pour les produits respectant un cahier des charges strict. Valorisation de la biodiversité et des sols. Garantie d'une production sans produits phytosanitaires ni engrais chimiques / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

Demeter : label pour l'agriculture biodynamique. Promotion des pratiques agricoles favorisant la santé des sols et la biodiversité. Garantie de produits issus de méthodes respectueuses de l'environnement / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

Marine Stewardship Council (MSC) : certification pour les produits de la mer durables. Promotion de la pêche respectueuse des écosystèmes marins. Garantie d'une gestion durable des ressources marines / ***SOCIÉTÉ CIVILE*** / ***Mer***

#BIODIVERSITÉ

4.4 Favoriser la diversité des #SEMENCES et PLANTS

Semences et plants constituent un matériel végétal vivant. Les semences sont des graines ou parties de plantes utilisées pour reproduire des plantes. Les plants, quant à eux, sont des jeunes plantes prêtes à être transplantées pour la production agricole ou horticole.

[27] Services écosystémiques : bénéfices que les humains obtiennent des écosystèmes naturels, incluant le soutien à la vie (ex : formation des sols), la régulation environnementale (ex : purification de l'eau et de l'air), les ressources matérielles (ex : nourriture et bois), et les valeurs culturelles (ex : loisirs et bien-être spirituel) – FAO.

Leur diversité (variétés hybrides, variétés de populations, matériel biologique hétérogène, etc.) est essentielle à la production agricole durable et à la qualité de l'alimentation.

En diversifiant les variétés et les espèces, les agriculteurs peuvent bénéficier d'un matériel végétal adapté aux conditions locales et aux défis tels que le changement climatique et la réduction des traitements de synthèse contre les parasites. La production nationale et locale de semences diversifiées est indispensable pour réduire la dépendance aux fournisseurs extérieurs et renforcer la capacité locale à répondre aux défis environnementaux et économiques.

La qualité des semences et des plants, garantie par leur capacité à germer, leur absence de parasites et de graines d'adventices[28], est également fondamentale pour la régularité de la production.

Les semences et plants sont traités dans ce chapitre car ils sont le premier maillon de la chaîne alimentaire. Leur gestion et leur accessibilité nécessitent d'être abordées de manière collective pour garantir un approvisionnement suffisant et diversifié, répondant aux besoins de l'alimentation humaine et animale, et préservant l'environnement et la biodiversité.

4.4.1 Comment assurer l'approvisionnement des territoires en semences et plants ?

Bonne pratique n° 033 — **Développer des filières locales de production de semences et plants** — **TRANSFORMATION**

Triticum - Ferme pédagogique à Rouen : centre de ressources et formation des agriculteurs. Promotion des pratiques durables de production de semences paysannes par les agriculteurs eux-mêmes, pour renforcer les moyens de production de semences à l'échelle du territoire / *SOCIÉTÉ CIVILE*	Organisation Bretonne de Sélection (OBS) : union de coopératives agricoles qui créent des variétés de légumes performantes répondant aux besoins des agriculteurs et des consommateurs. De la recherche à la commercialisation des semences, l'OBS maîtrise chacune des étapes afin de sécuriser l'approvisionnement en graines et plants / *PRODUCTEUR*	#SEMENCES et PLANTS
Ferme semencière de la métropole de Lyon : initiative publique pour la production locale de semences. Soutien à l'agriculture urbaine et périurbaine et contribution à la biodiversité / *INSTITUTION*	SCIC Végétal Local Nord-Est : production de plants d'arbres et arbustes. Garantie de l'origine et de la traçabilité des végétaux sauvages locaux. Promotion de la biodiversité et des espèces locales / *PRODUCTEUR*	

Bonne pratique n° 034 — **Renforcer les moyens de production et les techniques de conservation des semences** — **ADAPTATION**

Projet OPUS - Arterris : usine de triage et traitement (dont biocontrôle) de semences. Amélioration de la qualité des semences par des méthodes de biocontrôle pour renforcer les moyens de production des semences à l'échelle du territoire / *PRODUCTEUR*	Projet ThermoPAM - Iteipmai : innovations dans les méthodes de traitement des semences (thermothérapie, plasma froid, utilisation de microbiotes). Réduction de l'utilisation de produits phytosanitaires pour renforcer les moyens de production de semences à l'échelle du territoire / *FOURNISSEUR DE RESSOURCES*	#SEMENCES et PLANTS

[28] Adventices : plantes indésirables qui poussent spontanément dans les cultures agricoles.

Bonne pratique n° 035 — **Diversifier les types de fournisseurs de semences et plants**

ADAPTATION

Les trieurs de semences français : syndicat professionnel regroupant les trieurs de semences de ferme en France, professionnels permettant aux agriculteurs de préparer des semences de qualité à partir de leur récolte / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

Pépinières Naudet : pépinières spécialisées dans la production de plants forestiers et agricoles. Valorisation des espèces locales et résistantes. Contribution à la reforestation et à la biodiversité des territoires pour diversifier les types de fournisseurs de semences et plants / ***PRODUCTEUR***

Artisan Semencier JARDIN'ENVIE : production artisanale de semences locales. Valorisation des variétés anciennes et résistantes. Promotion de la biodiversité agricole et de l'autonomie des producteurs / ***PRODUCTEUR***

#SEMENCES et PLANTS

Bonne pratique n° 036 — **Encourager les échanges de semences et plants entre agriculteurs**

TRANSFORMATION

Gascogne Toulousaine : communauté de communes finançant l'achat groupé de semences de couverts. Facilitation de l'accès aux semences pour encourager les échanges de semences et plants entre agriculteurs / ***INSTITUTION***

Graines de Troc : plateforme d'échanges de semences. Promotion des réseaux de partage pour encourager les échanges de semences et plants libres de droits entre agriculteurs et jardiniers / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

FRAB AuRA (Fédération Régionale de l'Agriculture Biologique d'Auvergne-Rhône-Alpes) : guide pratique pour produire et échanger des semences de fermes en agriculture biologique. Encouragement des pratiques d'échange de semences et plants entre agriculteurs / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

#SEMENCES et PLANTS

4.4.2 Comment promouvoir la qualité et la diversité des semences et plants ?

Bonne pratique n° 037 — **Développer la collaboration entre la recherche et l'agriculture**

TRANSFORMATION

ALPAD - Association Landaise pour la Promotion de l'Agriculture Durable : expérimentations et innovations pour une agriculture durable. Formation et sensibilisation des agriculteurs et du public pour promouvoir la collaboration entre la recherche et l'agriculture et améliorer les pratiques agricoles / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

D'une graine aux autres - Réseau Semences Paysannes : promotion de la biodiversité cultivée en fournissant des semences paysannes et en accompagnant les agriculteurs dans la sélection et la gestion de ces variétés. En collaboration avec l'INRAE pour la sélection et les tests de variétés / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES & SOCIÉTÉ CIVILE***

TerraBiodiv : projet de recherche collaboratif sur la biodiversité agricole. Partenariat entre agriculteurs et chercheurs. Promotion de la collaboration pour améliorer les pratiques agricoles / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

#SEMENCES et PLANTS

Bonne pratique n° 038 — **Créer des banques de semences locales** — **TRANSFORMATION**

Conservatoire National des Plantes à parfum, médicinales et aromatiques (CNPMAI) : conservation des plantes à parfum, médicinales et aromatiques. Promotion de la biodiversité et préservation des espèces végétales. Contribution à la création de banques de semences locales / ***INSTITUTION***

Conservatoire Départemental d'Espèces Fruitières et Vignes Anciennes dans le Tarn : conservation des espèces fruitières et des vignes anciennes. Préservation du patrimoine génétique des fruits et vignes. Contribution à la création de banques de semences locales / ***INSTITUTION***

Conservatoire des Légumes Anciens du Béarn (Clab64) : préservation des variétés anciennes de légumes pour en conserver la diversité génétique. Contribution à la création de banques de semences locales / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

#SEMENCES et PLANTS

Bonne pratique n° 039 — **Promouvoir les variétés locales et anciennes** — **TRANSFORMATION**

Maisons régionales des semences paysannes : regroupées au sein du Réseau semences paysannes. Promotion des variétés locales et anciennes. Soutien à l'autonomie et à la diversité génétique des cultures pour promouvoir les variétés locales et anciennes / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

Opération blé noir : réintroduction du sarrasin (communément appelé « blé noir ») dans le Pays de Rance pour répondre à une forte demande locale et retrouver une culture traditionnelle. Promotion de la diversité des cultures pour promouvoir les variétés locales et anciennes / ***INSTITUTION***

Trésors vivants : programme de conservation et de valorisation des variétés anciennes. Mise en avant des pratiques traditionnelles. Sensibilisation du public à l'importance des variétés locales pour promouvoir les variétés locales et anciennes / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

#SEMENCES et PLANTS

Bonne pratique n° 040 — **Adapter le matériel génétique aux pratiques agroécologiques et au changement climatique** — **TRANSFORMATION**

Cultivons la biodiversité en Poitou-Charentes : projet de préservation et de valorisation de la biodiversité agricole. Adaptation des variétés aux pratiques agroécologiques et aux conditions locales / ***PRODUCTEUR***

Ferme de Sainte Marthe : ferme et semencière biologique. Développement de variétés résistantes aux stress climatiques. Promotion des pratiques agricoles durables et respectueuses de l'environnement / ***PRODUCTEUR***

Projet européen DIVINFOOD (INRAE, BioCivam 11, ACTIA, etc.) : recherche et sélection participative de variétés de céréales et de légumineuses adaptées aux pratiques agroécologiques. Recherche sur la résilience des cultures face au changement climatique / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES & PRODUCTEUR***

#SEMENCES et PLANTS

4.5 Réduire l'impact négatif des #MATIÈRES FERTILISANTES et produits #PHYTOSANITAIRES sur l'#ENVIRONNEMENT

Les crises successives (Covid, instabilité économique et politique, etc.) ont mis en exergue les fragilités des filières « intrants » : difficulté d'approvisionnement de matières provenant de pays tiers, production d'engrais de synthèse très dépendante des ressources fossiles (notamment pétrole), augmentation des coûts de l'énergie nécessaire à la fabrication des intrants, volatilité des prix, etc.

Par ailleurs, une mauvaise utilisation ou une utilisation massive d'intrants ont des impacts négatifs sur les écosystèmes et la santé humaine (ADEME, 2024 ; Inserm, 2021 ; Greniers d'Abondance, 2020). Changer de paradigme, en valorisant les solutions basées sur la nature, en déspécialisant les territoires et en priorisant l'usage des matières locales, est nécessaire pour s'affranchir de ces vulnérabilités (ADEME, 2024).

Le présent chapitre distingue les exemples relatifs aux matières fertilisantes[29] de ceux relatifs aux produits phytosanitaires[30]. Ces produits ont en effet des fonctions bien distinctes et dépendent de réglementations différentes.

4.5.1 Comment réduire la dépendance aux matières fertilisantes ?

Bonne pratique n° 041 — **Introduire les légumineuses dans le système cultural**

TRANSFORMATION

Réseau RotAB ITAB : réseau d'expérimentation longue de systèmes de grande culture innovants en Agriculture Biologique (AB) et très économes en phytosanitaires. Ces systèmes donnent une place accrue aux légumineuses, couverts végétaux, association et diversification de cultures, et intégration d'aménagements favorables à la biodiversité / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***	SCIC Graines-Équitables : regroupement d'agriculteurs pour produire, trier et commercialiser des céréales et une grande diversité de légumineuses bio en rotation et cultures associées. Leader d'un projet de démonstrateur territorial pour la transition agroécologique et alimentaire (projet FANTASCIC) / ***PRODUCTEUR***	**#MATIÈRES FERTILISANTES #PHYTOSANITAIRES**
Réseau des CIVAM normands : accompagnement de systèmes herbagers autonomes et durables dans lesquels les légumineuses apportent de l'azote aux autres plantes des prairies / ***PRODUCTEUR***	Terres Inovia : institut technique de développement de pratiques pour intégrer des légumineuses oléagineuses comme le soja et la féverole dans les rotations culturales. Amélioration de la fertilité des sols / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***	

[29] **Matières fertilisantes** : regroupent les engrais, les amendements et les biostimulants :

1. Engrais : ils apportent aux plantes les éléments nutritifs. Ils peuvent être de différentes origines : organiques (biodéchets, effluents d'élevage), inorganiques généralement créés chimiquement à partir de minerais naturels (phosphate, potassium) et de ressources fossiles, ou organo-minéraux, une combinaison des deux.
2. Amendements : ils améliorent les propriétés physiques, chimiques ou biologiques des sols.
3. Biostimulants : ils stimulent les processus de nutrition des végétaux pour améliorer l'efficacité d'utilisation des éléments nutritifs, la tolérance au stress causé par des éléments extérieurs (températures extrêmes, sécheresse, inondations...) et les caractéristiques qualitatives des cultures.

[30] **Produits phytosanitaires, ou phytopharmaceutiques** (insecticides, fongicides et herbicides principalement) :

Ils incluent des substances utilisées pour protéger les plantes contre les ravageurs, les maladies et les adventices. Ils se divisent en deux grandes catégories : naturels et de synthèse :

1. Les produits naturels : d'origine végétale, algale, animale, microbienne ou minérale.
2. Les produits de synthèse : fabriqués chimiquement.

Le **biocontrôle**, qui dépend également de la réglementation phytosanitaire, est un ensemble de méthodes de protection des cultures utilisant des mécanismes naturels pour lutter contre les ravageurs, les maladies et les adventices.

Bonne pratique n° 042 — Utiliser la complémentarité entre élevage et culture, et entre variétés

TRANSFORMATION

Projet Complémentarité cultures-élevage - Agro-Transfert : renforcement de l'élevage dans les Hauts-de-France grâce aux complémentarités entre productions animales et végétales. Le projet a évalué la durabilité de ces systèmes et développé une démarche d'accompagnement pour les agriculteurs, en partenariat avec des réseaux de recherche comme le RMT SPyCE et le Casdar RED SPyCE / ***PRODUCTEUR & FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

Coopérative Agricole Terrena : promotion de systèmes mixtes de polyculture-élevage et innovation en solutions alternatives pour augmenter l'autonomie protéique des fermes grâce aux synergies entre les cultures et l'élevage / ***PRODUCTEUR***

#MATIÈRES FERTILISANTES #PHYTOSANITAIRES

Bonne pratique n° 043 — Privilégier les matières fertilisantes d'origine organique

ADAPTATION

FERTI.CLICK : outil de référencement des fertilisants, comprenant les matières fertilisantes d'origine organique / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

#MATIÈRES FERTILISANTES #PHYTOSANITAIRES

Bonne pratique n° 044 — Privilégier les matières fertilisantes issues de l'économie circulaire

ADAPTATION

Veragrow : production d'engrais organiques à partir de vers de terre et de déchets organiques. Le processus de vermicompostage permet de créer un fertilisant riche en nutriments / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

Méthanisation : cahier des charges pour la mise sur le marché et l'utilisation de digestats de méthanisation d'intrants agricoles et/ou agro-alimentaires en tant que matières fertilisantes / ***INSTITUTION***

Germiflor : fertilisants fabriqués à partir de matières premières renouvelables, inscrits dans une démarche d'économie circulaire / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

Les Alchimistes : collecte de compostage des déchets organiques urbains pour produire du compost / ***ACTEUR DU TRAITEMENT DES DECHETS***

Réseau GRAB/FRAB : fiche technique sur l'échange paille/fumier entre agriculteurs bio. Elle centralise des informations sur la valeur des produits (fertilisante, référence C/N) et donne des repères pour des conventions d'échanges équilibrés / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

#MATIÈRES FERTILISANTES #PHYTOSANITAIRES

Bonne pratique n° 045 — Privilégier les matières fertilisantes fabriquées localement

ADAPTATION

AFAÏA et UNIFA : répertoire des producteurs locaux pour réduire l'empreinte carbone et soutenir l'économie locale / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

Les Limons de Toulotte : utilisation de compost de lin et de fumier ovin / ***PRODUCTEUR***

#MATIÈRES FERTILISANTES #PHYTOSANITAIRES

Bonne pratique n° 046 — Appliquer des pratiques raisonnées en matières fertilisantes

ADAPTATION

Agri Sud-Ouest Innovation : développement de mode agroécologique de production animale et végétale / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

COMIFER (Comité Français d'Études et de Développement de la Fertilisation Raisonnée) : rassemble des experts pour définir les bases scientifiques et les règles pratiques de la fertilisation raisonnée / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

#MATIÈRES FERTILISANTES #PHYTOSANITAIRES

Bonne pratique n° 047 — Associer des biostimulants à l'apport de matières fertilisantes pour contribuer à une meilleure nutrition et une meilleure résistance au changement climatique

ADAPTATION

Hello Nature : issu de sa R&D en partenariat avec différentes universités internationales, a combiné un biostimulant CE (hydrolysat de protéines végétales) avec des fertilisants pour réduire le besoin en nutriments pour un même rendement, par une meilleure valorisation et une réduction des pertes / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

Académie des Biostimulants : références techniques et services imaginés par les producteurs de biostimulants / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

#MATIÈRES FERTILISANTES #PHYTOSANITAIRES

4.5.2 Comment réduire la dépendance aux traitements phytosanitaires ?

Bonne pratique n° 048

Diversifier les cultures, allonger les rotations et développer les associations de cultures

TRANSFORMATION

AFAF : utilisation des macérats de plantes pour améliorer la résilience des cultures en agroforesterie. Les macérats de fougères et de prêles sont utilisés pour renforcer la résistance des arbres et des cultures associées / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

Osae : plateforme digitale de Solagro proposant témoignages et fiches techniques pour favoriser l'agroécologie / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

Projet Casdar APACh : programme mené pendant 3 ans et demi entre des agriculteurs de la Vienne (groupe Civam du Châtelleraudais constitué en GIEE – Groupement d'Intérêt Economique et Environnemental) et des chercheurs autour des associations de cultures. Il a reçu le grand prix de la démarche collective des Trophées de l'agroécologie 2019 décerné par le MASA / ***PRODUCTEUR & FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

#MATIÈRES FERTILISANTES #PHYTOSANITAIRES

Bonne pratique n° 049

Mobiliser des actions préventives pour détecter maladies et ravageurs

ADAPTATION

Projet AuxiMORE : gérer les bords de champs pour augmenter l'abondance des auxiliaires dans les parcelles et réduire les besoins en produits phytosanitaires / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

Sencrop : outils d'aide à la décision basés sur les données météo locales pour anticiper le développement des maladies et ravageurs / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

#MATIÈRES FERTILISANTES #PHYTOSANITAIRES

Bonne pratique n° 050

Adopter des variétés résistantes aux maladies et stimuler l'immunité des plantes

ADAPTATION

INRAE : sélection de variétés de plantes résistantes aux maladies en étudiant les mécanismes de défense immunitaire des plantes / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

ARVALIS : expérimentations pour renforcer l'immunité naturelle des plantes et sélectionner des variétés résistantes aux maladies / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

Réseau DEPHY : teste et déploie des techniques agricoles économes en produits phytosanitaires. Il met en avant les variétés de cultures qui présentent une résistance accrue aux maladies et qui peuvent réduire la dépendance aux produits phytosanitaires / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

#MATIÈRES FERTILISANTES #PHYTOSANITAIRES

Bonne pratique n° 051 — Recourir au désherbage mécanique

ADAPTATION

Agrosolutions : désherbage mécanique sur maïs et tournesol mené dans le cadre du réseau d'expérimentation des coopératives de l'union INVIVO, montrant des résultats encourageants. Ce type de pratique dépend toutefois des conditions pédoclimatiques de l'année / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

Agrobio35 : formation proposée par le réseau GAB-FRAB pour réussir le désherbage mécanique / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

Projet Casdar ITAB/Arvalis : projet visant à réduire l'usage des herbicides en grandes cultures par l'optimisation et le recours au désherbage mécanique. Il donne des recommandations sur les outils à utiliser, évalue les itinéraires et montre l'efficacité du désherbage mécanique pour les céréales d'hiver en agriculture biologique / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

#MATIÈRES FERTILISANTES #PHYTOSANITAIRES

Bonne pratique n° 052 — Développer le biocontrôle

ADAPTATION

Agriodor : solution de biocontrôle alternative aux insecticides basée sur les parfums émis naturellement par les plantes. Ces parfums limitent la colonisation des insectes et donc les dégâts sur les cultures / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

Biocontrôle : du curatif au préventif : fiche de l'INRAE / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

#MATIÈRES FERTILISANTES #PHYTOSANITAIRES

5 Accompagner la transformation des #SYSTÈMES AGRICOLES

ILLUSTRATION : NUTRIKÉO

Ce chapitre sur les systèmes agricoles englobe l'ensemble des activités liées à la production agricole et à la gestion des exploitations. Il cible des sources de fragilité des systèmes agricoles comme le manque d'attractivité, la faible féminisation des métiers agricoles, le déficit de renouvellement des générations ou encore l'accès inéquitable au foncier. La transmission des exploitations agricoles est essentielle pour assurer la continuité des savoir-faire, tandis que l'attractivité des professions agricoles et des territoires ruraux est un défi majeur pour intégrer les nouveaux profils qui se présentent sur les territoires (nouveaux actifs agricoles NIMA (Non Issu du Monde Agricole), femmes, familles…). De plus, l'accès au foncier reste un enjeu primordial nécessitant des politiques appropriées pour une répartition équitable des terres.

Il n'existe pas UN, mais DES systèmes agricoles, certains d'entre eux contribuant significativement à la résilience alimentaire des territoires en garantissant une production stable et durable. La viabilité économique des exploitations agricoles est un défi majeur et doit inclure une rémunération juste dans des modèles économiques durables. Par exemple, la diversification des sources de revenus est une stratégie clé pour renforcer la stabilité économique des exploitations agricoles.

Les agriculteurs jouent par ailleurs un rôle important dans l'adaptation aux changements climatiques et dans la préservation des ressources naturelles, ce qui renforce la résilience globale du système alimentaire.

Compte tenu du souhait de publication rapide du guide et de la logique collaborative qui ne permet pas d'être exhaustif ni spécialiste sur tous les sujets, certains sujets sont sous-représentés ou peu abordés. Ce document est voué à évoluer et à tirer profit des retours pour continuer sa construction. Aussi certains sujets sembleront peut-être sous-représentés ou non présentés, tel que la robotisation, comme évoqué en introduction. Enfin, la formation agronomique, indispensable pour un système alimentaire résilient, est traitée en détail dans le chapitre 9 dédié au sujet des formations.

Ce chapitre se concentre donc sur l'échelle de l'exploitation agricole, point central entre les ressources et la consommation et souligne l'importance d'outils de pilotage innovants pour soutenir la transition.

#SYSTÈMES AGRICOLES #VIVABILITÉ #TRANSMISSION #RENOUVELLEMENT DES GÉNÉRATIONS #FONCIER #RÉMUNÉRATION #DIVERSIFICATION

5.1 Améliorer les conditions de travail des métiers agricoles #VIVABILITÉ

Les conditions de travail actuelles dans le secteur agricole sont souvent marquées par des journées longues et physiquement exigeantes, une exposition constante aux intempéries et aux risques liés à l'utilisation de machines et de produits dangereux ou toxiques. Le travail agricole est aussi parfois solitaire, avec un manque de soutien social et psychologique. Ces conditions difficiles rendent le métier peu attractif et peuvent dissuader les nouvelles générations de s'y engager, sans compter qu'avec moins de 2 % d'agriculteurs dans la population active, les jeunes générations sont rarement au contact de ces professions.

Améliorer les conditions de travail dans le secteur agricole est essentiel pour améliorer l'attractivité des exploitations agricoles et assurer le renouvellement des générations. Le soutien à la santé mentale, l'aménagement d'équipements ergonomiques ou l'optimisation de l'organisation du travail permettent de rendre les exploitations plus vivables. Elles sont ainsi plus en capacité d'attirer une main-d'œuvre diversifiée, qualifiée et inclusive, permettant d'améliorer leur résilience afin de répondre aux défis contemporains.

5.1.1 Comment réduire la pénibilité des métiers agricoles afin de les rendre plus attractifs ?

Bonne pratique n° 053 — Soutenir la santé mentale des agriculteurs

ADAPTATION

MSA (Mutualité Sociale Agricole) : programme de lutte contre le mal-être agricole. Formation de "sentinelles", Agri'écoute / ***FINANCEUR***

Terre de Femmes : groupes de parole et de soutien pour les femmes agricultrices en Mayenne / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

Solidarité Paysans : réseau d'associations qui accompagne les agriculteurs en difficulté et prévient l'isolement / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

AgriCollectif *:* site destiné aux agriculteurs en situation difficile proposant un autodiagnostic de leur exploitation agricole pour déterminer les difficultés économiques rencontrées, suivi d'un accompagnement rapide et adapté / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

#VIVABILITÉ

Bonne pratique n° 054 — Proposer un diagnostic d'exploitation pour établir un plan d'action

TRANSFORMATION

MSA : conseil en prévention avec diagnostic et recommandations pour améliorer les conditions de travail / ***FINANCEUR***

Chambre d'Agriculture - Charente : diagnostics agricoles pour évaluer la performance et la durabilité des exploitations agricoles / ***INSTITUTION***

Région Occitanie : dispositifs d'aide à l'investissement pour améliorer entre autres les conditions de travail / ***INSTITUTION***

#VIVABILITÉ

Bonne pratique n° 055 — Aménager des équipements ergonomiques

ADAPTATION

Projet Casdar TRAC, exemple d'une ferme bovine en Bourgogne *:* 10 fermes (dont 3 fermes de lycées agricoles) en circuits courts ont bénéficié d'un accompagnement de la part d'ergonomes et de conseillers agricoles pour réduire la pénibilité physique / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

#VIVABILITÉ

Bonne pratique n° 056 — Promouvoir la coopération entre agriculteurs

ADAPTATION

Coop'azur : mutualisation des ressources et compétences. Les coopératives agricoles facilitent l'accès aux marchés, aux technologies et aux services agricoles, tout en renforçant la solidarité entre les membres / ***PRODUCTEUR***

Triple Performance : plateforme en ligne qui permet aux agriculteurs de partager des pratiques et des innovations agricoles (fiches techniques, retours d'expérience, outils de gestion) / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

Interbio Nouvelle-Aquitaine : structure fédérant les acteurs de la filière biologique pour développer des projets collectifs, renforcer les synergies et promouvoir les pratiques biologiques et durables dans la région Nouvelle-Aquitaine / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

#VIVABILITÉ

Bonne pratique n° 057 — **Prévenir en cas de choc**

ADAPTATION

Guide de gestion des risques en agriculture : couvre les risques climatiques, sanitaires, économiques et environnementaux, et propose des outils de diagnostic et des solutions pour prévenir et gérer les crises / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

Chambre d'Agriculture de l'Aisne : en zone rurale, il est recommandé de tenir à jour une liste de contacts pour les situations de crise (services d'urgence, organisations locales de soutien, conseillers agricoles) / ***INSTITUTION***

FMSE (Fonds de mutualisation sanitaire et environnementale) : soutien des agriculteurs en cas de crise sanitaire ou environnementale / ***INSTITUTION***

#VIVABILITÉ

5.1.2 Comment dépasser le manque de #MAIN D'ŒUVRE agricole ?

Bonne pratique n° 058 — **Aider au recrutement et à la création d'entraide**

ADAPTATION

GEIQ Agriculture : groupements d'employeurs qui recrutent et forment des travailleurs en insertion pour les mettre à disposition des exploitations agricoles / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

ANEFA : formation et emploi agricole. Facilite le recrutement en agriculture par la mise en relation employeurs - demandeurs d'emploi / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

Entraide agricole – MSA : comprend échange de services et de matériel, pour plus de solidarité et de coopération entre exploitants / ***FINANCEUR***

#VIVABILITÉ

Bonne pratique n° 059 — **Faciliter l'accueil et l'inclusion dans les fermes**

ADAPTATION

GAB et GRAB - Groupements (Régionaux) d'Agriculteurs Biologiques : accompagnement dans l'accueil des travailleurs et la promotion des pratiques d'inclusion / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

Vergers du Monde : accueil de migrants afin de partager des savoir-faire traditionnels et peu connus en France. Favorise l'intégration des migrants et l'enrichissement des pratiques agricoles locales / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

Château de Nages : création de mini-logements pour les salariés afin de fidéliser la trentaine de saisonniers annuels / ***PRODUCTEUR***

#VIVABILITÉ

Bonne pratique n° 060 — **Encourager l'égalité des genres**

ADAPTATION

Vox Demeter : initiative visant à promouvoir l'égalité des genres dans le secteur agricole (témoignages, ressources et actions) / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

DOCUMENTATION : rapport MSA « Les femmes dans le monde agricole », livre blanc de Back to Earth / ***FINANCEUR & SOCIÉTÉ CIVILE***

#VIVABILITÉ

5.2 Faciliter la #TRANSMISSION des exploitations agricoles et le #RENOUVELLEMENT des générations

La transmission des fermes et le renouvellement des générations désignent le processus par lequel les exploitations agricoles passent d'une génération à la suivante. En France, selon le Ministère de l'Agriculture, environ 50 % des agriculteurs atteindront l'âge de la retraite d'ici 2026, posant un défi majeur pour le renouvellement des générations. Actuellement, seulement 30 % des exploitations sont transmises à un membre de la famille (recensement agricole 2020), et 30 % des nouveaux exploitants ne sont pas issus du monde agricole (Agreste).

Assurer une transmission stable et efficace nécessite un accompagnement adéquat, des modèles d'installation innovants et des investissements ciblés. Les jeunes agriculteurs ont besoin de formations spécifiques pour acquérir les compétences nécessaires, ainsi que d'aides financières pour surmonter les barrières à l'entrée. L'accès au mentorat et à des réseaux de soutien, ainsi que la modernisation des installations, sont également essentiels pour garantir une transmission pérenne. Il est par ailleurs nécessaire d'accompagner le développement du salariat agricole pour répondre aux besoins croissants en main-d'œuvre qualifiée et flexible.

Dissocier le financement de l'investissement, le financement du revenu et le financement du risque permet de mieux soutenir les nouveaux agriculteurs :

- Le financement de l'investissement couvre les coûts liés à l'achat de terres et de matériel.
- Le financement du revenu assure un soutien financier direct pour stabiliser les revenus des agriculteurs, surtout dans les premières années.
- Le financement du risque inclut les assurances contre les aléas climatiques et les fluctuations des prix des produits agricoles.

Les modèles de financement innovants, tels que les Paiements pour Services Environnementaux (PSE), rémunèrent les agriculteurs pour les services écosystémiques qu'ils fournissent, comme la séquestration du carbone et la conservation de la biodiversité. Ces approches encouragent l'adoption de pratiques durables et renforcent la soutenabilité économique des exploitations agricoles.

En garantissant la continuité des connaissances et des pratiques, les exploitations agricoles peuvent s'adapter aux évolutions du marché et aux défis environnementaux tout en restant compétitives. Une transmission bien planifiée permet de préserver la durabilité des exploitations agricoles et d'assurer leur contribution continue à la sécurité alimentaire et à la préservation des espaces ruraux en France.

5.2.1 Comment accompagner les cédants et les candidats à l'installation ?

Bonne pratique n° 061 — **Repérer les candidats à l'installation**

TRANSFORMATION

Programme « Territoires agricoles engagés » : pour identifier les fermes en transmission sur le territoire et inciter des porteurs de projet à s'y installer / ***INSTITUTION, PRODUCTEUR & FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

Observatoire foncier agricole – Métropole Rouen Normandie : pour les porteurs de projets agricoles en recherche de foncier, les propriétaires fonciers (publics et privés) et les agriculteurs souhaitant transmettre leur exploitation / ***INSTITUTION***

« Terre ma Vie » - MSA : forum en Ile-de-France pour promouvoir les métiers agricoles et faciliter le recrutement / ***FINANCEUR & FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

#TRANSMISSION

Bonne pratique n° 062 — **Identifier et accompagner les cédants**

TRANSFORMATION

Répertoire Départ Installation (RDI) : pour la mise en relation entre cédants et candidats à l'installation / ***INSTITUTION***

GAB Île-de-France : accompagnement pour la transmission des fermes / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

Médiation : par notaires, SAFER, La Coopération Agricole, Terres de Lien, Eloi pour un accompagnement personnalisé pour les cédants et les repreneurs / ***INSTITUTION, SOCIÉTÉ CIVILE & FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

#TRANSMISSION

Bonne pratique n° 063 — **Faciliter l'accès au mentorat et proposer des stages d'intégration**

TRANSFORMATION

RENETA (Réseau National des Espaces-Test Agricoles) : annonces et espaces-test pour les porteurs de projet / ***INSTITUTION***

TREBATU : mise à disposition d'espaces-tests et mentorat agricole pour réussir son installation / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

#TRANSMISSION

5.2.2 Comment garantir la pérennité des installations agricoles ?

Bonne pratique n° 064 — **Adapter les modèles d'installation aux profils des repreneurs**

TRANSFORMATION

GAEC du Bas Villiers (Mayenne) : présentation de l'exploitation agricole et du projet d'accompagnement sur YouTube pour trouver des associés / ***PRODUCTEUR***

Fermes Partagées : réseau de mutualisation des ressources et espaces agricoles. Favorise la collaboration et l'optimisation des terres / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

ELOI : réalisation de diagnostic des fermes en transmission avec proposition d'adaptation aux attentes des repreneurs. 3 axes ciblés : itinéraires techniques, productions, prix de vente / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

#TRANSMISSION

Bonne pratique n° 065 — **Accompagner avant et après l'installation**

ADAPTATION

CIVAM - Diagnostic d'utilité sociale : pour comprendre les besoins et les attentes et adapter l'accompagnement / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

FADEAR – de l'idée au projet : soutien individuel, chiffrage et suivi après l'installation pour sécuriser les parcours d'installation / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

Points Accueil Installation (PAI) : accompagnement complet pour les candidats à l'installation : conseils, formations et suivi personnalisé avant et après l'installation / ***INSTITUTION***

#TRANSMISSION

Bonne pratique n° 066 — **Proposer des installations collectives**

ADAPTATION

Projet AGRI'COLL Occitanie : soutien des installations agricoles collectives avec ressources et outils / ***INSTITUTION***	Coopérative Agribio Union *:* mutualisation des ressources et de gestion collective des stocks pour agriculteurs bio en grandes cultures / ***PRODUCTEUR***

#TRANSMISSION

5.2.3 Comment réduire le risque associé à l'investissement agricole ?

Bonne pratique n° 067 — **Offrir des aides financières pour l'installation**

ADAPTATION

MIN Toulouse Occitanie : gratuité des loyers hors charges la première année de leur installation sur le « Carreau des producteurs » pour les jeunes agriculteurs, les producteurs bio et les candidats à la Dotation Jeune Agriculteur (DJA) / ***DISTRIBUTEUR***	Réseau Entreprendre – Ile-de-France : subvention de 30 000 € pour accompagner la transmission des exploitations agricoles / ***INSTITUTION***
Pass petits investissements *:* par la Région Occitanie et l'agence de l'eau Adour-Garonne / ***INSTITUTION***	

#TRANSMISSION

Bonne pratique n° 068 — **Utiliser différents modèles de financement**

ADAPTATION

Interfel : plateforme d'aide et de financement pour la filière fruits et légumes (subventions, aides publiques, financement) / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***	*Crowdfunding :* Miimosa, Lita, Tudigo, Blue Bees, Wiseed : plateformes de financement participatif pour projets agricoles et écologiques / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***
CIGALES (Clubs d'Investisseurs pour une Gestion Alternative et Locale de l'Épargne Solidaire) : pour un investissement citoyen dans des projets agricoles par une épargne solidaire / ***SOCIÉTÉ CIVILE***	

#TRANSMISSION

5.3 Faciliter l'accès au #FONCIER pour les exploitations agricoles

Le foncier agricole désigne l'ensemble des terres utilisées pour l'agriculture. La Surface Agricole Utile (SAU) est la mesure de la superficie totale des terres dédiées à la production agricole. En France, la SAU compte environ 28 millions d'hectares, soit près de la moitié du territoire national. Cependant, d'après le Ministère de l'Agriculture, environ 3 millions d'hectares sont actuellement en friche, c'est-à-dire laissés à l'abandon, ce qui représente une perte significative de terres agricoles productives.

La recherche de schémas innovants qui facilitent l'accès, l'acquisition et l'exploitation des terres agricoles comprend des initiatives telles que la lutte contre la spéculation foncière, la promotion de la location avec option d'achat et le soutien à des modèles de propriété collective ou communautaire. Ces approches permettent de préserver la fonction nourricière des terres et de lutter contre leur artificialisation. La taille de l'exploitation agricole importe moins que sa capacité à adopter des pratiques agricoles durables, à préserver les ressources naturelles et à contribuer à la sécurité alimentaire. En ce sens, des politiques foncières innovantes et inclusives sont essentielles pour soutenir une agriculture résiliente et durable.

5.3.1 Comment faire face au coût élevé des terres agricoles ?

Bonne pratique n° 069 — Développer des schémas d'investissement innovants

ADAPTATION

Banque des Territoires - Finance verte : accompagnement et financement direct pour les projets d'alimentation durable et de transition agricole (fonds propres et quasi-fonds propres) / ***FINANCEUR***	Département des Yvelines : portages fonciers temporaires par un établissement public foncier et une SEM (Société d'Économie Mixte) patrimoniale. Vise l'installation de nouveaux agriculteurs (Chai de Davron) / ***INSTITUTION***	#FONCIER
FranceAgriMer : dispositifs pour reconquérir les terres agricoles en friche et les réhabiliter pour l'agriculture / ***INSTITUTION***	**Portage foncier :** Terre de Liens, FEVE, Printemps des Terres, Terrafine : achat de terres agricoles et mise à disposition des porteurs de projet / ***SOCIÉTÉ CIVILE***	

Bonne pratique n° 070 — Encourager la location avec option d'achat

ADAPTATION

Observatoire du Foncier de l'Entre-Deux-Mers : conseil et cartographie des terrains disponibles à la location avec option d'achat / ***INSTITUTION***	Objectif Terres : acquisition de terres par location avec option d'achat (solutions de financement et d'accompagnement) / ***SOCIÉTÉ CIVILE***	#FONCIER
La ferme des Loges : exploitation agricole financée par des fonds publics sur des terres communales. Les terres sont proposées en bail à des agriculteurs avec une option d'achat / ***INSTITUTION***		

5.3.2 Comment conserver la vocation nourricière des terres ?

Bonne pratique n° 071 — Préserver les usages agricoles des terres

TRANSFORMATION

PAEN (Périmètre de Protection et de Mise en Valeur des Espaces Agricoles et Naturels) : protection et mise en valeur des espaces agricoles et naturels soumis à la pression foncière en secteur périurbain / ***INSTITUTION***	SDREA (Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles) **:** cadre les priorités régionales agricoles selon les spécificités locales : préservation, valorisation des terres, modernisation des exploitations / ***INSTITUTION***	#FONCIER
ZAP (Zone Agricole Protégée) : protection renforcée de l'agriculture avec statut de servitude d'utilité publique / ***INSTITUTION***		

Bonne pratique n° 072 — **Faciliter le portage foncier en attendant de trouver des candidats**

ADAPTATION

Foncière Agricole d'Occitanie : acquisition de terres agricoles pour location temporaire jusqu'à ce qu'un candidat soit trouvé / ***INSTITUTION***

ELAN *:* fonds de portage foncier porté par la fédération nationale des SAFER pour l'installation d'agriculteurs sans capital initial, avec option d'achat / ***INSTITUTION***

MAIF Transition : acquisition de terres agricoles en soutien de projets agricoles qui combinent agriculture biologique et énergie renouvelable, en partenariat avec Akuo Energy et Agriterra. Mise à disposition des agriculteurs par des baux ruraux environnementaux / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

#FONCIER

5.4 Instaurer une #RÉMUNÉRATION juste et équitable pour les métiers agricoles

La rémunération agricole désigne les revenus générés par les exploitations agricoles, incluant la vente des produits agricoles, les subventions et les aides gouvernementales, notamment celles de la Politique Agricole Commune (PAC). Les charges d'exploitation, telles que les coûts de matériel, de semences, d'engrais et de main-d'œuvre, représentent une part significative des dépenses agricoles. En 2022, le coût moyen des intrants a augmenté de 17 % selon l'INSEE, accentuant la pression financière sur les exploitations agricoles.

Le début de l'année 2024 a été marqué par une colère croissante des agriculteurs en France, exacerbée par l'augmentation des coûts de production et l'insuffisance des revenus agricoles. Cette situation a souligné la nécessité d'une réforme profonde pour garantir une rémunération plus équitable et durable.

En assurant des revenus dignes, les agriculteurs peuvent couvrir les coûts de production, réduire leur dépendance aux fluctuations des prix de marché et investir dans des pratiques durables. La diversification des sources de revenus, la réduction des intermédiaires et l'utilisation de coopératives pour mieux fixer les prix peuvent être des stratégies pour stabiliser les revenus. Une rémunération équitable encourage les agriculteurs à maintenir et améliorer leurs pratiques, ce qui est crucial pour la durabilité à long terme des exploitations agricoles. Investir dans des pratiques durables et innovantes devient plus accessible, renforçant ainsi la résilience et la compétitivité des exploitations agricoles.

5.4.1 Comment garantir des revenus stables et durables ?

Bonne pratique n° 073 — **Calculer son prix de revient pour les agriculteurs**

TRANSFORMATION

Max Havelaar France : cahier des charges proposant aux exploitations agricoles de calculer leur prix de revient pour assurer une rémunération juste (prix minimum garanti et primes projets collectifs) / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

C'est qui le patron : la marque améliore la transparence des prix en intégrant les coûts de production dans le calcul du prix de vente pour garantir une juste rémunération et renforcer la confiance des consommateurs / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

FNAB (Fédération Nationale d'Agriculture Biologique) : aides financières pour aider à réaliser le calcul du coût de revient des exploitations agricoles (jusqu'à 500 €) et fixer des prix de vente rentables / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

#RÉMUNÉRATION

Bonne pratique n° 074 — **Créer des groupes marges pour permettre l'entraide entre agriculteurs afin de comparer leurs coûts de production et prix de revient** — **TRANSFORMATION**

Initiative « Agri-Costs » - Idele : groupes de travail pour comparer les coûts de production dans le secteur de l'élevage, améliorer la rentabilité / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

Projet SOLNOVO - Agri Sud-Ouest Innovation : mise en réseau d'agriculteurs pour comparer les coûts de production et identifier des leviers de performance économique / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

#RÉMUNÉRATION

5.4.2 Comment assurer un approvisionnement respectueux de l'environnement et rémunérateur ?

Bonne pratique n° 075 — **Sécuriser les prix à long terme** — **TRANSFORMATION**

Syndicat des Côtes du Rhône : prix plancher pour sécuriser les revenus des viticulteurs / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

EFTA Fair Trade : promotion de prix équitables, prix plancher volontaires, pour les petits producteurs / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

Programme Bio Équitable en France : contractualisation à 3 ans minimum sur un prix et des volumes (définition légale du commerce équitable[31]) / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

#RÉMUNÉRATION

Bonne pratique n° 076 — **Rejoindre des coopératives ou des groupements de producteurs pour mieux fixer les prix** — **ADAPTATION**

Coopérative Bio Ile-de-France : regroupement de producteurs biologiques pour améliorer la fixation des prix et la commercialisation des produits bio en Île-de-France / ***PRODUCTEUR***

Berry Graines : création d'une marque commune pour valoriser les céréales produites localement et garantir des prix stables et rémunérateurs / ***PRODUCTEUR***

Cant'Avey'Lot : coopérative laitière de 30 fermes du Cantal, Aveyron et Lot pour garantir un lait régional et tracé, certifié Bleu-Blanc-Cœur et HVE / ***PRODUCTEUR***

#RÉMUNÉRATION

[31] Extrait de la LOI n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire (1) : « le commerce équitable a pour objet d'assurer le progrès économique et social des travailleurs en situation de désavantage économique du fait de leur précarité, de leur rémunération et de leur qualification, organisés au sein de structures à la gouvernance démocratique, au moyen de relations commerciales avec un acheteur » avec plusieurs conditions dont la contractualisation sur 3 ans minimum, le « paiement par l'acheteur d'un prix rémunérateur pour les travailleurs, établi sur la base d'une identification des coûts de production et d'une négociation équilibrée entre les parties au contrat », et « l'octroi par l'acheteur d'un montant supplémentaire obligatoire destiné aux projets collectifs, en complément du prix d'achat ou intégré dans le prix, visant à renforcer les capacités et l'autonomisation des travailleurs et de leur organisation ».

5.5 Favoriser la #DIVERSIFICATION économique

La diversification dans les exploitations agricoles désigne l'intégration de différentes cultures végétales, productions animales et sources de revenus, telles que la production d'énergie, la valorisation des coproduits et les activités touristiques et de loisirs. Cette stratégie est adoptée pour répondre à des enjeux économiques et écologiques.

Économiquement, la diversification permet de réduire les risques financiers en évitant de dépendre d'une seule production. En cas de chute des prix ou de mauvaise récolte d'un produit, d'autres sources de revenus peuvent contribuer à amortir le choc.

Écologiquement, la diversification des cultures végétales et des productions animales favorise une meilleure utilisation des ressources naturelles et contribue à la biodiversité, réduisant ainsi l'impact environnemental et améliorant la résilience des systèmes agricoles face aux aléas climatiques et aux ravageurs.

Une plus grande diversification des productions agricoles renforce la résilience alimentaire du territoire en augmentant son autonomie. En produisant une large variété d'aliments localement et en diversifiant leurs sources d'approvisionnement, les territoires deviennent moins dépendants des importations et des fluctuations des marchés mondiaux. Cette autonomie accrue favorise la sécurité alimentaire en assurant une offre alimentaire stable. De plus, la diversification crée des emplois en milieu rural, en augmentant les opportunités économiques par la multiplication des activités au sein des exploitations agricoles. Elle permet également aux agriculteurs de mieux s'adapter aux conditions locales et aux besoins des populations. La polyculture et les activités multiples diluent les risques, soutenant ainsi la durabilité et la vitalité des communautés agricoles.

5.5.1 Comment diversifier les productions agricoles du territoire ?

Bonne pratique n° 077 — **Connaître les besoins et les possibilités d'installation de nouvelles productions**

TRANSFORMATION

OQALI : collecte et analyse des données sur l'offre alimentaire pour suivre l'évolution des produits disponibles sur le marché français / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

Interbio Occitanie : observatoire régional de la production biologique pour analyser les flux et les capacités de production en Occitanie / ***PRODUCTEUR***

#DIVERSIFICATION

Bonne pratique n° 078 — **Diversifier les productions végétales et animales**

TRANSFORMATION

Ferme de Sainte-Luce : ferme diversifiant ses productions avec des cultures maraîchères, des arbres fruitiers et un élevage de volailles / ***PRODUCTEUR***

Les Nouvelles Fermes : utilisation de l'aquaponie pour récupérer les effluents de l'élevage de poissons et fertiliser la culture de fruits et légumes hors sol en circuit fermé / ***PRODUCTEUR***

Huilerie Plaine de Versailles : collectif de 30 agriculteurs dans la plaine de Versailles engagés dans des rotations de cultures alternant légumineuses avec chanvre, cameline, colza et lin destinés à produire des huiles locales / ***PRODUCTEUR***

#DIVERSIFICATION

Bonne pratique n° 079 — **Accompagner financièrement la diversification**

ADAPTATION

Soja Made in Normandie (SMN) : développement de la filière soja via des itinéraires techniques novateurs construits sur des pratiques agroécologiques et créatrices de valeurs / ***INSTITUTION***

Chambre d'Agriculture de la Marne : programme de Développement Rural pour des aides à la diversification des productions spécialisées végétales / ***INSTITUTION***

LEGGO (Légumineuses à Graines du Grand Ouest) : accompagnement de l'émergence de filières pérennes de légumineuses pour répondre aux attentes du marché et sécuriser le revenu des agriculteurs / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

#DIVERSIFICATION

Bonne pratique n° 080 — **Accompagner techniquement les exploitations agricoles en diversification**

ADAPTATION

DiverIMPACTS : programme européen piloté par ACTA (Les Instituts Techniques Agricoles) sur les rotations de cultures pour améliorer la fertilité des sols et réduire l'utilisation de produits phytosanitaires / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

Fiches techniques – Chambre d'Agriculture de Gironde : destinées aux agriculteurs et viticulteurs qui veulent développer sur leur exploitation une activité complémentaire à leur activité principale / ***INSTITUTION***

Projet TERROIR (Transformation Et Restructuration pour la Résilience des Opérateurs d'un Territoire) : orientation des viticulteurs dans les choix techniques par l'introduction de cultures diversifiées / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

#DIVERSIFICATION

5.5.2 Comment diversifier les sources de revenus des exploitations agricoles ?

Bonne pratique n° 081 — **Coupler la production alimentaire avec la production d'énergie**

TRANSFORMATION

Méthanisation agricole - Exploitation de Philippe Collin en Haute-Marne : pour produire du bioGNV (Gaz Naturel Véhicule) utilisé directement sur l'exploitation agricole / ***PRODUCTEUR***

CalyWattSol : développement de projets agrivoltaïques coconstruits avec les agriculteurs afin de diversifier les revenus et de protéger les cultures des aléas climatiques / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

#DIVERSIFICATION

Bonne pratique n° 082 — **Valoriser les coproduits**

TRANSFORMATION

Kroptek avec La Boite à Champignons : valorisation du marc de café des entreprises yvelinoises en substrat à champignons / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

Maltivor : revalorisation des coproduits de céréales issus de brasseries locales pour produire farines et autres produits alimentaires / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

Reus'eat : fabrication de kits de couverts réutilisables à partir de drêche de bière / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

#DIVERSIFICATION

Bonne pratique n° 083

Développer des activités touristiques et de loisirs à la ferme

TRANSFORMATION

Bienvenue à la Ferme – Agritourisme : réseau de fermes offrant des activités touristiques comme des visites, des séjours à la ferme et des ateliers pédagogiques pour les visiteurs / ***PRODUCTEUR***

Un Lit au Pré : plateforme proposant des séjours à la ferme avec hébergements et expériences immersives dans le monde agricole / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

Communication agricole : Agence Communicante, Agence Appaloosa : stratégies de communication et marketing adaptées aux activités touristiques et agricoles / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

#DIVERSIFICATION

5.6 Atténuer le #CHANGEMENT CLIMATIQUE grâce aux pratiques agricoles

Le changement climatique désigne, selon le GIEC, « un changement dans l'état du climat qui peut être identifié (par exemple, en utilisant des tests statistiques) par des changements dans la moyenne et/ou la variabilité de ses propriétés et qui persiste pendant une période prolongée, généralement des décennies ou plus ».

Ces modifications se caractérisent notamment par des augmentations de température, des variations des précipitations et des phénomènes météorologiques extrêmes. Les activités humaines, telles que la combustion d'énergies fossiles ou la déforestation, entraînent une augmentation des concentrations de gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère. Ces changements perturbent les écosystèmes naturels et ont des impacts significatifs sur la biodiversité, les ressources en eau, l'agriculture et la santé humaine.

Le changement climatique perturbe la résilience alimentaire des territoires car il entraîne une modification des cycles agricoles, une augmentation de la fréquence et de l'intensité des événements météorologiques extrêmes, et un risque plus important de propagation des maladies et des parasites. Ces facteurs réduisent les rendements agricoles, augmentent les pertes de récoltes et compromettent la sécurité alimentaire.

Les agriculteurs ont une responsabilité clé dans l'adaptation à ces changements, en adoptant des pratiques agricoles durables qui, non seulement minimisent les impacts environnementaux, mais réduisent également le changement climatique. Le rapport du GIEC cite notamment l'agroforesterie, la conservation de l'humidité du sol, la diversification des exploitations agricoles et des paysages ou encore une gestion durable des forêts. De leur côté, les politiques doivent soutenir ces efforts en offrant des incitations, des subventions et des programmes de formation pour promouvoir des pratiques durables. Cette collaboration entre agriculteurs et décideurs politiques est essentielle pour renforcer la résilience des systèmes alimentaires face aux défis climatiques.

Des recherches en cours visent à standardiser un outil de mesure en vue d'une large adoption : la comptabilité écologique. Il s'agit d'un système de mesure et de suivi qui quantifie les impacts socio-environnementaux et les services écosystémiques liés aux activités humaines. La comptabilité écologique intègre des indicateurs comme les émissions de GES, la séquestration du carbone, la consommation d'eau, la biodiversité et la santé des personnes, en plus des aspects financiers traditionnels. En valorisant des services écosystémiques tels que la purification de l'air, la pollinisation et la régulation climatique, la comptabilité écologique aide à intégrer ces bénéfices dans les décisions économiques et politiques, favorisant ainsi des pratiques plus durables.

Enfin, sur le sujet des crédits carbone locaux, il n'y a actuellement pas assez de recul sur cette pratique et ce point ne sera donc pas abordé dans le guide. Selon les résultats obtenus, la piste sera à explorer.

5.6.1 Comment réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) ?

Bonne pratique n° 084 — Réduire l'utilisation de carburant fossile

ADAPTATION

Sabi-Agri : tracteurs électriques légers et écologiques / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***	Agrizone : pièces et équipements agricoles optimisés pour réduire la consommation de carburant / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***	#CHANGEMENT CLIMATIQUE
Semis direct en AB : témoignage de François Coutant visant à développer des cultures sans glyphosate / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCE***	Cultiver sans labour en AB : fiche de conseils agronomiques élaborée dans le cadre du RMT DevAB pour cultiver sans labour en agriculture biologique / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***	

Bonne pratique n° 085 — Multiplier les expérimentations en conditions réelles

ADAPTATION

Openfield – Bioline by Invivo : plateforme de test en plein champ pour évaluer des pratiques agricoles innovantes et durables / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***	APREL : plateforme expérimentale pour les cultures légumières évaluant les pratiques culturales et les innovations techniques / ***SOCIÉTÉ CIVILE***	#CHANGEMENT CLIMATIQUE
Réseau Fermes LEADER : site de recherche appliquée pour les systèmes de production agricole innovants, incluant les cultures et l'élevage / ***PRODUCTEUR***		

Bonne pratique n° 086 — Accompagner techniquement et financièrement

ADAPTATION

CAP'2ER® : outil permettant aux éleveurs de mesurer l'empreinte environnementale de leur exploitation et de mettre en place des actions pour améliorer leur durabilité / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***	Ferme Laitière Bas Carbone : initiative du CNIEL visant à réduire les émissions de GES des élevages laitiers français de 20 % d'ici 2025 : outils de diagnostic et accompagnement personnalisé / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***	#CHANGEMENT CLIMATIQUE
BRE (Bail Rural à Clauses Environnementales) : contrats de location agricole incluant des clauses environnementales pour garantir des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement / ***INSTITUTION***		

5.6.2 Comment stocker du carbone ?

Bonne pratique n° 087 — Adopter l'agroécologie

TRANSFORMATION

Projet « Ici on Sème » : collaboration entre PUR Projet et Bleu-Blanc-Cœur pour promouvoir des pratiques agroécologiques et financer des initiatives locales / ***PRODUCTEUR***	Fermes d'Avenir : programme d'agroforesterie avec soutien technique et financier / ***PRODUCTEUR***	#CHANGEMENT CLIMATIQUE
SMART CASDAR Maraîchage et Agroforesterie : projet visant à intégrer les pratiques agroforestières dans le maraîchage pour améliorer la gestion des ressources en eau et la résilience des systèmes agricoles / ***PRODUCTEUR***		

6 Agir à l'échelle du #BASSIN DE VIE

ILLUSTRATION : NUTRIKÉO

D'après l'INSEE *(Institut National de la Statistique et des Études Économiques)*, le bassin de vie constitue le plus petit territoire sur lequel les habitants ont accès aux équipements et aux services les plus courants. Il s'agit d'un territoire vécu, non d'un échelon administratif. Appliqué à la résilience alimentaire, le bassin de vie regroupe tous les acteurs du système alimentaire, de la production à la consommation, en passant par la transformation, la distribution et le stockage. C'est un espace où se développent des réseaux humains robustes et adaptables, essentiels pour la dynamique locale.

L'échelle du bassin de vie est primordiale pour aborder la résilience alimentaire d'un territoire car elle permet une approche intégrée et holistique. En rassemblant les différents acteurs locaux, cette échelle facilite la coordination et le partage de responsabilités au sein des systèmes alimentaires. La proximité des acteurs favorise la mise en place de circuits courts et une meilleure gestion des ressources. Elle permet également de renforcer les liens sociaux et économiques, créant ainsi un réseau solidaire et réactif face aux perturbations éventuelles. La mise en œuvre de la résilience alimentaire repose sur une responsabilité partagée entre tous les acteurs du territoire, qui adoptent et mettent collectivement en place des bonnes pratiques adaptées à la diversité de leur territoire et de son système alimentaire. Les initiatives locales sont plus facilement adaptées aux spécificités et aux besoins du territoire, augmentant ainsi la capacité de résilience globale.

Ce chapitre insiste sur la nécessité d'une logistique efficace et bien pensée ; en effet, de nombreux acteurs des territoires s'accordent à penser que la logistique est souvent peu abordée dans les PAT (Projets Alimentaires Territoriaux).

La résilience alimentaire ne peut pas être atteinte par l'action d'un seul groupe. C'est une tâche collective qui exige l'engagement et la coopération de tous les acteurs du territoire, y compris des consommateurs qui ont un rôle actif à jouer et des responsabilités à assumer, et des lieux de distribution en charge de l'approvisionnement des consommateurs. En travaillant ensemble, en partageant les responsabilités et en adoptant des pratiques durables, chacun contribue à la construction et à la transformation d'un système alimentaire plus robuste et adaptable.

Certains sujets sont traités à l'échelle communale ou intercommunale, comme l'approvisionnement direct entre un producteur et une cantine scolaire ou une enseigne de grande distribution. D'autres, en revanche, nécessitent une mise en œuvre à des échelles plus larges, pour favoriser la réussite économique des projets. Cette distinction d'échelle permet de mieux répondre aux besoins spécifiques tout en assurant une résilience maximale à chaque niveau territorial.

#BASSIN DE VIE #LOGISTIQUE #TRANSFORMATION #DISTRIBUTION #CONSOMMATION

6.1 Sécuriser la chaîne #LOGISTIQUE

La logistique alimentaire englobe plusieurs aspects : l'approvisionnement, la gestion des flux internes liés à la transformation ou à la production, la distribution et enfin la logistique inverse pour les déchets vers les sites de stockage ou de retraitement (panorama des IAA 2022, Ministère de l'Agriculture).
En France, ce secteur représente environ 10 % du PIB et emploie plus de 1,9 million de personnes selon l'INSEE.

La logistique est essentielle pour assurer la compétitivité du territoire, qu'il s'agisse de la collecte des produits, de la livraison aux clients dispersés, ou encore de l'exportation du territoire. La logistique implique la création et la gestion de plateformes locales, l'organisation de circuits courts, la constitution et la gestion de stocks de sécurité pour faire face aux imprévus. Une logistique robuste et adaptable permet d'éviter au maximum les ruptures de stock, surtout dans un contexte où les GMS (grandes et moyennes surfaces) n'ont en moyenne que 2 jours de stocks alimentaires en réserve. Ce besoin de fiabilité est d'autant plus critique que les GMS représentent 60 % des produits alimentaires distribués dans le pays. Dans l'industrie agroalimentaire, les conditions du marché, les politiques publiques, ainsi que les régulations fiscales et commerciales accentuent souvent les coûts liés à la gestion des stocks et font partie des risques à anticiper.

Une logistique bien sécurisée assure une distribution régulière et efficace, même face à des perturbations. La robustesse de la chaîne logistique est donc primordiale pour garantir l'approvisionnement des territoires, limitant ainsi les risques de pénuries et assurant un accès prévisible aux denrées alimentaires. Cela passe par une planification minutieuse, une coordination efficace et des investissements adaptés aux spécificités locales.

La coopération entre producteurs, coopératives, collecteurs et transformateurs joue un rôle clé pour sécuriser les approvisionnements et les revenus des producteurs tout en améliorant l'impact environnemental. En renforçant les partenariats et en développant des infrastructures de stockage adaptées, les territoires améliorent leur autonomie et leur résilience alimentaires.

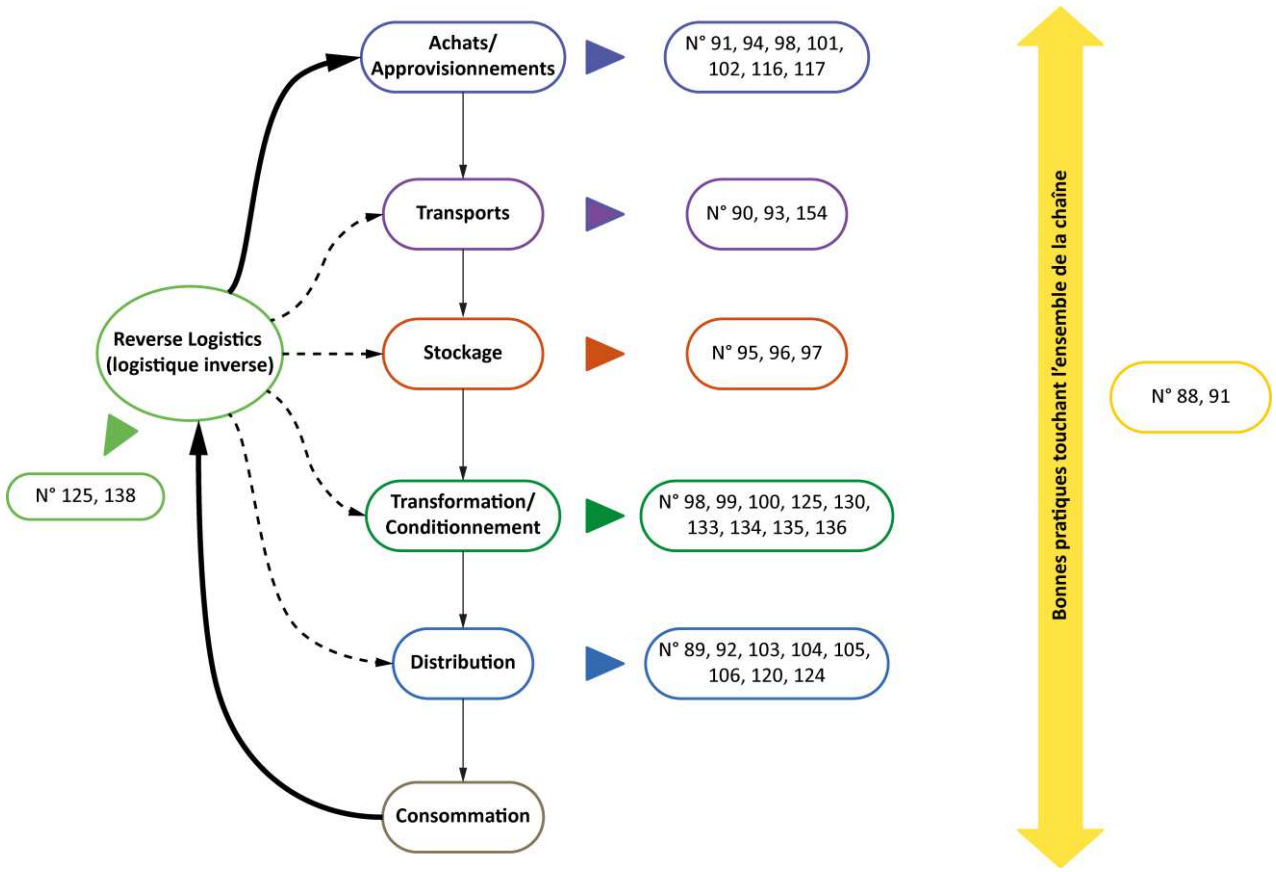


Figure 6 : Bonnes pratiques du guide selon l'étape de la boucle logistique

6.1.1 Comment garantir et sécuriser les approvisionnements quels que soient les aléas ?

Bonne pratique n° 088 — **Connaître les flux et les infrastructures logistiques du territoire** — **ADAPTATION**

SGDSN : évaluation des secteurs vitaux pour la sécurité nationale, incluant l'alimentation, la gestion de l'eau et les transports, pour assurer la résilience et la continuité en cas de crise / ***INSTITUTION***

La Charrette : réseau social logistique du local, facilitant la mise en relation entre producteurs, acheteurs et transporteurs pour optimiser les circuits courts et identifier les solutions existantes / ***DISTRIBUTEUR***

Fédération des Marchés de Gros de France (FMGF) : association professionnelle qui regroupe l'ensemble des MIN (Marchés d'Intérêt National) et certains marchés de gros de France. Elle a pour objet de contribuer au développement du réseau des MIN et à la coordination entre ces différents marchés, en étroite liaison avec les ministères de tutelle des MIN / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

#LOGISTIQUE

Bonne pratique n° 089 — **Améliorer la livraison du premier et du dernier kilomètre** — **ADAPTATION**

Alternoo : collecte hebdomadaire de produits bio (AB, Demeter, Nature & Progrès) auprès des producteurs et livraison en point-relais, à domicile ou sur le lieu de travail / ***DISTRIBUTEUR***

Jouons Local – Réseau Le Saint / Réseau Vivalya : démarche mise en place par un grossiste de proximité spécialiste dans la distribution locale de fruits et légumes frais / ***DISTRIBUTEUR***

Toulouse Logistique Urbaine – MIN Toulouse : plateforme mutualisée réservée à la logistique du dernier km / ***DISTRIBUTEUR***

#LOGISTIQUE

Bonne pratique n° 090 — **Encourager les solutions de transport durable** — **ADAPTATION**

VÉLO Applicolis : solutions de vélo cargo et vélo-remorque pour professionnels et particuliers / ***DISTRIBUTEUR***

VÉLO Réseau Provence Dauphiné / Réseau Vivalya : service de vélo cargo pour livrer des produits frais dans les territoires / ***DISTRIBUTEUR***

VÉLO + FLUVIAL Fludis : logistique urbaine décarbonée / ***DISTRIBUTEUR***

FLUVIAL Garonne Fertile : fret fluvial alimentaire sur la Garonne et son canal / ***DISTRIBUTEUR***

FLUVIAL River Connect : transport fluvial électrique pour acheminer les marchandises en centre-ville, sur le canal du Midi par exemple : fret fluvial entre le port de Lalande et le centre-ville de Toulouse / ***DISTRIBUTEUR***

FERROVIAIRE Train des primeurs : fret ferroviaire de fruits et légumes entre Perpignan et Rungis (prolongé jusqu'en 2025 / Fret SNCF) / ***DISTRIBUTEUR***

MULTIMODAL Cluster Logistique Urbaine IDF : club d'entreprises regroupant chargeurs, transporteurs, logisticiens et experts / ***DISTRIBUTEUR***

#LOGISTIQUE

Bonne pratique n° 091 — **Conserver la relation humaine et anticiper : garantie de réactivité** — **RÉSISTANCE**

Sodexo : clause « plan d'actions et de sécurité » pour anticiper la pénurie de carburant (cuve de carburant, carte bancaire pour s'approvisionner dans toutes les stations) / ***DISTRIBUTEUR***

Cluster Bio Auvergne-Rhône-Alpes : réunions et événements pour maintenir le dialogue entre les acteurs de la filière bio et échanger sur les défis et les solutions / ***PRODUCTEUR***

Interfel : tout au long de l'année, réunions rassemblant tous les représentants des professionnels de la filière pour échanger sur l'évolution conjoncturelle de la production et du commerce de fruits et légumes / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

#LOGISTIQUE

6.1.2 Comment réduire la dépendance aux transports ?

Bonne pratique n° 092 — **Développer les chaînes d'approvisionnement courtes** — **TRANSFORMATION**

MIRAMAP : réseau des AMAP (Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne). Facilite la connexion entre consommateurs et producteurs locaux / ***CONSOMMATEUR & PRODUCTEUR***

GRAAP - Groupe de Recherche et d'Action pour une Agriculture Paysanne : promotion des pratiques agricoles durables et des circuits courts / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

Aux prés des cuisiniers : mise en relation entre agriculteurs et collectivités en Gironde / ***CONSOMMATEUR & PRODUCTEUR***

Logicoût : calculette du coût monétaire et carbone des livraisons en circuit court / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

#LOGISTIQUE

Bonne pratique n° 093 — **Limiter les transports à vide** — **TRANSFORMATION**

Mangez Bio en Isère : plateforme de mise en relation entre producteurs et restaurateurs sur le MIN de Grenoble pour optimiser les livraisons et réduire les transports à vide / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

La Poste : service de portage de repas aux personnes âgées et isolées, en capitalisant sur la distribution du courrier pour optimiser les tournées et limiter les transports à vide / ***DISTRIBUTEUR***

Transgourmet : livraisons tri-température (sec, frais et surgelé) dans un seul camion, réduisant les trajets et améliorant l'efficacité logistique. Ramasse et consolidation des transports pour éviter les trajets à vide / ***DISTRIBUTEUR***

#LOGISTIQUE

Bonne pratique n° 094

Développer des plateformes logistiques locales pour mutualiser les flux et faciliter le lien entre circuits longs et circuits de proximité

TRANSFORMATION

PLATEFORME PHYSIQUE Promus : grossiste alimentaire local pour approvisionner les restaurants de Loire-Atlantique. Mise en avant des produits locaux et de saison / ***DISTRIBUTEUR***	***PLATEFORME PHYSIQUE*** Réseau Manger Bio : réseau national de distribution bio locale regroupant des plateformes de distribution et des partenaires sur l'ensemble du territoire français / ***DISTRIBUTEUR***	**#LOGISTIQUE**
PLATEFORME DIGITALE Approlocal : outil en ligne pour faciliter les commandes entre producteurs et acheteurs locaux / ***DISTRIBUTEUR***	***PLATEFORME DIGITALE*** Agrilocal : outil pour connecter produits locaux et achats publics. Facilitation des transactions locales pour renforcer les circuits courts / ***INSTITUTION***	

6.1.3 Comment garantir des stocks de sécurité ?

Bonne pratique n° 095

Recenser les infrastructures de stockage alimentaire publiques et privées

RÉSISTANCE

[32]

Suisse - réserves obligatoires : pour stocker les produits de première nécessité (aliments et fourrage) pour 3 mois de consommation[33] / ***INSTITUTION***	Cartographie des équipements financés Fonds avenir Bio : inclut les installations de triage, stockage et conditionnement / ***INSTITUTION***	**#LOGISTIQUE**
Cartographie de FranceAgriMer : carte des installations de stockage publiques et privées pour les filières de production. Identification et localisation des infrastructures disponibles / ***INSTITUTION***		

Bonne pratique n° 096

Créer des structures de stockage à tous les niveaux : au niveau national, territorial et local

RÉSISTANCE

MIN d'Avignon : mise à disposition des clients d'un espace de stockage et de sa propre flotte de véhicules / ***DISTRIBUTEUR***	Coopérative Bio Pays Landais : création d'entrepôts de stockage pour les fruits et légumes biologiques / ***PRODUCTEUR***	**#LOGISTIQUE**
Cocagne Haute-Garonne : solutions de stockage et de transformation pour produits maraîchers, en plus de maraîchage et vente à la ferme / ***SOCIÉTÉ CIVILE***		

[32] Assemblée nationale, Rapport d'information sur les circuits courts et la relocalisation des filières agricoles et alimentaires, N°2942, 2015.

[33] Projet ATLASS II, Note de synthèse : Stratégie d'approvisionnement alimentaire en cas de crise : l'exemple de la Suisse, 2022.

Bonne pratique n° 097

Anticiper les ruptures et mettre en place des systèmes de gestion prévisionnelle des stocks de denrées alimentaires

RÉSISTANCE

IDA : prévision des ventes de produits frais pour limiter les ruptures et définir les stocks optimaux / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

Banques Alimentaires : organisation de campagnes de stockage préventif de denrées non périssables / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

Suède - « En cas de crise ou de guerre » : communication suédoise sur les risques de chocs et les actions à mener via la distribution d'un fascicule à chaque foyer / ***INSTITUTION***

#LOGISTIQUE

6.2 Maintenir et développer la #TRANSFORMATION ALIMENTAIRE sur son territoire

La transformation alimentaire est le processus de modification des aliments bruts en produits finis. En France, l'industrie agroalimentaire représente environ 20 % du chiffre d'affaires industriel national et emploie près de 500 000 personnes (Agreste). Transformer les aliments localement permet de créer un tissu industriel diversifié et adapté aux besoins et aux capacités de la région. L'implantation de ce tissu doit correspondre à la taille et à l'activité du bassin de vie pour assurer à la fois l'autonomie du territoire et la rentabilité des structures. Cette implantation peut être accompagnée par la création de labels régionaux, le développement de coopératives et l'encouragement des partenariats entre producteurs et transformateurs.

Développer en complément de l'existant la transformation alimentaire locale renforce la capacité des territoires à répondre aux besoins alimentaires locaux de manière autonome, réduisant la dépendance aux approvisionnements extérieurs. Cela augmente également la capacité à absorber les chocs, assurant ainsi une disponibilité suffisante de produits alimentaires transformés. Valoriser les productions locales et assurer la continuité de la chaîne alimentaire sont essentiels pour maintenir la résilience. Un modèle économique collaboratif insistant sur la diversification des sources d'approvisionnement avec les autres territoires et les acteurs de l'amont et de l'aval permet d'assurer une chaîne d'approvisionnement robuste et résiliente.

6.2.1 Comment sécuriser la transformation et prévenir les chocs d'approvisionnements ?

Bonne pratique n° 098

Raccourcir les chaînes de transformation

TRANSFORMATION

Lizin Santral – Communauté d'agglomération du nord Grande-Terre (Guadeloupe) : construction d'un atelier de transformation de fruits et légumes locaux pour approvisionner les cuisines centrales et cantines du territoire / ***INSTITUTION*** / ***Outre-mer***

Atelier Paysan : soutien à la création d'ateliers de transformation de produits locaux directement sur les exploitations agricoles / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

Fairme : atelier automatisé et autonome de transformation et vente de produits laitiers à la ferme / ***TRANSFORMATEUR***

#TRANSFORMATION ALIMENTAIRE

Bonne pratique n° 099 — **Développer des équipements de transformation polyvalents et mutualisés**

TRANSFORMATION

Pôle de transformation du MIN de Toulouse : espace de 1 200 m² abritant 8 activités différentes, dont la transformation et la découpe de fruits et légumes de proximité, pour optimiser la chaîne de valeur locale / ***DISTRIBUTEUR***

OCTAV : cuisine professionnelle partagée et laboratoire de transformation alimentaire permettant aux petits producteurs et entrepreneurs alimentaires de transformer leurs produits avec un équipement de pointe / ***TRANSFORMATEUR***

Moulin de la Borie en Cévennes : infrastructure de transformation mutualisée et approvisionnement commun en grains / ***PRODUCTEUR***

#TRANSFORMATION ALIMENTAIRE

Bonne pratique n° 100 — **Investir dans des outils de transformation capables d'absorber les irrégularités de production et les produits hors calibre**

ADAPTATION

Jardins de Solène : transformation de fruits et légumes hors calibre en produits frais prêts à l'emploi (soupes, compotes, purées) / ***TRANSFORMATEUR***

Conserverie Terra Douceurs : conserverie locale avec des personnes en insertion pour la transformation à façon des fruits et légumes de saison des agriculteurs du Lyonnais / ***TRANSFORMATEUR***

Le Panier de la Mer : récupération des surplus de poissons auprès d'organisations de pêche et transformation en plats redistribués à des associations d'aide alimentaire / ***SOCIÉTÉ CIVILE*** / ***Mer***

#TRANSFORMATION ALIMENTAIRE

6.2.2 Comment soutenir et structurer des filières valorisant l'approvisionnement local ?

Bonne pratique n° 101 — **Contractualiser sur le long terme**

ADAPTATION

L'Alsacienne de restauration (filiale Elior) : convention de partenariat (3 ans renouvelable) avec la Chambre d'Agriculture, Bio en Grand Est, l'Interprofession des Fruits et Légumes d'Alsace (IFLA) et Alsace Qualité pour développer la consommation de produits locaux et bio / ***RESTAURATEUR***

Petit Suisse Normand : convention tripartite entre l'association de producteurs les Éleveurs de Bonheur, Danone et Système U pour la transformation et la distribution locales du produit / ***PRODUCTEUR, TRANSFORMATEUR & DISTRIBUTEUR***

La Compagnie des Amandes : contrats tripartites entre le producteur, le grossiste et la restauration collective / ***PRODUCTEUR***

#TRANSFORMATION ALIMENTAIRE

Bonne pratique n° 102	Adapter les cahiers des charges des achats publics en restauration collective — ADAPTATION	
France Expérimentation : cadre permettant de tester des innovations réglementaires et législatives pour améliorer les pratiques d'achat public / ***INSTITUTION***	Localim : outil à destination des acheteurs publics de la restauration collective en gestion directe pour accompagner le développement de l'approvisionnement local et de qualité / ***INSTITUTION***	#TRANSFORMATION ALIMENTAIRE
Du 47 dans nos assiettes : initiative du Département du Lot-et-Garonne pour un groupement départemental d'achats de denrées alimentaires, atteignant plus de 80 % de produits frais et plus de 15 % de bio / ***INSTITUTION***	76 à Table ! – Département de Seine-Maritime : groupement de commande sur 3 filières (maraîchage, viande bovine et produits laitiers) pour l'approvisionnement de 19 collèges. 42 lots, pour chaque produit 1 Bio et 1 durable et 26 mini-lots attribués directement aux producteurs locaux (cf article R2122-8 Code de la commande publique) / ***INSTITUTION***	

6.3 Garantir la #DISTRIBUTION des produits alimentaires

La distribution alimentaire est l'avant-dernier maillon de la chaîne alimentaire, visant à rendre l'alimentation disponible et accessible à tous en quantité et en qualité suffisantes. En France, le secteur de la distribution alimentaire représente environ 20 % du PIB et emploie plus d'1 million de personnes (INSEE).

En renforçant les réseaux locaux de distribution et en réduisant le nombre d'intermédiaires, les territoires peuvent mieux affronter les crises et maintenir une offre alimentaire stable et accessible. Les initiatives de partenariats locaux et de développement des circuits de proximité via des plateformes territoriales ou des marchés virtuels facilitent l'accès aux producteurs locaux, réduisant ainsi la dépendance aux approvisionnements extérieurs. Ces initiatives visent également le partage du risque entre les acteurs et démontrent l'importance de la coopération territoriale en matière de robustesse de la distribution alimentaire.

6.3.1 Comment sécuriser la distribution des produits alimentaires ?

Bonne pratique n° 103	Coopérer sur le territoire — TRANSFORMATION	
Les Bouillonnantes : association qui réunit plus de 70 restaurateurs traditionnels de Nantes métropole pour qu'ils partagent leurs besoins et bonnes pratiques / ***SOCIÉTÉ CIVILE & DISTRIBUTEUR***	SCIC Les Ferrages : regroupe la commune, la restauration scolaire et les agriculteurs pour une coopération renforcée dans la gestion alimentaire locale / ***PRODUCTEUR, DISTRIBUTEUR & INSTITUTION***	#DISTRIBUTION
SUPER U de Noisy-le-Grand : partenariat avec la Ferme du Mont-Guichet (ferme urbaine agroécologique à Chelles) dans le cadre d'un PAT, pour fournir des fruits et légumes bio et locaux avec une juste rémunération pour l'exploitante / ***DISTRIBUTEUR***		

Bonne pratique n° 104 — Développer la distribution en circuits courts et de proximité

TRANSFORMATION

SCIC des Paniers du Ruisseau : coopérative facilitant le lien entre producteurs et consommateurs au sein du territoire, favorisant la distribution en circuits courts / ***PRODUCTEUR***

Occit'alim : place de marché virtuelle mettant en lien les fournisseurs régionaux et les professionnels de la restauration / ***DISTRIBUTEUR & INSTITUTION***

Cliketik (PNR et Pays Haut-Languedoc et Vignobles) : carte numérique participative pour faciliter la mise en relation entre producteurs locaux et consommateurs / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES & INSTITUTION***

#DISTRIBUTION

Bonne pratique n° 105 — Faciliter la distribution des produits locaux

TRANSFORMATION

Drive Fermier : plateforme de drive fermier permettant aux consommateurs de commander en ligne des produits locaux et de les récupérer auprès des producteurs ou dans des points de retrait / ***PRODUCTEUR***

Agri Court : association de producteurs, distributeurs et consommateurs gérant une plateforme de distribution de produits locaux (services multiples : administratif, commercial, logistique, réglementaire, développement de filières locales) / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

Produit sur son 31 et la Chambre d'Agriculture de la Haute-Garonne (31) et du Tarn (81) : association créée par des agriculteurs avec une marque identifiant les produits agricoles et les producteurs du territoire associés à cette démarche / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

#DISTRIBUTION

Bonne pratique n° 106 — Inclure le volet alimentaire dans les PCS (Plans Communaux de Sauvegarde) et PCA (Plans de Continuité d'Activité)

ADAPTATION

SOS Maires : plateforme d'assistance pour les maires, incluant des plans de continuité alimentaire pour assurer l'approvisionnement en cas de crise / ***INSTITUTION***

Sodexo : contrat de PCA avec des dépôts de surgelés dupliqués et tous les codes clients intégrés, garantissant une continuité de service alimentaire en cas d'urgence / ***DISTRIBUTEUR***

Mairie de Paris : mise en place d'un PCA spécifique pour les cantines scolaires, assurant la distribution de repas même en cas de perturbations majeures / ***INSTITUTION***

Plan Blanc pour les hôpitaux ou Plan des armées pour la restauration : stock de denrées alimentaires, création d'équipes pour s'assurer de la continuité d'activité et éviter les contagions / ***INSTITUTION***

Commune de Biriatou : en mai 2021, la commune de Biriatou (Pyrénées-Atlantiques) a intégré à son Plan Communal de Sauvegarde le risque de rupture d'approvisionnement alimentaire / ***INSTITUTION***

#DISTRIBUTION

6.3.2 Comment assurer une offre de produits alimentaires sains, durables et équitables à tous les habitants ?

Bonne pratique n° 107 — **Adapter l'offre d'aliments locaux et sains en fonction des conditions socio-économiques**

TRANSFORMATION

VRAC (Vers un Réseau d'Achat en Commun) : pour le développement de groupements d'achat dans les quartiers prioritaires afin de faciliter l'accès à des produits locaux et de qualité au plus grand nombre à des prix bas grâce à la réduction des coûts intermédiaires (circuits-courts) et superflus (limitation des emballages) / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

Du champ à l'assiette – Banques Alimentaires : s'engage pour une économie circulaire et solidaire locale, une production agricole solidaire, le glanage, les jardins partagés, les ateliers de transformation, les dispositifs itinérants dans les zones rurales, les dons et achats de produits agricoles / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

ACRI (Aide aux Collégiens pour la Restauration et l'Internat) : amélioration du bien-être des collégiens, en prenant partiellement en charge les frais de restauration scolaire sous conditions de ressources / ***INSTITUTION***

#DISTRIBUTION

Bonne pratique n° 108 — **Se laisser guider : acheter responsable !**

ADAPTATION

Guide d'achats EGALim : vise à promouvoir des achats responsables et durables dans la restauration collective (50 % de produits de qualité et durables dont au moins 20 % de produits bio) / ***INSTITUTION***

Label Agri-Éthique : guide d'achat et label garantissant une rémunération juste pour les producteurs et des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

Ethiquable : catalogue et guide d'achat de produits issus du commerce équitable et de l'agriculture biologique, soutenant les petits producteurs du Sud et du Nord / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

Mon restaurant passe au durable – METRO France & Green Cross : accompagnement des restaurateurs vers des pratiques plus durables : filières responsables ; consommation locale, bio et « de saison » ; maîtrise des consommations d'eau et d'énergie, produits d'entretien naturels, abandon du plastique à usage unique, gestion des déchets… / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

#DISTRIBUTION

Bonne pratique n° 109 — **Travailler la saisonnalité et l'équilibre matière**

TRANSFORMATION

Restaurant inter-administratif Paris Descartes : accompagnement par la Région Île-de-France de commande de viande à l'équilibre et travail sur des recettes complémentaires pour valoriser tous les morceaux / ***INSTITUTION***

SCIC Nourrir l'avenir : création d'un plan alimentaire saisonnier et fabrication maison pour équilibrer le coût matière et pouvoir réinvestir les économies ainsi faites dans l'achat de produits locaux de qualité / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

Guide menu végétarien : ressource pour planifier des menus végétariens équilibrés, optimisant l'utilisation des protéines végétales et réduisant les coûts / ***INSTITUTION***

#DISTRIBUTION

Bonne pratique n° 110 — **Être transparent sur les marges et l'origine des produits**

TRANSFORMATION

La Louve : supermarché coopératif (SCIC) offrant une transparence totale sur les marges appliquées et permettant aux membres de contrôler et décider des politiques de prix / ***DISTRIBUTEUR***	La Cocotte Solidaire : cantine solidaire avec transparence des prix et des marges pour lutter contre l'exclusion alimentaire / ***DISTRIBUTEUR***	**#DISTRIBUTION**
Omie : plateforme digitale de produits alimentaires offrant 100 % de traçabilité et de transparence, pour une juste rémunération des producteurs et la transition bio agroécologique / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***		

Bonne pratique n° 111 — **Soutenir les labels équitables et biologiques**

ADAPTATION

Label AB (Agriculture Biologique) : LE label bio français réglementaire, garantissant des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement et une traçabilité des produits depuis la production jusqu'à la consommation / ***INSTITUTION***	Ecocert : organisme de certification et de conseil pour la mise en œuvre de pratiques agricoles durables et équitables, fournissant des labels reconnus à l'échelle mondiale / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***	**#DISTRIBUTION**
Bio Cohérence : label garantissant une agriculture biologique stricte, locale et solidaire, renforçant les critères du label AB pour une production encore plus respectueuse de l'environnement et équitable pour les producteurs / ***SOCIÉTÉ CIVILE***	Territoires Engagés BIO : programme de labellisation pour les territoires mettant en œuvre des politiques publiques favorisant le développement de l'agriculture biologique et des circuits courts / ***INSTITUTION***	

6.4 Démocratiser l'#ALIMENTATION DURABLE et la #CONSOMMATION RESPONSABLE

L'alimentation durable a été définie en 2010 par la FAO[34] comme une alimentation composée de « régimes alimentaires ayant de faibles conséquences sur l'environnement, qui contribuent à la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi qu'à une vie saine pour les générations actuelles et futures ». Elle englobe 4 dimensions :

1. santé physique (nutrition adéquate et équilibrée) ;
2. santé mentale (bien-être psychologique lié aux choix alimentaires) ;
3. santé sociale (équité et justice dans l'accès à l'alimentation) ;
4. santé environnementale (pratiques agricoles durables et respectueuses de la biodiversité)[35].

« Les régimes alimentaires durables contribuent à protéger et à respecter la biodiversité et les écosystèmes, sont culturellement acceptables, économiquement équitables et accessibles, abordables, nutritionnellement sûrs et sains, et permettent d'optimiser les ressources naturelles et humaines. »[34]

[34] FAO, Biodiversité et régimes alimentaires durables, 2010.

[35] Chaire ANCA, Alimentation durable – définition.

Encourager une consommation responsable soutient la production locale de produits équitables et respectueux de l'environnement. La consommation responsable vise également à privilégier les produits maison aux aliments ultra-transformés, dont la consommation augmente les risques de cancers et autres pathologies[36]. L'éducation à la frustration, qui consiste à apprendre à gérer l'absence de satisfaction immédiate, est par ailleurs déterminante pour résister en cas de pénuries de certains produits.

Une alimentation saine est un facteur clé de santé publique et contribue à la robustesse des communautés face aux crises alimentaires et sanitaires.

6.4.1 Comment accompagner les mangeurs vers une alimentation durable ?

Bonne pratique n° 112 — Former aux enjeux socio-environnementaux de la consommation alimentaire et des pratiques agricoles

ADAPTATION

Les Journées Nationales de l'Agriculture : événement annuel dédié à la découverte de l'agriculture et des pratiques durables, incluant des visites de fermes et des ateliers éducatifs / ***SOCIÉTÉ CIVILE***	BRUDED : réseau de 270 collectivités de Bretagne et Loire-Atlantique favorisant le partage d'expériences dans tous les champs du développement durable, y compris les pratiques agricoles et alimentaires / ***INSTITUTION***	**#ALIMENTATION DURABLE #CONSOMMATION RESPONSABLE**
La Fresque Agri'Alim : atelier participatif pédagogique pour sensibiliser aux impacts environnementaux de la production et de la consommation alimentaires / ***SOCIÉTÉ CIVILE***		

Bonne pratique n° 113 — Former à la saisonnalité et au rééquilibrage entre protéines végétales et animales

ADAPTATION

Programme de recherche Educ'Alim - DRAAF Pays-de-la-Loire & Audencia : pour lutter contre les néophobies alimentaires infantiles et pour une croissance de la consommation de légumes / ***INSTITUTION & FOURNISSEUR DE RESSOURCES***	Les Insatiables : vise à réduire les inégalités sanitaires et environnementales liées à l'alimentation via des ateliers participatifs (éveil sensoriel, producteurs locaux, cuisine végétale) et des formations pour les professionnels de la cuisine (EGAlim, cuisine en EHPAD) / ***SOCIÉTÉ CIVILE***	**#ALIMENTATION DURABLE #CONSOMMATION RESPONSABLE**
Livret Alimentation - Association de l'alimentation durable : outil pédagogique pour éduquer sur les pratiques alimentaires durables et équilibrées / ***SOCIÉTÉ CIVILE***	***ÉVÉNEMENT*** Escape Game alimentation végétale : proposé aux soignants du CHU de Nice pour sensibiliser à l'impact de l'alimentation végétale sur la santé / ***INSTITUTION***	
ÉVÉNEMENT Agence Bio : pour promouvoir l'agriculture biologique et la saisonnalité / ***INSTITUTION***		

[36] Morales-Berstein, F., Biessy, C., Viallon, V. et al. Ultra-processed foods, adiposity and risk of head and neck cancer and oesophageal adenocarcinoma in the European Prospective Investigation into Cancer and Nutrition study: a mediation analysis. *Eur J Nutr* 63, 377-396, 2024

Bonne pratique n° 114 — **Promouvoir l'équilibre nutritionnel**

ADAPTATION

Label Bleu-Blanc-Cœur : label visant à améliorer la qualité nutritionnelle de l'alimentation humaine, en diversifiant et équilibrant l'alimentation des animaux avec des fourrages et des graines riches en Omégas 3 / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

Mallette Opticourses® : programme de promotion de la santé développé par l'INRAE, à destination des populations en situation de précarité pour des achats alimentaires sains et durables / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

Lait et Fruits à l'école : programme européen visant à proposer fruits et produits laitiers dans les écoles pour favoriser une alimentation équilibrée / ***INSTITUTION***

#ALIMENTATION DURABLE #CONSOMMATION RESPONSABLE

Bonne pratique n° 115 — **Inciter à l'autoproduction alimentaire**

TRANSFORMATION

Biilyo - La démarche d'Agriculture Citoyenne : accompagne les collectivités dans le développement de l'autoproduction alimentaire par l'engagement citoyen en favorisant la mise en culture des petites parcelles privatives / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

Aides territoires - Favoriser la création et le développement des Jardins Ouvriers et Familiaux (JOF) et des Jardins Partagés : agriculture urbaine dont les parcelles sont cultivées par des citoyens / ***INSTITUTION***

Les Parisculteurs : programme de la Ville de Paris visant à développer l'agriculture urbaine en mobilisant des toitures, des murs et des friches urbaines pour la production alimentaire / ***INSTITUTION***

#ALIMENTATION DURABLE #CONSOMMATION RESPONSABLE

6.4.2 Comment permettre que l'alimentation saine et durable soit accessible à tous ?

Bonne pratique n° 116 — **Créer et soutenir des initiatives solidaires luttant contre la précarité alimentaire**

ADAPTATION

Réseau d'épiceries solidaires ANDES : réseau national et acteur majeur de la lutte contre la précarité alimentaire, avec 600 épiceries solidaires et des solutions d'approvisionnement via 5 chantiers d'insertion (véritables grossistes en fruits et légumes pour l'aide alimentaire) / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

Les Paniers Bio Solidaires : initiative de distribution de paniers de produits biologiques à prix réduits pour les personnes en situation de précarité. Soutenu par des associations locales, il vise à promouvoir l'accès à une alimentation saine et bio tout en soutenant les producteurs locaux / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

CCAS (Centres Communaux d'Action Sociale) : établissements publics chargés de mettre en œuvre les politiques sociales locales. Ils jouent un rôle clé dans l'alimentation durable en facilitant l'accès à des produits locaux et de saison, en organisant des actions éducatives sur la nutrition et en soutenant des initiatives de lutte contre le gaspillage alimentaire / ***INSTITUTION***

#ALIMENTATION DURABLE #CONSOMMATION RESPONSABLE

Bonne pratique n° 117

Développer et soutenir les expérimentations pour un accès digne à l'alimentation

ADAPTATION

Chèque alimentaire - expérimentation en Seine-Saint-Denis : 50 € par mois et par personne pendant 6 mois, pour des achats alimentaires. Cette expérimentation cible les étudiants, femmes enceintes, jeunes mamans, ménages en situation de précarité et personnes âgées / ***INSTITUTION***

Carte alimentaire durable – Rennes métropole : projet du PAT pour faciliter l'accès aux productions locales et bio pour des personnes aux revenus modestes / ***INSTITUTION***

SSA (Sécurité sociale de l'alimentation) : vise à assurer l'accès universel à une alimentation durable et choisie par le droit à l'alimentation. Le projet se fonde sur un socle commun qui comprend 3 piliers : (i) universalité, (ii) cotisation sociale, (iii) conventionnement démocratique. En France, des expérimentations locales sont en cours pour permettre à chacun d'accéder à une alimentation saine indépendamment de ses revenus. Ces initiatives locales cherchent à réduire l'insécurité alimentaire et à promouvoir des pratiques agricoles durables. La SSA propose de repenser les systèmes alimentaires de sorte à sécuriser les approvisionnements alimentaires par des politiques publiques concertées suivant le concept de démocratie alimentaire et une coopération entre les acteurs du système alimentaire, renforçant ainsi la résilience face aux crises alimentaires et économiques / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

#ALIMENTATION DURABLE #CONSOMMATION RESPONSABLE

6.4.3 Comment limiter le gaspillage alimentaire ?

Bonne pratique n° 118

Organiser des campagnes de sensibilisation à la réduction du gaspillage

RÉSISTANCE

Jeunes Pousses Responsables – Elior : pour éduquer les enfants à devenir des éco-citoyens tout en s'amusant. Cette campagne vise à sensibiliser les jeunes à la réduction du gaspillage alimentaire en utilisant des méthodes ludiques et éducatives / ***DISTRIBUTEUR***

Disco Soupe : mouvement citoyen organisant des événements festifs où les participants cuisinent ensemble des surplus alimentaires récupérés, sensibilisant à la fois au gaspillage et à l'importance de l'alimentation durable / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

Plateforme Optigede - ADEME : espace de ressources et d'outils pédagogiques pour les collectivités, les entreprises et les citoyens pour réduire le gaspillage alimentaire à travers des bonnes pratiques et des actions concrètes / ***INSTITUTION***

#ALIMENTATION DURABLE #CONSOMMATION RESPONSABLE

Bonne pratique n° 119

Mettre en place des frigos et des garde-mangers solidaires

RÉSISTANCE

Les Frigos Solidaires : installation de réfrigérateurs en libre-service dans les quartiers pour permettre aux citoyens de déposer et récupérer des denrées alimentaires gratuitement, réduisant ainsi le gaspillage et aidant les personnes en situation de précarité / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

Hophopfood : projet communautaire visant à installer des garde-manger dans les lieux publics, où les habitants peuvent déposer ou prendre des aliments non périssables, favorisant l'entraide et la solidarité locale / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

#ALIMENTATION DURABLE #CONSOMMATION RESPONSABLE

Bonne pratique n° 120 — Développer la distribution des produits "hors-normes"

ADAPTATION

Atypique : collecte et distribution de produits alimentaires « hors-normes » pour lutter contre le gaspillage alimentaire, en proposant ces produits à prix réduit aux consommateurs / ***DISTRIBUTEUR***

Phenix : application et plateforme de services permettant aux commerçants de vendre ou donner leurs invendus alimentaires à des associations ou directement aux consommateurs à prix réduit / ***DISTRIBUTEUR***

Pimp Up : start-up implantée à Montpellier, Nîmes, Montauban et Toulouse, qui achète aux professionnels leurs invendus et hors calibre pour faire des paniers à destination des particuliers, en mobilité douce et avec des pratiques inclusives / ***DISTRIBUTEUR***

Sainfruit, Réseau Le Saint, Réseau Vivalya : grossiste alimentaire dans le Sud-Ouest qui s'engage avec la production à valoriser les écarts de tri de ses producteurs et à codifier l'ensemble des produits sous la mention « Antigaspi » pour informer ses clients que ses produits soutiennent la lutte contre le gaspillage alimentaire. Les producteurs en fruits et légumes valorisent ainsi l'ensemble de leurs productions et les consommateurs sont sensibilisés à la démarche / ***DISTRIBUTEUR***

#ALIMENTATION DURABLE #CONSOMMATION RESPONSABLE

Bonne pratique n° 121 — Développer la transformation des invendus alimentaires

ADAPTATION

Ateliers de transformation dans les territoires - Les Banques Alimentaires : réseau d'associations d'aide alimentaire qui collectent, gèrent et partagent des denrées alimentaires. 24 ateliers de transformation et autant en cours de construction pour sauver des invendus alimentaires et les redistribuer sous forme de bocaux / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

La marmite solidaire : transformation des invendus alimentaires des magasins et des producteurs. Bocaux cuisinés (en verre consignés). Ramasse et distribution dans le cadre de l'aide alimentaire (Croix Rouge, Restos du cœur) / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

Le Chaînon Manquant : récupération des invendus alimentaires pour les redistribuer et les transformer en repas destinés aux personnes en situation de précarité / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

#ALIMENTATION DURABLE #CONSOMMATION RESPONSABLE

Bonne pratique n° 122 — Développer le don agricole et le glanage solidaire

TRANSFORMATION

SOLAAL (SOLidarité des producteurs Agricoles et des filières ALimentaires) : mise en œuvre des dons alimentaires entre les producteurs et les associations d'aide alimentaire. Guide du glanage solidaire / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

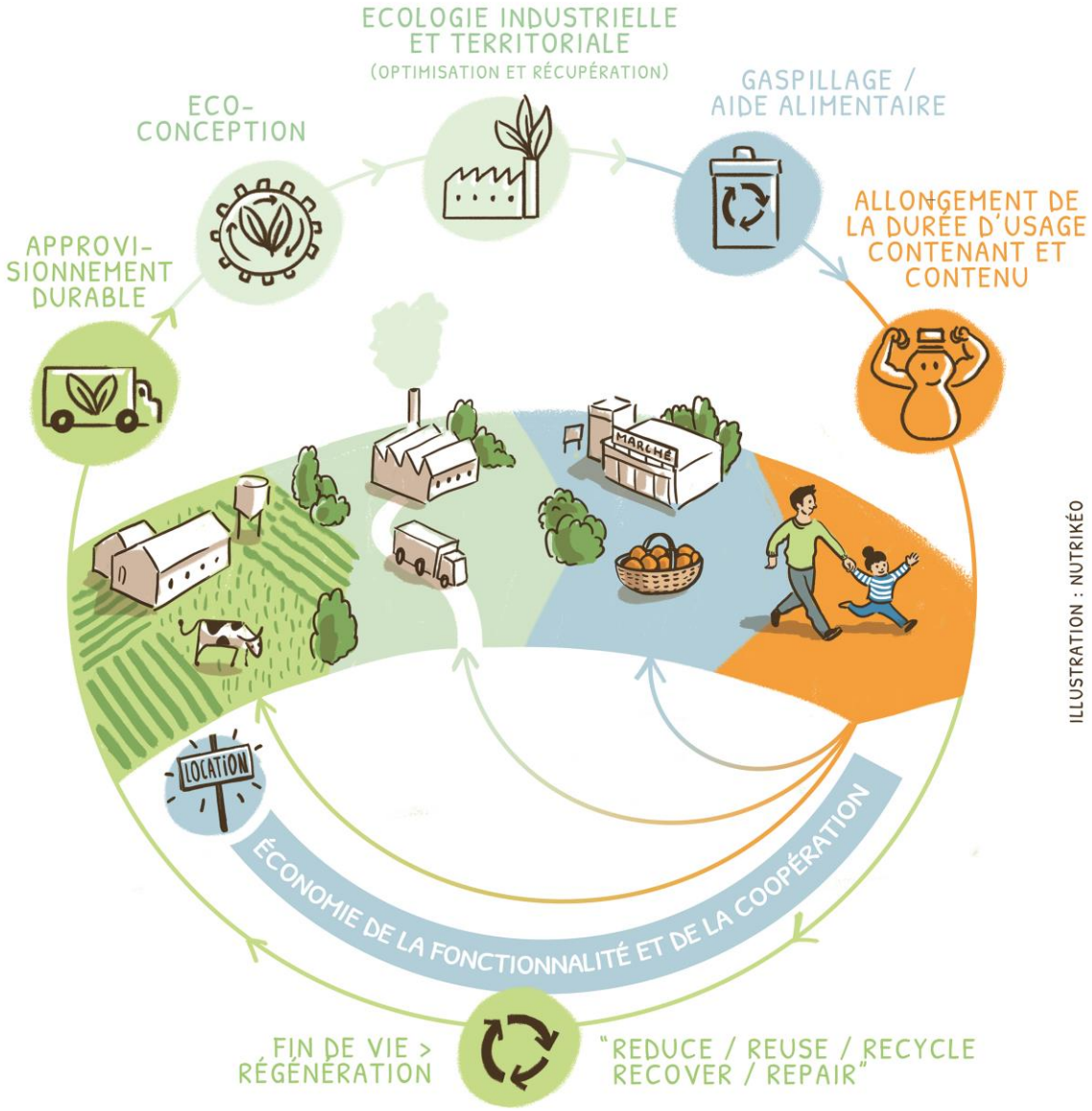
Re-bon : fait appel aux agriculteurs qui ont des surplus puis propose aux bénévoles de venir récupérer des fruits et légumes pour les distribuer à des structures d'aide alimentaire / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

Re-belle - Glanage Solidaire à Paris : rassemble des bénévoles pour glaner des fruits et légumes dans les marchés de la capitale, destinés à être transformés en confitures solidaires / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

LINKEE : association de récupération d'invendus et dons auprès des marchés de gros et des distributeurs à destination de la population étudiante, à la fois bénéficiaire et actrice de l'association / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

#ALIMENTATION DURABLE #CONSOMMATION RESPONSABLE

7 Développer et généraliser l'#ÉCONOMIE CIRCULAIRE



L'économie circulaire est définie par l'ADEME *(Agence de la Transition Écologique)* comme étant une économie qui « vise à changer de paradigme par rapport à l'économie dite linéaire, en limitant le gaspillage des ressources et l'impact environnemental, et en augmentant l'efficacité à tous les stades de l'économie des produits ».

Cette approche repose sur la circularité, c'est-à-dire le découplage de la production de valeur et de l'usage des ressources, en favorisant une circulation locale des matières.

L'économie circulaire considère l'ensemble de la chaîne de valeur, des approvisionnements aux modèles économiques, et propose une approche multicritère intégrant les impacts carbone ainsi que ceux sur la biodiversité et les ressources. Elle prend en compte trois champs principaux :

1. La production et l'offre de biens et services (approvisionnements durables, écoconception, écologie industrielle) ;
2. La consommation par la demande et le comportement des consommateurs (gaspillage alimentaire et allongement de la durée d'usage) ;
3. La gestion des déchets, tout en promouvant la maintenance, la réparation, la réutilisation et le réemploi avant le recyclage.

La fin de vie des produits peut se baser sur des pratiques telles que l'upcycling[37], le recyclage, le compostage, la valorisation énergétique, ou, en tout dernier recours, l'enfouissement.

Face aux limites des ressources planétaires, l'économie circulaire est fondamentale pour la résilience alimentaire des territoires. En se réorientant vers des modèles circulaires, les territoires peuvent réduire leur dépendance aux ressources externes et minimiser leur impact environnemental, contribuant ainsi à la durabilité des systèmes alimentaires. L'adoption de pratiques circulaires permet d'optimiser les coûts, de sécuriser les opérations, et de réduire les empreintes matière et carbone. L'économie circulaire favorise également la création d'emplois locaux et pérennes, stimule l'innovation de l'offre et la création de valeur, et réengage les équipes locales. En renforçant la souveraineté, l'économie circulaire permet aux territoires de mieux gérer les perturbations et les contraintes extérieures, renforçant ainsi leur capacité à maintenir une production alimentaire stable et durable. Les 4 parties de ce chapitre reprennent les 7 piliers de l'économie circulaire.

Il n'en reste pas moins que la base de la résilience alimentaire est avant tout la diminution drastique de la production de déchets. Les recycler reste une adaptation.

#ÉCONOMIE CIRCULAIRE #EMBALLAGE #ÉCOLOGIE INDUSTRIELLE ET TERRITORIALE #DURÉE D'USAGE #DÉCHETS

7.1 Diminuer les #EMBALLAGES et leur impact sur l'environnement

Les emballages alimentaires sont des matériaux utilisés pour protéger, conserver, transporter les produits alimentaires et - pour les produits manufacturés - informer les consommateurs. Les emballages incluent divers types tels que les plastiques (40 %), le verre (20 %), le métal (10 %) et le papier/carton (30 %). En France, la consommation annuelle d'emballages alimentaires atteint environ 4,5 millions de tonnes, dont une grande majorité est composée de plastiques à usage unique (ADEME).

[37] Upcycling : transformation des déchets ou produits inutilisés en nouveaux matériaux ou produits de qualité supérieure, ajoutant ainsi de la valeur sans consommer de nouvelles ressources.

En agriculture, les principales sources de pollution aux micro-plastiques proviennent des films plastiques (utilisés comme paillages, serres et tunnels) ainsi que les épandages de boues des stations d'épuration (Calero et al., 2023[38], UNEP, 2022[39] ; FAO, 2021[40]). Les alternatives biodégradables aux films plastiques sont controversées pour plusieurs raisons : concurrence d'usage des sols pour la production, pollution chimique moindre mais existante, altération de la chimie et biochimie des sols (UNEP, 2022[39] ; Atiwesh et al., 2021[41]).

En réduisant l'utilisation d'emballages, puis en minimisant l'utilisation de matériaux jetables et en favorisant des alternatives réutilisables, compostables ou biodégradables (ou recyclables), on peut significativement diminuer l'impact environnemental des emballages. La vente en vrac, la pratique de la consigne et la conception d'emballages écologiques sont des stratégies clés pour atteindre cet objectif. Réduire les emballages et les déchets d'emballages préserve les ressources naturelles et limite la pollution.

7.1.1 Comment utiliser moins d'emballages en plastique à usage unique ?

Bonne pratique n° 123 — Réduire l'utilisation du plastique dans les exploitations agricoles

ADAPTATION

Biopousses : association en Normandie ayant développé des techniques de substitution des paillages plastiques pour le maraîchage plein champ en pratiquant le maraîchage tout herbe / ***SOCIÉTÉ CIVILE***	ADIVALOR : valorisation et recyclage des équipements plastiques des exploitations agricoles / ***ACTEUR DU TRAITEMENT DES DÉCHETS***
Ferme de Gisy : passage du plastique au plastique bio recyclable engendrant la possibilité de semi-direct, utilisation de compost vert (amendement, accessible financièrement, disponible facilement, facile à épandre) / ***PRODUCTEUR***	

#EMBALLAGES

Bonne pratique n° 124 — Développer la pratique du vrac

TRANSFORMATION

Packtic : solution logicielle de packaging digital pour les TPE et PME de l'agro-alimentaire (gestion de fiches produits, collecte de données d'interaction avec les consommateurs) / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***	Vracoop MaYam : coopérative spécialisée dans la fourniture de matériel et de solutions pour la distribution de produits en vrac, visant à faciliter la transition vers cette pratique pour les commerçants et les consommateurs / ***PRODUCTEUR***
Bric à vrac : magasin dédié à la vente de produits en vrac : aliments secs, produits d'entretien et cosmétiques / ***DISTRIBUTEUR***	

#EMBALLAGES

38 Calero et al., Agricultural Plastic Mulching as a Source of Microplastics in the Terrestrial Conditions, 2023.

39 UNEP (United Nations Environment Programme), Plastics in Agriculture – An Environmental Challenge, 2022.

40 FAO, Assessment of agricultural plastics and their sustainability. A call for action, 2021.

41 Atiwesh et al., Environmental impact of bioplastic use: A review, 2021.

Bonne pratique n° 125 — **Développer la consigne et les infrastructures adaptées** — **TRANSFORMATION**

Rebooteille : initiative visant à réintroduire la consigne des bouteilles en verre dans la région Rhône-Alpes, en partenariat avec les producteurs locaux et les distributeurs / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***	Pandobac : offre des solutions de bacs réutilisables pour le transport des produits alimentaires, réduisant ainsi l'utilisation des emballages à usage unique / ***DISTRIBUTEUR***	#EMBALLAGES
Ecoscience Provence : association promouvant la consigne des emballages en verre dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, en partenariat avec les producteurs locaux / ***SOCIÉTÉ CIVILE***	Relink Industries : plateforme de sourcing éco-responsable pour les industries agro-alimentaires / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***	

7.1.2 Comment diminuer l'impact des emballages sur l'environnement ?

Bonne pratique n° 126 — **Développer des matériaux à base de ressources naturelles, renouvelables et biodégradables** — **TRANSFORMATION**

Végéplast : production à Tarbes de biomatériaux et bioplastiques à base de céréales et autres composants naturels / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***	Atil : fabrication d'emballages alimentaires à base de chanvre / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***	#EMBALLAGES
Ecovative : pionnière dans le développement d'emballages bio-sourcés à base de mycélium, une alternative au polystyrène créée à base de champignons développés sur déchets agricoles / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***	Lactips : production d'un polymère bio-sourcé et biodégradable à partir de protéines de lait, utilisable pour fabriquer des films plastiques et des emballages alimentaires / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***	

Bonne pratique n° 127 — **Concevoir des emballages comestibles** — **TRANSFORMATION**

ALGUES Notpla et Evoware : utilisation des algues pour créer un emballage 100 % biodégradable / ***TRANSFORMATEUR***	***POMMES DE TERRE*** DO EAT : verrines comestibles à base d'eau et de pommes de terre / ***TRANSFORMATEUR***	#EMBALLAGES
CÉRÉALES Incredible EATS : fabrication de couverts comestibles à partir de céréales et de farine de blé, en alternative aux ustensiles jetables / ***TRANSFORMATEUR***		

Bonne pratique n° 128	Améliorer la filière de recyclage des emballages alimentaires — RÉSISTANCE	
CITEO et Urbyn : simplification du geste de tri pour les consommateurs, en optimisant les processus de collecte et de tri des déchets pour améliorer les taux de recyclage des emballages alimentaires / ***INSTITUTION***	Aktid : améliorations des techniques dans les centres de tri des déchets, en développant des technologies avancées pour le tri automatisé et le traitement des emballages alimentaires / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***	#EMBALLAGES
Généralisation de la tarification incitative : mise en place d'un système où les ménages paient en fonction du nombre de fois qu'ils sortent leurs bacs à ordures ménagères ou selon le poids des déchets, incitant ainsi à trier davantage et réduire les déchets / ***INSTITUTION***		

7.2 Développer l'#ÉCOLOGIE INDUSTRIELLE ET TERRITORIALE

L'écologie industrielle et territoriale (EIT) vise à organiser les activités industrielles de manière à ce que les déchets de certaines industries deviennent des ressources pour d'autres. Elle s'inspire des cycles écologiques naturels et implique la mutualisation des outils et infrastructures pour optimiser les flux de matières et d'énergie. En France, des initiatives d'écologie industrielle et territoriale ont permis de réduire considérablement les déchets et les coûts associés.

En transformant les sous-produits et déchets agricoles en intrants pour d'autres activités, comme le compostage pour enrichir les sols ou la méthanisation pour produire de l'énergie, les territoires réduisent leur dépendance aux ressources externes et améliorent leur autonomie. La mutualisation des infrastructures telles que les équipements de stockage et de transformation des produits agricoles permet de réduire les coûts et d'optimiser l'utilisation des ressources locales, renforçant ainsi la compétitivité des exploitations agricoles.

7.2.1 Comment transformer les déchets des uns en ressources pour les autres ?

Bonne pratique n° 129	Encourager l'écologie industrielle et territoriale — TRANSFORMATION	
Echo-Tech-Ceram – valorisation de la chaleur fatale de l'industrie : valorisation en Corrèze d'un projet de serres de tomates chauffées avec la chaleur fatale[42] d'infrastructures municipales / ***INSTITUTION***	#Kerbone - Mytilimer Cancale : réutilisation des déchets issus de la production de fruits de mer pour l'industrie agroalimentaire et la fabrication de matériaux / ***PRODUCTEUR***	#ÉCOLOGIE INDUSTRIELLE ET TERRITORIALE
Laiterie Malo (groupe SILL) : projet re-use en cours, dans le but d'étendre les récupérations et réutilisations des eaux de vaches (eaux extraites du lait au cours de la fabrication de la poudre de lait) / ***TRANSFORMATEUR***	La Toile Industrielle® - Diagnostic des flux territoriaux : réalisation par la collectivité de Dunkerque d'un diagnostic des flux d'énergie, matières, déchets au sein de son territoire afin d'encourager les synergies locales et faciliter l'installation de nouveaux acteurs / ***INSTITUTION***	

[42] La chaleur fatale (également appelée « chaleur de récupération ») est la chaleur générée par un procédé dont l'objectif premier n'est pas la production d'énergie, et qui de ce fait n'est pas nécessairement récupérée. C'est en raison de ce caractère inéluctable qu'on parle de « chaleur fatale ». (Source : ADEME, Energies renouvelables : la récupération de chaleur fatale - réussir la transition énergétique de mon territoire, 2023).

7.2.2 Comment mutualiser les outils et infrastructures industriels ?

Bonne pratique n° 130 — **Mutualiser les outils de production, conditionnement et stockage sur un territoire**

TRANSFORMATION

Limoux Conditionnement : dans l'Aude, outil de mutualisation des embouteillages pour le secteur viticole entre deux coopératives, offrant des services de conditionnement partagés pour réduire les coûts et améliorer l'efficacité / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

Ferme de Toussacq : mutualisation des infrastructures incluant un laboratoire de cuisine, un laboratoire de transformation caprine et des surfaces de maraîchage, soutenant ainsi la collaboration entre différents producteurs locaux / ***PRODUCTEUR***

FoodLab : espace partagé de production et de transformation alimentaire à Paris, offrant des cuisines professionnelles et des équipements de transformation pour les petits producteurs, les artisans et les start-ups alimentaires / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

#ÉCOLOGIE INDUSTRIELLE ET TERRITORIALE

Bonne pratique n° 131 — **Capitaliser sur l'infrastructure et le bâti existant pour soutenir le développement de filières agricoles territorialisées**

ADAPTATION

Projet de recherche-action BâtiAlim : initié par l'INRAE-UMR innovation en 2018, ce projet expérimente des solutions pour une gestion durable du bâti alimentaire, en capitalisant sur l'infrastructure existante pour soutenir le développement de filières agricoles territorialisées / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

FranceFoncier+ : initiative visant à créer des Lieux Repères de l'Industrie du monde agricole, capitalisant sur l'infrastructure et le bâti existants pour soutenir le développement des filières agricoles locales / ***INSTITUTION***

#ÉCOLOGIE INDUSTRIELLE ET TERRITORIALE

7.3 Allonger la #DURÉE D'USAGE

La durée d'usage des équipements agricoles et alimentaires se réfère au temps pendant lequel ces équipements peuvent être utilisés efficacement avant de devenir obsolètes ou nécessiter un remplacement. Selon le Ministère de l'Agriculture, la durée moyenne d'utilisation d'un tracteur est d'environ 15 ans, tandis que celle des équipements de transformation alimentaire varie entre 10 et 20 ans selon leur type et leur maintenance.

Optimiser l'utilisation des équipements agricoles et alimentaires et promouvoir leur réemploi et reconditionnement permet de réduire les coûts et l'empreinte écologique. Il est toutefois important de trouver un juste équilibre, le renouvellement du matériel permettant généralement une meilleure adaptation aux enjeux. L'optimisation implique une gestion efficace de l'utilisation des équipements, ce qui peut inclure la formation des utilisateurs pour une meilleure maintenance et l'adoption de technologies permettant de maximiser l'efficacité des machines. Le réemploi et le reconditionnement, quant à eux, impliquent la création de réseaux de réparateurs locaux et l'organisation de bourses d'échange d'équipements, permettant de prolonger la durée de vie des équipements.

7.3.1 Comment optimiser l'usage du matériel agricole et alimentaire ?

Bonne pratique n° 132

Encourager l'économie de la fonctionnalité et optimiser les temps d'utilisation des outillages et matériel

TRANSFORMATION

CUMA (Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole) : mise en commun du matériel pour réduire les coûts et optimiser l'utilisation du matériel. Suit les règles des coopératives, sur le principe de 1 personne = 1 voix / ***PRODUCTEUR***

Agriaffaires : plateforme en ligne facilitant la vente, l'achat et la location de matériel agricole d'occasion, permettant aux agriculteurs de mutualiser leurs ressources et de réduire les coûts / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

Farmr : application de data management et d'intelligence artificielle dédiée à l'optimisation des équipements agricoles, fournissant des analyses et des recommandations pour améliorer l'efficacité des machines et réduire les temps d'arrêt / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

#DURÉE D'USAGE

7.3.2 Comment privilégier le réemploi et le reconditionnement ?

Bonne pratique n° 133

Promouvoir les avantages économiques et environnementaux du remanufacturing

TRANSFORMATION

France Nature Environnement : initiatives pour informer et éduquer le public sur les bénéfices économiques et écologiques du remanufacturing, encourageant la réutilisation et la réduction des déchets / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

GreenFlex : projets et actions visant à intégrer le remanufacturing dans les stratégies des entreprises, améliorant ainsi leur performance environnementale et économique / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

Étude de l'ADEME sur la remanufacture : propose un état des lieux de la remanufacture en France, encourage ce procédé industriel et présente plusieurs études de cas illustrant les bénéfices économiques et environnementaux du remanufacturing / ***INSTITUTION***

Zero Waste France : campagnes pour promouvoir le remanufacturing comme solution durable et rentable, réduisant les impacts environnementaux liés à la production de nouveaux produits / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

#DURÉE D'USAGE

Bonne pratique n° 134

Organiser des bourses d'échange d'équipements agricoles

TRANSFORMATION

Agri-échange - plateforme d'échange d'équipements agricoles : publication d'annonces en ligne pour échanger, vendre ou acheter des équipements agricoles d'occasion / ***PRODUCTEUR***

Foires et salons agricoles – SIMA, Barcelonne du Gers : événements annuels où les agriculteurs peuvent acheter, vendre ou échanger du matériel agricole, neuf et d'occasion / ***PRODUCTEUR***

#DURÉE D'USAGE

Bonne pratique n° 135 — **Développer des services pour faciliter le réemploi**

TRANSFORMATION

Eternity Systems : lavage industriel des emballages réutilisables, pour l'augmentation de la productivité, la qualité et la traçabilité des emballages tout en réduisant leur impact environnemental / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

Uzaje : lavage de contenants pour la restauration et les industriels de l'alimentaire / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

Buddie-Pack - travaux du LNE, IPC et CTCPA : ces organisations travaillent sur des projets comme le consortium, visant à développer des solutions de réemploi des emballages pour différents secteurs industriels / ***INSTITUTION***

#DURÉE D'USAGE

Bonne pratique n° 136 — **Créer des filières de reconditionnement**

TRANSFORMATION

Vesto : reconditionnement de matériel de restauration professionnelle : collecte, test, réparation et remise à neuf des équipements (fours, réfrigérateurs, friteuses, lave-vaisselle) pour les remettre sur le marché / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

Fésia, filiale du Groupe Bobet : fournisseur d'équipements industriels qui inclut une activité de reconditionnement. Cette activité couvre le remplacement de pièces et les mises à jour logicielles pour prolonger la durée de vie des équipements industriels, particulièrement dans le secteur agroalimentaire / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

#DURÉE D'USAGE

7.4 Valoriser les #DÉCHETS ALIMENTAIRES

Les déchets alimentaires incluent tous les restes et rebuts de nourriture provenant des activités agricoles, de la transformation, de la distribution et de la consommation. En France, environ 10 millions de tonnes de déchets alimentaires sont générées chaque année, dont 3 millions proviennent des ménages, 2 millions de la distribution, 1,5 million de la restauration et 3,5 millions de la production agricole et industrielle (ADEME). Ces chiffres illustrent la nécessité de mettre en place des systèmes efficaces de gestion et de valorisation des déchets alimentaires.

La valorisation des déchets agricoles et alimentaires implique leur transformation en ressources utiles, telles que le compost, l'énergie biomasse ou la méthanisation.

En transformant les déchets en ressources, les territoires peuvent boucler les cycles de production et de consommation, réduisant ainsi les déchets et le coût de leur traitement tout en augmentant l'efficacité des ressources. La production d'énergie à partir de la méthanisation des déchets alimentaires est un exemple clé : elle permet de produire du biogaz, qui peut être utilisé pour générer de l'électricité et de la chaleur, réduisant ainsi la dépendance aux énergies fossiles et soutenant une agriculture circulaire et résiliente. Un point d'attention toutefois : l'installation et l'utilisation de méthaniseurs ne doit pas engendrer de production dédiée à son fonctionnement afin de pas dénaturer le concept initial. La production de ressources pour la méthanisation ne doit donc pas être une fin en soi et la méthanisation doit uniquement permettre la valorisation de co-produits (fumier par exemple).

7.4.1 Comment valoriser les déchets agricoles et alimentaires ?

Bonne pratique n° 137 — **Veiller à l'application de la réglementation des seuils de traitement des biodéchets**

RÉSISTANCE

Loi Anti-gaspillage de 2020 : tri des biodéchets généralisé depuis 2024, avec obligation de valorisation dans des filières adaptées pour les « gros producteurs » / ***INSTITUTION***

Pour les particuliers : déploiement du compostage domestique, du compostage partagé et de collecte dédiée / ***CONSOMMATEUR***

#DÉCHETS ALIMENTAIRES

Bonne pratique n° 138 — **Valoriser les déchets organiques produits à chaque étape de la chaîne alimentaire**

ADAPTATION

La petite Boucle : projet de cyclo-logistique qui inclut la collecte de déchets organiques auprès des commerçants et restaurateurs pour les transformer en compost ou en biogaz / ***DISTRIBUTEUR***

Restaurant Engagé : label décerné aux restaurateurs qui adoptent des pratiques écoresponsables. Ce label encourage la réduction des déchets, l'approvisionnement local et la sensibilisation des clients à des pratiques durables / ***DISTRIBUTEUR***

#DÉCHETS ALIMENTAIRES

7.4.2 Comment développer la production d'énergies renouvelables à partir de déchets ?

Bonne pratique n° 139 — **Développer le compostage industriel**

TRANSFORMATION

Deltalys : valorisation des déchets organiques et filtration des biogaz. Solutions de compostage industriel qui transforment les déchets organiques en ressources valorisables / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

Waga Energy : technologies de valorisation des déchets organiques et de production de biogaz. Projets de compostage industriel pour transformer les déchets en énergie renouvelable et en compost / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

JUA : biomimétisme, innovation, intégration : technologie de traitement et valorisation biologique des déchets organiques / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

#DÉCHETS ALIMENTAIRES

Bonne pratique n° 140 — **Développer des unités de méthanisation**

TRANSFORMATION

La Métha des Bosquets : méthanisation portée par la CUMA des Bosquets et soutenue par la mairie de Bois-Héroult. 75 % des 26 000 tonnes de matières organiques proviennent de 11 fermes. Le reste émane d'entreprises locales (pulpes de betteraves déclassées d'Étrépagny, poussières de lin de la coopérative du Vert Galant, et céréales) / ***INSTITUTION & PRODUCTEUR***

Association des Agriculteurs Méthaniseurs de France (AAMF) : accompagnement des agriculteurs pour l'installation de méthaniseurs / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

#DÉCHETS ALIMENTAIRES

8 Mobiliser l'#INGÉNIERIE aux différentes #ÉCHELLES TERRITORIALES

L'ingénierie territoriale pour la résilience alimentaire est la démarche d'accompagnement d'un territoire et de ses acteurs pour mettre en œuvre des solutions collectives permettant au système alimentaire de résister à des chocs et des perturbations.

Elle implique tous les acteurs de la chaîne alimentaire, publics et privés, sur un périmètre territorial défini par les interactions et les volontés des acteurs. Un territoire est un construit social, caractérisé par les interdépendances entre ses acteurs, avec des frontières évolutives et des niveaux multiples de gouvernance. La détermination du périmètre territorial est une étape essentielle pour le déploiement efficace de l'ingénierie territoriale dans une démarche de Responsabilité Territoriale des Entreprises.

L'ingénierie territoriale est fondamentale pour la résilience alimentaire car elle permet de structurer des réponses collectives et économiquement viables face aux défis alimentaires. En partageant un état des lieux face à des scénarios de perturbations spécifiques, les acteurs peuvent impulser une dynamique d'intelligence collective. Cela inclut le recensement et la mobilisation des solutions existantes, ainsi que l'innovation lorsque nécessaire. Une démarche de progrès est adoptée, mesurée avec des indicateurs appropriés, et soutenue par des financements adéquats. La gouvernance partagée des projets permet de coordonner efficacement les efforts et d'assurer la durabilité des solutions mises en place.

L'ingénierie territoriale s'inscrit dans le cadre politique et réglementaire actuel. On peut par exemple citer deux cadres importants en France : les PAT *(Projets Alimentaires Territoriaux)* et la PAC *(Politique Agricole Commune)* européenne.

- Les PAT sont un dispositif national visant à structurer et coordonner les initiatives locales pour renforcer la résilience alimentaire des territoires en répondant aux besoins spécifiques des communautés locales.

- La PAC est une politique européenne proposant un cadre politique et financier indispensable à la production agricole française.

L'ingénierie territoriale, en s'intégrant dans ces cadres, permet de synchroniser les efforts locaux, régionaux, nationaux et européens, favorisant ainsi l'innovation structurelle et la mobilisation des financements nécessaires.

Travailler à différentes échelles territoriales, des communes aux instances européennes, est fondamental pour une gouvernance inclusive et participative, permettant de créer des systèmes alimentaires robustes et durables. Ainsi, l'ingénierie territoriale contribue à la cohérence et à l'efficacité des politiques publiques, en harmonisant les actions locales avec les stratégies nationales et européennes.

#INGÉNIERIE #ÉCHELLES TERRITORIALES #RESPONSABILITÉ TERRITORIALE DES ENTREPRISES #CONSTAT #DIAGNOSTIC #SOLUTIONS EXISTANTES #INNOVATION #MESURE #FINANCEMENT #GOUVERNANCE

8.1 Poser un #CONSTAT commun

Poser un constat commun implique l'établissement d'un diagnostic partagé à l'échelle territoriale retenue. Cette démarche comprend des modélisations du système alimentaire territorial actuel et l'élaboration de scénarios prospectifs concernant les évolutions sociétales, économiques, technologiques et environnementales à venir. Elle nécessite la collaboration entre différents acteurs pour parvenir à une vision cohérente et collective. Ce diagnostic inclut l'évaluation des flux alimentaires, les possibilités de relocalisation, l'analyse des ressources locales telles que l'eau et la matière organique disponibles, ainsi que l'identification des zones propices à de nouvelles productions agricoles en fonction du changement climatique.

Cette première étape de diagnostic est essentielle à la mise en place d'une stratégie territoriale visant la résilience alimentaire. Un diagnostic commun permet de mieux comprendre les vulnérabilités et les forces du système alimentaire local et d'anticiper les risques. En confrontant le diagnostic actuel à des scénarios prospectifs, les territoires peuvent planifier des actions pour, par exemple : limiter les effets des îlots de chaleur, gérer les ressources en eau face au changement climatique, et choisir les espèces agricoles les plus adaptées aux évolutions prévisibles de pluviométrie et de températures. Cela facilite la mise en place de stratégies adaptées, assurant une réponse coordonnée et efficace face aux crises.

Bonne pratique n° 141 — **Établir un diagnostic à une échelle territoriale pertinente**

TRANSFORMATION

DIAGNOSTIC de vulnérabilité climatique - ADEME : s'adresse aux collectivités territoriales souhaitant analyser l'impact du changement climatique. Au travers de 5 expériences, l'analyse porte sur l'organisation des diagnostics, les ressources mobilisées, l'exposition au climat passé et au climat futur, ainsi que la hiérarchisation de la vulnérabilité du territoire / ***INSTITUTION***	***DIAGNOSTIC*** d'Equité Alimentaire Territoriale - Territoires de Démocratie Alimentaire : outil de diagnostic et de dialogue territorial autour de la qualité de l'accès d'une population donnée à une offre alimentaire durable aboutissant à des recommandations opérationnelles d'aménagement du paysage alimentaire concerné / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***	**#CONSTAT**
DIAGNOSTIC Observatoire National de la Biodiversité - carte des pressions sur la biodiversité : identifie les menaces telles que la destruction des milieux, la fragmentation des habitats, la pollution de l'air et de l'eau, la surexploitation des ressources naturelles, l'introduction d'espèces invasives et le changement climatique. Elle permet de visualiser l'impact cumulé de ces pressions sur les écosystèmes / ***INSTITUTION***	***DIAGNOSTIC*** Calculatrice de la résilience alimentaire - Vertigo Lab : modélisation de la surface agricole nécessaire pour couvrir les besoins d'une population, et modélisation des flux alimentaires à l'échelle d'un territoire permettant d'identifier les dépendances, les flux entrants et sortants, pour les différents maillons du système alimentaire / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***	
DIAGNOSTIC Territoires Fertiles : né de l'union de CRaTer (Greniers d'Abondance) et Parcel : plateforme de diagnostic et méthodologie pour évaluer l'empreinte alimentaire et agricole d'un territoire / ***SOCIÉTÉ CIVILE***	Études de l'ADEME sur les diagnostics des systèmes alimentaires des régions PACA, Occitanie et Normandie / ***INSTITUTION***	
Région Nouvelle-Aquitaine : Séréalina - Diagnostic de durabilité et résilience alimentaire ADEME / ***INSTITUTION & FOURNISSEUR DE RESSOURCES***	**Ville de Bordeaux** : diagnostic de résilience alimentaire et de modélisation des flux alimentaires du territoire par Vertigo Lab et Let's Food / ***INSTITUTION & FOURNISSEUR DE RESSOURCES***	
Ville de Beauvais : utilisation du diagnostic CRATer / ***INSTITUTION & SOCIÉTÉ CIVILE***		

Bonne pratique n° 142	Réaliser des scénarios prospectifs incluant des ruptures dans le système alimentaire — ADAPTATION	
SCENARIO : Afterres 2050 de Solagro : scénario de réponse aux enjeux locaux et mondiaux, permettant de chiffrer les trajectoires de transition avec 2 axes de travail : l'évolution du régime alimentaire des habitants, et l'évolution des productions et des modes de productions agricoles / ***SOCIÉTÉ CIVILE***	***SCENARIO*** : MAELIA : plateforme de modélisation et évaluation de la transition agroécologique et bioéconomique des territoires. Émanant des travaux de l'INRAE, elle permet d'évaluer les impacts environnementaux, économiques et sociaux des changements combinés d'activités agricoles, de transformation et recyclage des biomasses, de mode de gestion des ressources naturelles et des changements globaux / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***	#CONSTAT
SCENARIO TYFA de l'IDDRI et de l'AScA : scénario du même type que Afterres 2050 à l'échelle européenne / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***		
DOCUMENTATION : ATLASS II volet 2 : ateliers et serious game dans les territoires sur la prospective et la préparation face aux crises à venir / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***	***DOCUMENTATION*** : 5 scénarios prospectifs contrastés pour l'agriculture bretonne en 2040 étudiés par la Chambre d'Agriculture de Bretagne en 2022 / ***INSTITUTION***	
DOCUMENTATION : Scénario d'alimentation durable de la commission du Eat-Lancet / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***	***DOCUMENTATION*** : Scénarios du Centre d'études et de prospectives du Ministère de l'Agriculture / ***INSTITUTION***	
DOCUMENTATION : Scénario Transitions 2050 de l'ADEME / ***INSTITUTION***		

8.2 Impulser une dynamique d'intelligence collective aux différentes #ÉCHELLES TERRITORIALES

L'intelligence collective repose sur la mobilisation de toutes les parties prenantes d'un territoire, incluant producteurs, consommateurs, entreprises, collectivités, associations et experts. Elle suppose l'utilisation de méthodes participatives pour faciliter l'innovation et la coopération à différentes échelles territoriales. Cette approche permet de capter et de valoriser les savoir-faire, les expériences et les idées de chaque acteur, favorisant ainsi une compréhension commune des enjeux et des opportunités du territoire.

L'intelligence collective facilite la mise en place de démarches collectives et inclusives ainsi qu'un modèle économique orienté vers le service et la coopération. En impliquant tous les acteurs, elle assure une diversité de perspectives et de savoir-faire, augmentant la capacité du territoire à s'adapter et à surmonter les défis.

Les Projets Alimentaires Territoriaux (PAT) sont un bon exemple de cette dynamique. Ils visent à mettre en œuvre des circuits de proximité, basés sur une production agroécologique et une capacité de transformation locale renforcée. Leur objectif est de développer une offre alimentaire locale et de qualité, et de créer de l'activité économique tout en s'adaptant aux spécificités locales.

Bonne pratique n° 143 — Identifier les PAT et les projets existants, et cartographier les acteurs clés

ADAPTATION

France PAT : recense les acteurs engagés dans les PAT. Permet de visualiser les initiatives locales visant à renforcer les systèmes alimentaires durables et à connecter les producteurs, les consommateurs et les institutions / ***INSTITUTION***

#ÉCHELLES TERRITORIALES

Bonne pratique n° 144 — Mobiliser les parties prenantes

TRANSFORMATION

Table Commune : groupement de municipalités et d'acteurs situés principalement en Seine-Saint-Denis et dans le nord de Paris. Vise à renforcer la coopération entre les communes pour améliorer la qualité et la durabilité de la restauration collective locale / ***INSTITUTION***

Porc noir de Bigorre : structuration de la filière du Porc noir de Bigorre, un produit traditionnel et de qualité, en organisant les producteurs et les transformateurs pour répondre à la demande tout en respectant les méthodes d'élevage traditionnelles et durables / ***PRODUCTEUR***

Dijon Métropole, projet de transition alimentaire « Prodij » : mobilisation des citoyens pour définir les critères de « Mon Restau Responsable® » et « ma ferme responsable ». Ateliers participatifs et consultations pour des standards de durabilité et de responsabilité / ***INSTITUTION***

PAT Presqu'île Brière Estuaires : implique l'adhésion des restaurants à la démarche de progrès « Mon Restau Responsable® » pour améliorer la qualité et la traçabilité des aliments (démarche créée par FNH (Fondation pour la Nature et l'Homme) et Restau'co) / ***INSTITUTION***

PAT du cirque de Mafate (Parc national de La Réunion) : pour une agriculture durable dans le cirque de Mafate, une zone isolée du Parc national de La Réunion. Il inclut des initiatives de production locale et de circuits courts / ***INSTITUTION*** / ***Outre-mer***

#ÉCHELLES TERRITORIALES

Bonne pratique n° 145 — Faciliter et animer les liens entre les acteurs avec des méthodes participatives ou des prestataires tiers

ADAPTATION

Guide de méthodes participatives par la Fondation Roi Baudoin : 13 méthodes participatives sont détaillées (World Café, Focus Group), panorama de 50 autres techniques, critères de réussite, exemples de bonnes pratiques, et conseils pour éviter les pièges courants / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

Méthode Lego® : utilise les briques Lego® pour encourager la participation de tous. Facilite l'innovation en visualisant et construisant ensemble des solutions concrètes / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

Manger du Sens : méthodes participatives digitales et atelier en présentiel pour améliorer l'implication des parties prenantes et maximiser l'engagement et la co-création / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

#ÉCHELLES TERRITORIALES

8.3 Mobiliser les #SOLUTIONS EXISTANTES et #INNOVER

Mobiliser les solutions existantes consiste à recenser et s'inspirer des expériences réussies, des travaux académiques et des solutions déjà mises en œuvre. Capitaliser sur les initiatives en place permet de tirer parti des diagnostics territoriaux, d'élaborer des scénarios prospectifs et d'identifier les pratiques éprouvées qui peuvent être adaptées à de nouveaux contextes.

Encourager l'innovation, après avoir mobilisé les solutions existantes, permet de créer des réponses adaptées aux spécificités et aux enjeux de chaque territoire. L'innovation peut combler les lacunes des pratiques actuelles et proposer de nouveaux modèles sociétaux qui renforcent la résilience alimentaire. Par exemple, des technologies de pointe comme l'agriculture de précision et les systèmes de gestion de l'eau intelligents peuvent être intégrés avec des pratiques traditionnelles pour améliorer l'efficacité et la durabilité.

En combinant la capitalisation sur les initiatives en place et l'encouragement de l'innovation, les territoires peuvent développer des systèmes alimentaires plus robustes et durables.

Bonne pratique n° 146 — **Recenser et s'inspirer des expériences, des travaux académiques et des solutions existantes**

ADAPTATION

Résolis : observatoire d'initiatives internationales sociales et environnementales / ***SOCIÉTÉ CIVILE***	Let's Food : centre de ressources de 400 initiatives alimentaires provenant de collectivités, entreprises, associations, citoyens et universités, en France et à l'international / ***SOCIÉTÉ CIVILE***	**#SOLUTIONS EXISTANTES #INNOVER**
CNRA (Conseil National pour la Résilience Alimentaire) : rassemble et fait collaborer tous les maillons du système alimentaire pour renforcer la résilience alimentaire des territoires. Il offre des outils opérationnels et des formations pour pousser les acteurs à l'action / ***SOCIÉTÉ CIVILE***	Réseau Mixte Technologique Alimentation locale : réunion d'experts du développement, de la formation et de la recherche pour produire de l'expertise collective, des outils, des contenus de formation et des recommandations pour l'action publique. L'un de ses axes de travail porte sur la résilience alimentaire / ***INSTITUTION***	

Bonne pratique n° 147 — **Impulser si besoin des démarches d'innovation**

TRANSFORMATION

Offre Territoires Conseil - Banque des Territoires : gamme complète de services pour accompagner les collectivités territoriales : solutions de financement, conseils en ingénierie, cofinancement d'études et la maîtrise d'ouvrage / ***FINANCEUR***	CIRIDD (Centre International de Ressources et d'Innovation pour le Développement Durable) : promotion d'un développement soutenable, fondé sur la coopération au sein des organisations, des territoires et des filières / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***	**#SOLUTIONS EXISTANTES #INNOVER**

8.4 S'inscrire dans une démarche de progrès et #MESURER avec les bons indicateurs

S'inscrire dans une démarche de progrès consiste à fixer des objectifs clairs et mesurables, à coconstruire un dispositif d'évaluation et à ajuster les actions en fonction des résultats obtenus. Cette approche repose sur l'utilisation d'indicateurs pertinents permettant de suivre l'évolution des initiatives et d'améliorer continuellement les pratiques.

Une démarche de progrès continue et bien évaluée permet d'adapter les stratégies et les actions en fonction des résultats obtenus. En utilisant des indicateurs précis, les territoires peuvent mesurer l'impact de leurs initiatives, identifier les domaines nécessitant des ajustements et partager les bonnes pratiques. Cette amélioration continue permet de créer des modèles réplicables. Par exemple, les indicateurs peuvent inclure la réduction des déchets alimentaires, l'augmentation de la production locale durable ou l'amélioration de l'accès à une alimentation saine.

Dans ce domaine de l'évaluation, deux outils sont particulièrement prometteurs, mais encore à l'état expérimental. C'est pourquoi ils ne sont pas indiqués dans la liste des outils mis en avant. Il s'agit de :

1. La Comptabilité double-matérialité des entreprises : ce concept vise la transformation des entreprises et leur reporting de durabilité selon la matérialité financière et la matérialité d'impact social et environnemental, en application de la directive européenne CSRD (Corporate Sustainable Reporting Directive) de 2022. Des méthodes sont en cours de développement, comme la méthode C.A.R.E. (Comprehensive Accounting in Respect of Ecology) pour faire évoluer les normes comptables dans l'objectif de compenser les dettes sociales et environnementales des entreprises.

2. L'ACV (Analyse du Cycle de Vie) territoriale, développée par l'INRAE et visant à évaluer la pression environnementale sur le territoire, par exemple d'une filière de production.

Bonne pratique n° 148

Coconstruire la vision, l'ambition, la stratégie, les objectifs et le plan d'action avec l'ensemble des parties prenantes (dont scientifiques et experts)

TRANSFORMATION

Pays et Quartiers de Nouvelle-Aquitaine : élaboration d'une grille d'auto-évaluation de l'utilité sociale et écologique des initiatives alimentaires durables et solidaires / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***	Syalinnov : évaluation complète des impacts environnementaux et sociaux du PAT de Mouans-Sartoux via la méthode Syalinnov, l'outil Crater et l'ACV territorial / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***
VitiREV : projet qui vise à transformer la viticulture en Nouvelle-Aquitaine en intégrant des pratiques agroécologiques. Il fixe des objectifs pour réduire l'impact environnemental de la viticulture et promouvoir une production plus durable / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***	

#MESURER

Bonne pratique n° 149	Définir et évaluer les objectifs à atteindre — TRANSFORMATION	
Évaluation des Projets Alimentaires Territoriaux (PAT) : l'étude de l'ADEME de 2023 a recensé plusieurs méthodes d'évaluation pertinentes : méthode Syalinnov de TERO (coopérative d'experts), méthode Orsat des Greniers d'Abondance, méthode Urbal du Cirad, approche orientée changement, méthode d'autoévaluation environnementale du Cerema et du CGDD / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES & INSTITUTION***	**Indicateurs issus des outils de diagnostics** de résilience alimentaire : CRATER, Utopies, Le Basic, Baromètre pour la résilience alimentaire (CNRA) / ***SOCIÉTÉ CIVILE & FOURNISSEUR DE RESSOURCES***	#MESURER
Évaluation des démarches de RSE des entreprises et des organisations : avec la norme ISO 26000 et plus spécifiquement la norme ISO 26030 sur la chaîne alimentaire, avec 3 niveaux de maturité croissante / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***	Label territoires BIO engagés : démarche de labellisation qui valorise l'engagement des collectivités territoriales pour le développement de l'agriculture biologique / ***INSTITUTION***	

8.5 Mobiliser un niveau de #FINANCEMENT à la hauteur des enjeux

Mobiliser les financements nécessaires implique de définir une stratégie financière, de recenser les leviers disponibles et d'explorer de nouveaux modèles économiques. Cela inclut la sécurisation des ressources financières pour l'animation et la mise en œuvre des plans d'action, la création de fonds de soutien spécifiques, et le développement de partenariats public-privé.

Une stratégie financière bien conçue permet de garantir les ressources nécessaires pour les projets, incluant plan d'action et ingénierie d'animation et assure ainsi leur pérennité et leur impact à long terme. En développant des partenariats public-privé et en accédant à des fonds de soutien spécifiques, les territoires peuvent mieux répondre aux enjeux économiques, environnementaux et sociaux.

Les labels et marques peuvent, sous certaines conditions, déployer de nouveaux modèles économiques viables. Ce guide ne pourra pas tous les aborder.

NB : par exemple, en France, des initiatives telles que les fonds européens FEADER et le Plan de Relance Agricole offrent des financements substantiels pour soutenir les projets de résilience alimentaire.

Bonne pratique n° 150

Recenser les leviers de financement accessibles aux porteurs de projet

ADAPTATION

Infographie non-exhaustive présentant les catégories d'acteurs et de programmes de financement accessibles aux porteurs de projet (acteurs privés, publics, citoyens, agriculteurs) contribuant à la résilience alimentaire de leur territoire. La présentation est organisée selon les types de financements (subventions, dettes, fonds propres), le niveau de maturité des projets et les types de besoins exprimés (ingénierie, fonctionnement, investissement).

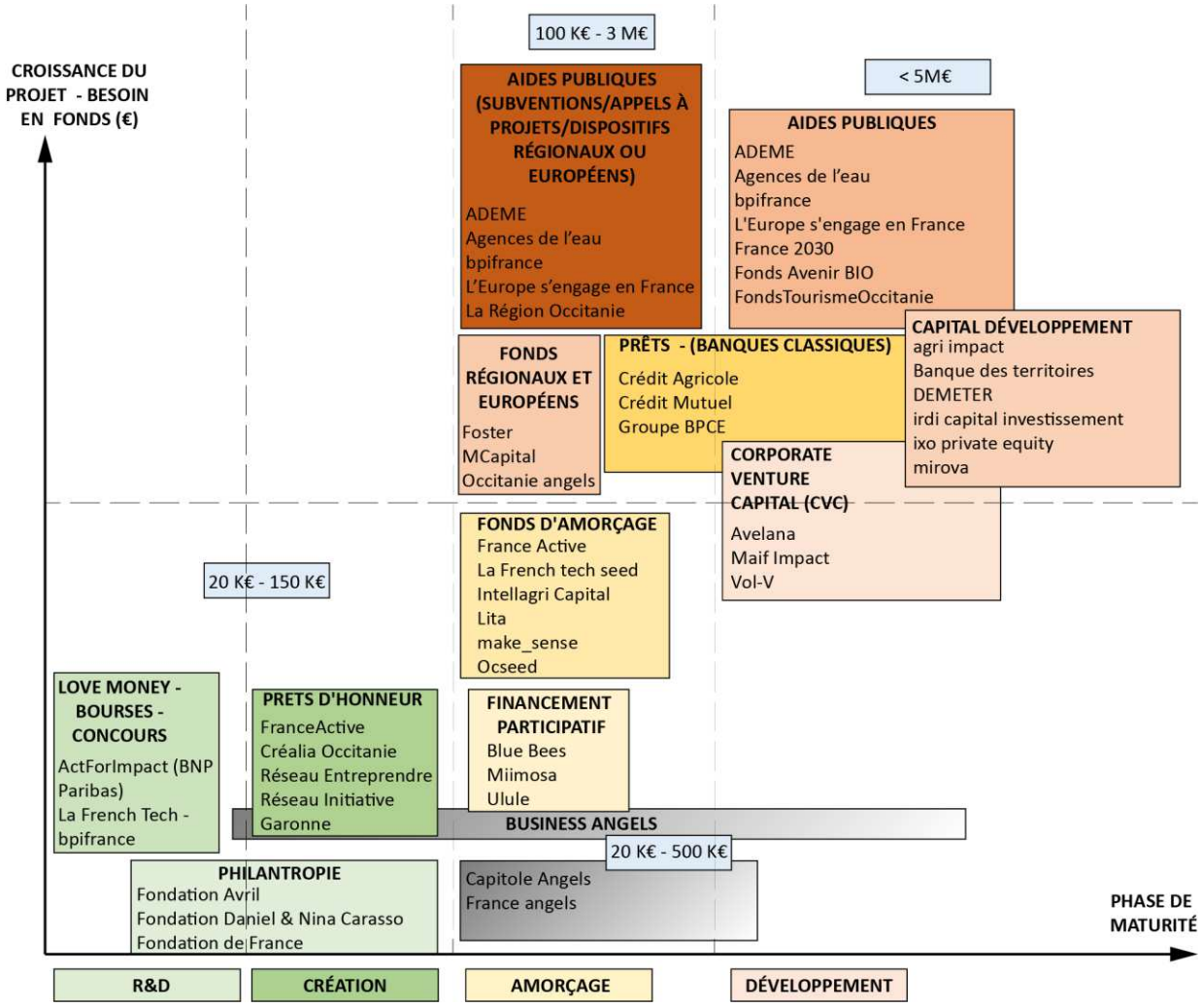


Figure 7 : Leviers de financement de projet selon la phase de maturité, les besoins en fonds et les types de financement

Tableau 1 : Liste alphabétique des structures présentées dans la figure 7 et liens vers leur site internet

ActForImpact (BNP Paribas)	Créalia Occitanie	Foster	La French tech seed	Occitanie angels
ADEME	Crédit Agricole	France 2030	La Région Occitanie	Ocseed
Agences de l'eau	Crédit Mutuel	France Active	L'Europe s'engage en France	Réseau Entreprendre
agri impact	DEMETER	France angels	Lita	Réseau Initiative Garonne
Avelana	Fondation Avril	Groupe BPCE	Maif Impact	Ulule
Banque des territoires	Fondation Daniel & Nina Carasso	Intellagri Capital	Make_sense	Vol-V
Blue Bees	Fondation de France	irdi capital investissement	MCapital	/
bpifrance	Fonds Avenir BIO	ixo private equity	Miimosa	/
Capitole Angels	FondsTourismeOccitanie	La French Tech - bpifrance	mirova	/

Bonne pratique n° 151 — **Co-définir une stratégie de financement qui favorise l'autonomie financière sur le territoire**

TRANSFORMATION

France PAT - Guide méthodologique « Construire une stratégie de financement d'un PAT » (juin 2018) : guide sur le financement des PAT pour assurer leur pérennité, incluant deux axes : les dispositifs financiers et la construction de la stratégie / ***INSTITUTION***

Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin : lancement d'un AMI (Appel à Manifestation d'Intérêt) de 50 k€ sur fonds propres pour financer des projets qui participent à la transition agricole et alimentaire / ***INSTITUTION***

#FINANCEMENT

Bonne pratique n° 152 — **Imaginer, expérimenter et déployer de nouveaux modèles économiques à impact viables**

TRANSFORMATION

RESAN : micro-ateliers de transformation agroalimentaire à la ferme. RESAN travaille, avec des partenaires sur la chaîne de valeur (grossistes, distributeurs, collectivités, industriels etc.) à revoir l'affectation de ces coûts et l'adéquation entre risque et revenu potentiel pour chaque acteur de la chaîne de valeur / ***TRANSFORMATEUR***

Foodbiome : entreprise à mission œuvrant pour la transition alimentaire et agroécologique notamment en développant le concept de mise en réseau à l'échelle nationale des outils de transformation locaux pour mutualiser les fonctions supports afin d'accroitre leur rentabilité / ***FOURNISSEUR DE RESSOURCES***

#FINANCEMENT

8.6 Déployer une #GOUVERNANCE partagée des projets

La gouvernance partagée des projets repose sur l'organisation et la structuration de l'implication des acteurs locaux dans la prise de décision. Elle vise à maximiser l'impact en assurant une gestion inclusive et participative.

La démocratie alimentaire, quant à elle, est un concept qui prône l'implication de tous les citoyens dans les décisions concernant la production, la distribution et la consommation alimentaires. Cette approche favorise la transition vers des systèmes alimentaires équitables, durables et répondant aux besoins de la communauté.

La gouvernance partagée est essentielle pour la résilience alimentaire car elle assure une meilleure coordination et une implication active de tous les acteurs, renforçant ainsi la légitimité et l'efficacité des projets. En mobilisant les compétences et les ressources locales de manière cohérente et inclusive, elle permet de construire des solutions adaptées aux spécificités locales. En s'appuyant sur la démocratie alimentaire, la gouvernance partagée veille à ce que les décisions soient transparentes et que les initiatives bénéficient d'un soutien large, fondamental pour la durabilité, l'acceptation et l'engagement dans les projets.

Bonne pratique n° 153 — Organiser et structurer l'implication et la prise de décision des acteurs

TRANSFORMATION

France PAT : offre des ressources et références pour aider les collectivités et les acteurs locaux à structurer et animer leurs Projets Alimentaires Territoriaux. Ce réseau facilite le partage de bonnes pratiques et de méthodologies pour améliorer la résilience alimentaire des territoires / ***INSTITUTION***

Collectif Nourrir : regroupe divers acteurs pour promouvoir une alimentation durable et résiliente. Il travaille sur la structuration des réseaux alimentaires locaux en impliquant étroitement les communautés locales dans la prise de décision / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

Conseil local de l'alimentation du pays des châteaux : exemple concret de démocratie alimentaire où un conseil local de l'alimentation est mis en place pour coordonner les efforts entre les producteurs, les consommateurs et les collectivités, afin de promouvoir une alimentation locale et durable / ***INSTITUTION***

#GOUVERNANCE

Bonne pratique n° 154 — Aider à innover sur de nouveaux types de gouvernance à impact

TRANSFORMATION

La Manufacture des Jeunes Pousses : consortium de 6 acteurs de la terre à la terre - pépinière agroécologique, transformateurs, logistique du dernier km et acteurs du compostage travaillent ensemble pour apporter des solutions collectives répondant aux enjeux de transition alimentaire du Pays de Saint-Malo / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

La SAS Coopérative fABrique à Sucre : accompagnée par « Bio en Hauts-de-France » pour la création d'une micro-sucrerie alternative composée de 3 collèges réunissant 15 partenaires : producteurs, utilisateurs, partenaires / ***TRANSFORMATEUR***

La SAS collective Abattoir des Landes d'Hagetmau (Landes) : composée d'éleveurs et de bouchers pour la reprise de l'abattoir municipal / ***TRANSFORMATEUR***

#GOUVERNANCE

Bonne pratique n° 155 — S'appuyer sur la démocratie alimentaire

TRANSFORMATION

Livre Blanc du programme TETRAA « Démocratie alimentaire, gouvernance et mobilisation » : recommandations et outils pour améliorer la gouvernance alimentaire territoriale, en mettant l'accent sur l'inclusion de tous les acteurs, y compris les consommateurs et la société civile / ***INSTITUTION***

MAD (Maison de l'Alimentation Durable) : développé par l'association MADABREST, tiers-lieu nourricier comme espace de démocratie alimentaire, espace neutre de débat entre différentes parties prenantes autour des enjeux agricoles et alimentaires / ***SOCIÉTÉ CIVILE***

Guide « Pour des territoires de démocratie alimentaire » : coconstruire un Projet Alimentaire Territorial (ANPP, TDA 2024) / ***INSTITUTION***

#GOUVERNANCE

9 Se former sur les sujets liés à la résilience alimentaire des territoires #FORMATION

La formation aux enjeux pour la résilience alimentaire des territoires est fondamentale à différents égards. Elle est tout d'abord indispensable pour préparer les enfants, futurs adultes, à adopter des comportements alimentaires sains. En outre, la formation continue des acteurs des systèmes alimentaires leur permet de s'adapter aux nouvelles exigences et contraintes de la société et répondre à l'urgence climatique. Enfin, le contexte actuel rend indispensable une éducation qui favorise une participation citoyenne éclairée.

Dans la société civile, une prise de conscience croissante du rôle central de l'alimentation a conduit à une multiplication des initiatives de formation. L'alimentation n'est plus seulement un domaine réservé aux professionnels de santé, mais un besoin primaire au centre des enjeux sociétaux. La pandémie de COVID a cruellement mis en évidence l'impact de la précarité sur l'accès à l'alimentation.

La formation est donc indispensable à tous les niveaux du système alimentaire, pour tous les âges et dans tous les territoires, afin de répondre aux défis actuels et futurs de la résilience alimentaire.

Le tableau ci-dessous présente des exemples de formation selon le public concerné. Bien que non exhaustive, cette approche offre de nombreuses clés pour comprendre et agir.

PRODUCTEURS (AGRICULTEURS, PÊCHEURS) : Exploitants agricoles/Conseillers/Experts agricoles
> Se former à la conservation des sols (méthodes et techniques) Se former à l'agriculture de conservation des sols et aux nouvelles pratiques agronomiques par Novalis Terra Se former à la conservation des sols (méthodes et techniques) par le réseau Formabio Formation agroécologie et agroforesterie par Arbres et Paysage 32 (association dans le Gers) Préservation de la fertilité du sol et réduction de la dépendance aux engrais minéraux par l'institut technique agricole Arvalis
> Se former à l'agroécologie Initiation à l'Agroécologie par l'association Ver de Terre Formation en Agroforesterie par l'Association Française d'Agroforesterie Formation à l'Agrivoltaïsme par AS Développement Se former à la transition vers l'agroécologie par le centre de formation UniSpheres Scholae (exemple : formation sur les couverts végétaux) Formation sur mesure sur l'agroécologie et la permaculture par l'association Terre & Humanisme Formation à la permaculture par Alvéoles
> Se former et être accompagnés pour : *Mettre en place des ateliers partagés / Former l'ensemble des maillons et en particulier : les techniciens, les conseillers, les fournisseurs d'intrants et de matériel / Former sur la réglementation et la sécurité* Gestes et postures : sensibiliser les personnels aux conséquences et impacts durables sur la santé par La Croix Rouge Prévention des risques agricoles par la FTIRA Optimiser ses pratiques agricoles : Se situer pour améliorer les performances technico-économiques et environnementales de son exploitation par CERFRANCE - Seine Normandie
> Se former pour faire face aux évolutions environnementales, sociétales et technologiques Formation Atelier développement durable et réchauffement climatique par le CNFCE Formation RSE : Responsabilité sociétale et environnementale par le CNFCE Formation des entrepreneurs du vivant proposée par VIVEA

> Mettre à disposition des outils de calcul pour les agriculteurs

Formation « Prise en main de votre logiciel agricole » par l'entreprise SMAG
Formation « Construire des prix de vente rémunérateurs grâce au calcul de vos prix de revient » par AGROBIO-Bretagne
Ma calculette temps de travail par les Chambres d'Agriculture

> Accompagner les acteurs du système agricole vers des solutions qui préservent la vie et la fertilité des sols

Formation « Biologie des sols » par l'école du jardin planétaire (Lydia et Claude Bourguignon)
Webinaire RTTI « Fertilité des sols : la favoriser, la mesurer, la piloter » (oct 2022) par Terres Inovia
Formation « Comprendre son sol » par Phytosol
Comprendre et valoriser son analyse de sol pour augmenter sa fertilité par TERREOM
L'atelier des agriculteurs durables : production de contenus vidéos, photos et formations sur les sujets de « Régénérer la terre, les hommes & le vivant » par TerraVita Project

> Accompagner et former les agriculteurs pour produire des semences diversifiées

Produire des semences biologiques - plein champ par SEMAE Formation
Guide de formation sur la production des semences améliorées par le réseau FAR
Cycle de formations pour la production de semences maraîchères par l'association GRAB

> Se former sur les techniques de production de semences, en agriculture biologique, biocontrôle…

Guide pratique Produire des semences de céréales en agriculture biologique par FNAMS (Fédération Nationale des Agriculteurs Multiplicateurs de Semences)

> Promouvoir des formations à la réparation

Formations à la réparation d'équipements agricoles par l'ANEFA (Association Nationale pour l'Emploi et la Formation en Agriculture)

> Promouvoir des carrières agricoles attractives et viables afin d'attirer plus de jeunes vers ce secteur

CFA (Centre de Formation des Apprentis) par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat
Reconversion professionnelle : explorez les opportunités d'une carrière utile et innovante dans l'agriculture par l'ANEFA

ÉLUS ET COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

> Être sensibilisés à la résilience alimentaire et au rôle des collectivités territoriales dans l'alimentation

Formation approche territoriale de l'alimentation durable par KONCILIO
Formation - Gérer les risques qui pèsent sur l'alimentation à l'échelle du territoire par MauRésiAterre
Formation - Comment faire de l'Agriculture Urbaine un levier pour développer la résilience alimentaire ? par MauRésiAterre et Phacélie
Formation - Résilience alimentaire du territoire et sécurité civile par le Parc naturel régional du Luberon

> Coconstruire sa démarche alimentaire sur son territoire : *Former les élus des territoires pour intégrer les risques de rupture d'approvisionnement alimentaire*

Formation en ligne « Co-construire sa démarche alimentaire de territoire » par FUN (France Université Numérique)
Résilience Alimentaire et sécurité nationale par Stéphane LINOU
Webinaires « PAT et démocratie alimentaire » par le CNFPT (Centre National de la Fonction Publique Territoriale)

> Sensibiliser et informer les consommateurs : *Consommer de manière raisonnée (saisonnalité, coproduits, flux tendus, etc.), conserver et cuisiner, limiter le gaspillage*

Formation « S'initier à la cuisine pour le grand public » par Miam Nutrition

ENTREPRISES

> Former des acteurs de la restauration collective : *Végétalisation des menus, équilibre matière, ...*

Formation - Techniques culinaires, nutrition et animation par la SCIC Nourrir l'avenir
Formations destinées aux entreprises par le réseau Restau'co
Formations par Kalystia
Guide sur le menu végétarien par le CNRC (Conseil National De La Restauration Collective)
Formation CNFPT (Centre National de la Fonction Publique Territoriale)
Diversification des sources de protéines et menus végétariens par ma Cantine (Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire)
Se former au repas à l'hôpital par Restau'co

INSTITUTIONS

> Accompagner les OPA (Organisations Professionnelles Agricoles) : *Pour intégrer l'accompagnement des porteurs de projets innovants (formation, approche entrepreneuriale, décision politique…)*

Les Chambres d'Agriculture proposent un accompagnement des projets des collectivités et des territoires à travers des solutions globales et transversales prenant en compte les enjeux locaux via TERRALTO.

> Sensibiliser aux modèles de diversification (enseignement agricole, formateurs, OPA...)

Entreprendre une diversification agricole par la Chambre d'Agriculture d'Ile-de-France

CITOYENS - SOCIÉTÉ CIVILE

> Comprendre les enjeux de l'alimentation durable et augmenter ses compétences sur ce sujet

Comprendre les enjeux de l'alimentation durable par la fondation GOOD PLANET
Adopter des solutions responsables pour une alimentation durable par la SSHA/ISA (Société Scientifique d'Hygiène Alimentaire et d'Alimentation rationnelle de l'homme/Institut Supérieur de l'Alimentation)
Formation « Planet@liment » autour des enjeux de l'alimentation et son impact sociétal et environnemental par la délégation régionale Île-de-France de l'IRD (Institut de recherche pour le développement)
Les Fresques agri-alim et de l'alimentation

> Trouver des solutions face aux catastrophes naturelles et au climat (de la politique à la pratique)

B-A-BA du Climat et de la biodiversité par le CNED
Kit de formation aux enjeux climatiques par le RAC (Réseau Action Climat)
Appropriation du défi de l'urgence climatique avec La Fresque du climat
Apprendre à réduire ses émissions de gaz à effet de serre avec les ateliers 2 tonnes pour atteindre la cible des 2 tonnes de CO_2 par an et par personne issue de la COP21

> Se former au compostage

Prévention et gestion de proximité des biodéchets : plusieurs formations réparties sur le territoire français par le Réseau Compost Citoyen
ex : Guide du Composteur Parcours complet en relation avec l'association COMPOSTRI
Devenir guide-composteur : prévention et gestion de proximité des biodéchets par ADEME Formation

> Se former à la réduction du gaspillage alimentaire

Sensibilisation et mise en place de bonnes pratiques sur le sujet du gaspillage alimentaire par CERTISURE Formation
Réduire le gaspillage alimentaire et évoluer vers des systèmes alimentaires plus durables par AgroParisTech

> Se sensibiliser à la nutrition-santé

Comprendre les enjeux stratégiques et opérationnels de la relation santé-alimentation appliquée au secteur de l'agro-alimentaire par le CNAM (Conservatoire National des Arts et Métiers)
Sensibilisation à la nutrition et aux problèmes de nutrition par Sauve Performance
Les bases d'un bon équilibre alimentaire par le centre de formation C3S
Formations nutrition-santé par Promotion Santé Auvergne-Rhône-Alpes

> Se former aux circuits courts alimentaires

Recueil des formations existantes par le RMT Alimentation locale

TRANSVERSAL

> Se former à l'alimentation durable

Diplôme universitaire « Chef de projet en alimentation durable » par la ville de Mouans-Sartoux
Formation Alimentation Durable par la Fondation Good Planet

> Former au vivre ensemble, à la collaboration, à l'empathie, à l'écoute active, à la prise de décision en collectif, à tous les porteurs de projets collectifs : *Gestion de conflits et médiation / Communication non violente (CNV) / Collaboration et travail d'équipe*

Formation « Être acteur du dialogue entre agriculture et société (Communication positive) » pour les conseillers en lien direct avec les agriculteurs. Par RESOLIA
Apprendre à mieux vivre et gérer les tensions et les conflits par C'Com Formation
La Fresque du facteur humain par l'Université du Facteur Humain

> Gérer un projet entrepreneurial : *Cadre réglementaire et accès aux financements / Écosystème agricole et de l'innovation / Communication et plaidoyer*

PAI (Point d'Accueil Installation) : Information sur les démarches et orientation vers les prestataires d'accompagnement pour préparer un PPP (Plan de Professionnalisation Personnalisé)
PPP (Plan de Professionnalisation Personnalisé) : (exemple de l'Ile-de-France) accompagnement de projet de création/reprise d'entreprises en agriculture par les CEPPP (Centre d'Élaboration du Plan de Professionnalisation Personnalisé)
Accompagnement par les Chambres d'Agriculture sur le terrain et propositions de conseil, formation, services et solutions numériques par PROAGRI

> Se former au développement durable et à la responsabilité sociétale (RSE) : *Transition écologique et énergétique / Gestion de l'innovation / Transformation digitale*

« RSE & Agroalimentaire » MOOC (Massive open online course) par Agreenium (plateforme FUN)
Formations du CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement)
« Agriculture numérique, la découvrir et l'enseigner » par l'Institut Agro-Montpellier
Atelier des agricultures durables par TerraVitaProject
Formations au développement durable par la chaire UNESCO
Projet Life intégré ARTISAN par l'OFB

Conclusion

Ce guide de bonnes pratiques représente une pierre angulaire dans notre quête collective vers une alimentation résiliente et durable. Il est important de souligner que cet ensemble de pratiques exemplaires ne prétend pas être exhaustif, tout comme les exemples choisis ne sont qu'une illustration de la diversité des actions possibles.

Conçu pour être simple, clair et rapide à consulter, ce guide vise avant tout à inspirer l'action. Il nous encourage à mettre en œuvre ces pratiques sur le terrain et à les adapter à nos besoins locaux, tout en nous engageant dans une démarche collective d'amélioration continue.

Nous envisageons de proposer ce guide au niveau européen afin d'élargir son impact et encourager une collaboration plus étroite entre les nations pour une alimentation saine et durable à l'échelle continentale.

Enfin, il est important de souligner que la résilience alimentaire ne concerne pas seulement la survie, mais aussi la prospérité et la sobriété, en lien avec le bien-être des communautés. En investissant dans des pratiques durables et en favorisant une alimentation saine et équilibrée, nous pouvons bâtir des sociétés plus résilientes, équitables et inclusives pour les générations d'aujourd'hui et de demain. Le CNRA s'engage à continuer à jouer un rôle central dans cette quête commune pour un avenir alimentaire plus sûr et soutenable, prospère et désirable.

« Les intentions pour faire un monde meilleur sont nombreuses.

Chacun dans son coin tente d'inventer ce monde meilleur, d'apporter des solutions, d'induire de nouveaux comportements.

Ce feu d'artifice d'idées dessine un monde aussi exaltant qu'anxiogène, parfois incompréhensible et surtout clivant.

Dans sa mission, le CNRA a toujours souhaité rassembler, faire travailler et réfléchir ensemble pour construire un avenir désirable commun.

Par la méthode employée, nous avons pris le parti d'impliquer un maximum de personnes volontaires, motivées et engagées dans ce travail assez singulier.

Ce guide n'est pas un guide d'experts qui imposerait des pratiques sans en comprendre l'intérêt. Il s'agit d'un guide élaboré en grande partie par le bon sens et le retour d'expérience de producteurs, transformateurs, logisticiens, enseignants, soignants, nutritionnistes, institutionnels, financiers et consommateurs.

Tous les maillons qui font la résilience alimentaire d'un pays, d'un territoire, d'une nation.

Un guide inspirant, permettant la mise en action et la contribution de tout le monde.

Comme un objet moderne, il se veut évolutif, vivant et pouvant recevoir au fil du temps les apports en nouveauté.

Plus qu'une simple intention, il souhaite surtout accompagner une prise de conscience et une mise en mouvement.

Comment terminer sans remercier toutes les personnes qui ont contribué à la rédaction de ce guide, les experts qui par leur relecture auront joué leur rôle de sages, les entreprises qui auront permis à leurs salariés de contribuer et à chacun d'entre vous d'avoir donné de votre précieux temps ?

Vous souhaitant ce guide inspirant ».

Bernard Ader

Président du CNRA

CONSEIL NATIONAL POUR LA RÉSILIENCE ALIMENTAIRE

Se saisir des notions-clés : glossaire

Les définitions issues de différentes organisations sont rassemblées ci-dessous par ordre alphabétique :

Accessibilité alimentaire

Source : Solidaris

En référence à la définition de la sécurité alimentaire, l'accessibilité alimentaire est, pour un individu, sa capacité à se procurer une nourriture suffisante, saine et nutritive lui permettant de satisfaire ses besoins énergétiques et ses préférences alimentaires pour mener une vie saine et active. L'accessibilité alimentaire peut être décomposée suivant différents déterminants : accessibilité financière et matérielle, accessibilité pratique, accessibilité via l'information, accessibilité sociale et culturelle, accessibilité psycho-sociale (expérience et compétence).

Aide alimentaire

Source : article L266-2 du Code de l'action sociale et des familles

« L'aide alimentaire a pour objet la fourniture de denrées alimentaires aux personnes en situation de vulnérabilité économique ou sociale, assortie de la proposition d'un accompagnement. Cette aide, qui vise à répondre aux besoins en volume, tout en prenant en compte, dans la mesure du possible, des critères de qualité des denrées alimentaires, est apportée tant par l'Union européenne que par l'État ou toute autre personne morale. »

Source : Avis n°91 – 10/2022 – Prévenir et lutter contre la précarité alimentaire – Conseil National de l'Alimentation

« La fourniture de denrées alimentaires aux personnes en situation de vulnérabilité économique ou sociale est directement financée par un fonds structurel européen (FEAD puis FSE+) conjointement avec l'État […]. S'y ajoutent des financements purement nationaux, le principal étant indirect, à travers les réductions d'impôts accordées principalement aux entreprises au titre des dons qu'elles effectuent au bénéfice d'associations habilitées à distribuer de l'aide alimentaire (environ 400 M€ par an). »

Régimes alimentaires durables

Source : FAO, Biodiversité et régimes alimentaires durables, 2010

« Les régimes alimentaires durables sont des régimes alimentaires ayant de faibles conséquences sur l'environnement, qui contribuent à la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi qu'à une vie saine pour les générations actuelles et futures. Les régimes alimentaires durables contribuent à protéger et à respecter la biodiversité et les écosystèmes, sont culturellement acceptables, économiquement équitables et accessibles, abordables, nutritionnellement sûrs et sains, et permettent d'optimiser les ressources naturelles et humaines ».

Résilience alimentaire

Source : Tendall et al., 2015

« La capacité, dans le temps, d'un système alimentaire et de toutes ses composantes à plusieurs niveaux, à fournir une nourriture suffisante, appropriée et saine à tous, même face à des perturbations diverses et imprévues ».

Source : INRAE

La résilience est un processus en trois étapes *(Folke et al., 2010 ; Béné et al, 2015)* :

- Résistance/absorption du choc : atténuer les effets lorsque celui-ci a lieu ;
- Adaptation au choc : maintenir les fonctions et ce, malgré la perturbation, en modifiant le fonctionnement du système ;
- Transformation du système : afin d'atténuer les prochaines perturbations et de limiter leur réalisation.

Sécurité alimentaire

Source : FAO – Sommet mondial de l'alimentation (1996)

« La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active. »

La **sécurité alimentaire** a longtemps été considérée comme une question d'adéquation entre l'offre et la demande alimentaires. Les politiques, pour l'atteindre, se résumaient à augmenter la production agricole et/ou à ralentir l'accroissement démographique. Cette conception a depuis fondamentalement évolué. C'est ce qu'exprime la définition proposée par la Conférence Mondiale de l'Alimentation de 1996. La sécurité alimentaire repose sur quatre piliers :

- **L'accès**, autrement dit la capacité de produire sa propre alimentation ou de l'acheter, et donc de disposer d'un pouvoir d'achat suffisant pour le faire ;
- **La disponibilité**, qui reste un problème dans les zones où la production alimentaire est insuffisante pour couvrir les besoins et qui interroge sur la capacité de charge de la planète pour nourrir une population croissante et de plus en plus gourmande ;
- **La qualité** de l'alimentation, des points de vue tant nutritionnel, sanitaire, sensoriel que socio-culturel : la sécurité alimentaire (« food security ») intègre ainsi la sécurité sanitaire ou la salubrité des aliments (« food safety ») ;
- La **régularité**, à la fois, des disponibilités, des moyens d'accès à l'alimentation et de sa qualité : ce quatrième pilier intègre donc la question de la nécessaire stabilité des prix et des revenus des populations vulnérables.

Souveraineté alimentaire

Source : Via Campesina (Sommet mondial de l'alimentation, Rome, 1996)

« La souveraineté alimentaire est le droit de chaque pays de maintenir et de développer sa propre capacité à produire son alimentation, facteur essentiel de la sécurité alimentaire au niveau national et communautaire, tout en respectant la diversité culturelle et agricole ».

Cette notion a été introduite à l'article L.1 du Code rural qui prévoit que les politiques en faveur de l'agriculture et de l'alimentation ont pour finalité « de sauvegarder et, pour les filières les plus à risque, de reconquérir la souveraineté alimentaire de la France et de promouvoir l'indépendance alimentaire de la France à l'international, en préservant son modèle agricole ainsi que la qualité et la sécurité de son alimentation et en préservant les agriculteurs de la concurrence déloyale de produits importés issus de systèmes de production ne respectant pas les normes imposées par la réglementation européenne ».

Systèmes alimentaires durables

Source : FAO-INRAE – Systèmes alimentaires durables – 2020

« **Un système alimentaire** comprend tous les éléments (ressources naturelles, personnes, intrants, processus, infrastructures, institutions, produits, etc.) et activités liées à la production, à la transformation, à la distribution, à la préparation et à la consommation des aliments et aux extrants de ces activités, y compris les impacts socio-économiques et environnementaux (HLPE, 2014) ». La gestion des déchets en fin de cycle est également considérée « comme un élément essentiel d'un système alimentaire ».

« **Un système alimentaire durable (SAD)** est un système alimentaire qui assure la sécurité alimentaire et la nutrition pour tous de manière à ne pas compromettre les bases économiques, sociales et environnementales de la sécurité alimentaire et de la nutrition des générations futures (HLPE, 2014) ».

Source : Avis n°90 « Nouveaux comportements alimentaires » du Conseil National de l'Alimentation (CNA), 2022

« Sur la base de la définition de la FAO, le CNA souhaite mettre en exergue l'importance des dimensions suivantes pour définir les systèmes alimentaires durables :

— **dimension santé humaine** : les systèmes alimentaires durables permettent l'accès pour tous et partout à une alimentation favorable à la santé et assurent la couverture des besoins nutritionnels ;

— **dimension santé et bien-être animal** : ils assurent la protection de la santé et du bien-être des animaux ;

— **dimension santé des écosystèmes** : ils intègrent les enjeux relatifs au changement climatique, à la santé des sols, à la préservation des ressources en eau, et à la perte de biodiversité ;

— **dimension économique et sociale** : ils assurent une juste rémunération des producteurs ainsi que des salariés de la chaîne alimentaire et garantissent un accès à une alimentation durable pour tous ;

— **dimension territoriale et participative** : ils se rapportent autant que possible géographiquement à un bassin de vie et son territoire proche et permettent aux populations qui y vivent de participer à la définition de leurs besoins et des moyens d'y répondre. »

Pour aller plus loin : ressources bibliographiques pratiques

A

ADEME, Diagnostic des systèmes alimentaires de plusieurs régions françaises, de leur durabilité et de leur résilience : région Hauts-de-France (2021), région Provence-Alpes-Côte d'Azur (2022), région Nouvelle-Aquitaine (2022), région Occitanie (2023), région Normandie (2023) *(et dernière étude à paraître)*.

ADEME, Démarches d'adaptation au changement climatique dans les secteurs agricole et forestier et leurs filières, 2022

ADEME, Empreinte énergétique et carbone de l'alimentation en France, 2019

ADEME, Freins et leviers pour une restauration collective scolaire plus durable, 2022

ADEME, Les quatre scénarios pour atteindre la neutralité carbone en 2050, 2021

AFNOR SPEC 2204, Label national « anti-gaspillage alimentaire » Référentiel distribution - Critères de labellisation, 2023

Association Française pour la Prévention des Catastrophes Naturelles et Technologiques (AFPCNT), La résilience alimentaire de ma commune en cas de catastrophe, 2024

Agence BIO, Portail de notification de l'ensemble des acteurs de l'agriculture biologique en France

Agence BIO, Annuaire officiel des professionnels du bio

Agence BIO, Les chiffres clés

ANPP - Territoires de projet (Association Nationale des Pôles territoriaux et des Pays), Faire Territoire : parions sur l'ingénierie de projet - Vade-mecum pour une ingénierie du développement local et des transitions, 2022

Arbre & Paysage 32, Arbre et Biodiversité, 2018

Assemblée nationale, Rapport d'information sur les circuits courts et la relocalisation des filières agricoles et alimentaires, N°2942, 2015

Association Française d'Agriculture Urbaine Professionnelle (AFAUP), Un BE nous dit que notre site est pollué, que devons-nous faire?

C

Cahiers de l'action (N°58), Relocaliser l'approvisionnement alimentaire en restauration collective - De l'enjeu logistique à l'enjeu éducatif, 2022

Centre Ressource du Développement Durable (cerdd), La résilience territoriale : enjeux et applications, 2021

Centre Technique Interprofessionnel des Fruits et Légumes (CTIFL), publications

Centre Technique Interprofessionnel des Fruits et Légumes (CTIFL), Présentation d'un modèle de circuit logistique, 2023

Caisse des Dépôts, Rendre nos territoires plus résilients en relocalisant notre alimentation, 2020

Rapport Pascal Canfin, Comment réussir la transition agro-écologique ?, 2023

Comité d'évaluation et de Contrôle des Politiques Publiques, Rapport d'information sur l'évaluation de l'alimentation saine et durable pour tous, N° 5130, 2022

Commission Aménagement du territoire et développement durable, Gestion durable de l'eau : l'urgence d'agir pour nos usages, nos territoires et notre environnement, 2023

Chaire TerrESS (Territoires de l'Economie Sociale et Solidaire), Le Livre Blanc de la Responsabilité Territoriale des Entreprises, 2022

Chaire TerrESS (Territoires de l'Economie Sociale et Solidaire), Agir pour la Responsabilité Territoriale des Entreprises, Région Nouvelle-Aquitaine, 2024

Chambre d'Agriculture Pays de la Loire, Quelle place pour l'agriculture dans une France aux ambitions d'atténuation du changement climatique ?, 2023

Yuna Chiffoleau, Catherine Darrot, Gilles Maréchal, Manger au temps du coronavirus, 2020

CIVAM et WWF, Un double enjeu de l'agriculture : rémunération de l'exploitant et respect de l'environnement - Exemple concret avec les systèmes laitiers herbagers – Exercice comptable 2015, 2020

Commission EAT-Lancet, Rapport de synthèse - Une alimentation saine issue de production durable - Alimentation Planète Santé

Commission Européenne, Ensuring global food supply and food security *(en anglais, traduction française disponible)*

Conseil économique, social et environnemental (CESE), Avis, Pour une alimentation durable ancrée dans les territoires, 2020

Coordination nationale des Conseils de développement, présentation d'un conseil de développement

Conseil National de l'Alimentation (CNA), Avis n°90 « Nouveaux comportements alimentaires », 2022

Conseil National de l'Alimentation (CNA), Avis n°91 « Prévenir et lutter contre la précarité alimentaire », 2022

D

Dictionnaire d'agroécologie

Dijon Métropole, Transition alimentaire : ProDij

F

FAO et INRAE, Systèmes alimentaires durables, Un manuel pour s'y retrouver, 2020

FEEF, Référentiel RSE PME+, 2022

Fermes d'Avenir, Fleur de l'agroécologie

Fondation de France, La responsabilité territoriale des entreprises : comment la philanthropie stratégique s'inscrit dans cette notion ?

France Stratégie, Pour une alimentation saine et durable - Rapport pour l'Assemblée nationale, 2021

G

Gouvernement français, Les 53 mesures du plan eau

Gouvernement français, Transition écologique des entreprises

Gouvernement français, site Biodiversité.gouv.fr

Gouvernement français, Site de la participation citoyenne

Groupe des Nations Unies pour le développement, Théorie du changement - Note d'orientation complémentaire relative aux PNUAD

I

Initiatives et Solutions Interculturelles (ISI), Comprendre les cycles hydrologiques et cultiver l'eau pour restaurer la fécondité des sols et prendre soin du climat, 2022

INRAE, Manger sain et durable, les fondamentaux, 2023

INRAE, Améliorer le bien-être des animaux dans les élevages : les actions d'INRAE

INRAE, De grands défis et des solutions pour l'élevage, 2019

INRAE, Sols urbains, environnement et santé. Repenser les usages, 2024

INRAE, Cultiver et protéger sans pesticides

Institut de l'Économie pour le Climat (I4CE), publications

Institut Montaigne, En campagne pour l'agriculture de demain - Propositions pour une souveraineté alimentaire durable, 2021

IPBES (Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques), Le dangereux déclin de la nature : Un taux d'extinction des espèces « sans précédent » et qui s'accélère, 2019

ISO (Organisation internationale de normalisation) : norme NF ISO/TS 26030, Responsabilité sociétale et développement durable - Lignes directrices pour l'utilisation de l'ISO 26000:2010 dans la chaîne alimentaire, 2020

ITAB (Institut de l'agriculture et de l'alimentation biologiques), Quantification des externalités de l'agriculture biologique, 2024

L

L'Atelier Paysan, Reprendre la terre aux machines, Manifeste pour une autonomie paysanne et alimentaire, 2021

La Banque Postale, Accès Territoires n°12, Subventions et investissement public local : de l'indépendance à l'interdépendance ?, 2023

Les Greniers d'Abondance, Vers la résilience alimentaire : faire face aux menaces globales à l'échelle des territoires, 2020

Les Greniers d'Abondance, Espace Collectivités

M

Maison d'Education à l'Alimentation Durable (MEAD), Mairie de Mouans-Sartoux, L'observatoire de la restauration durable

Sixtine Mazin, Quels effets de la pandémie de COVID 19 sur les systèmes alimentaires ? Diagnostic comparé dans 2 collectivités : Dinan Agglomération et Communauté de communes Val d'Ille Aubigné. Mémoire de fin d'étude, Montpellier SupAgro, 2021

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, Les indicateurs de souveraineté alimentaire et agricole, 2024

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, site AGRESTE, GRAPH'AGRI 2024, 2024

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, Plan de souveraineté pour la filière fruits et légumes, 2023

Ministère de l'Agriculture et de l'alimentation, Etude Agreste, La rentabilité économique des exploitations agricoles d'Auvergne-Rhône-Alpes, 2020

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, CGAAER, Rapport de mission de conseil n°21085, Accompagnement du consommateur vers une alimentation saine et durable : scores alimentaires et autres formes de communication, 2023

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, IDEA (Indicateurs de Durabilité des Exploitations Agricoles), IDEA4 : évaluer la durabilité des exploitations agricoles

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, Pacte d'orientation pour le renouvellement des générations en agriculture, 2023

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, Tout comprendre de la loi EGAlim 2, 2023

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, Rapport du Sénateur Frédéric Marchand sur les projets alimentaires territoriaux, 2022

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, Mission parlementaire EGalim, 2024

Ministère de l'économie, des finances et de la souverainement industrielle et numérique, Contrats de transition écologique des 50 sites industriels les plus émetteurs

Ministère de la transformation et de la fonction publiques, présentation du Centre interministériel de la participation citoyenne (CIPC)

Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, Plan d'action pour une gestion résiliente de l'eau

Ministère de la Transition écologique et solidaire, Commissariat général au développement durable, Objectif « zéro artificialisation nette », Éléments de diagnostic, 2018

Montpellier Méditerranée Métropole, Terres en villes, Nantes Métropole, Déclaration de Nantes, 2022

Mouvement Slow Food

O

Observatoire des politiques publiques en situation d'épidémie et post épidémique (OPPEE), La crise du Covid-19 et la transition du système alimentaire en Nouvelle-Aquitaine, 2021

Office français de la Biodiversité (OFB), Haies et bocages : des réservoirs de biodiversité

P

Projet ATLASS II, Note de synthèse : Stratégie d'approvisionnement alimentaire en cas de crise : l'exemple de la Suisse, 2022

Projet ATLASS II (Action Territoriale pour une Alimentation Solidaire et Soutenable), Bilan du projet ATLASS 2

Projet ATLASS II (Action Territoriale pour une Alimentation Solidaire et Soutenable), Note de synthèse : Volet 1 - Décrypter - Trajectoires alimentaires et bilan de la crise Covid-19 sur les territoires pilotes, 2021

Projet ATLASS II (Action Territoriale pour une Alimentation Solidaire et Soutenable), Note de synthèse : Volet 2 - Anticiper - Étude prospective de ruptures alimentaires dans les territoires, 2023

Plateforme gouvernementale, Territoires en commun, plateforme numérique au service de la coopération territoriale et de l'engagement citoyen

Parlement européen, Ensuring food security and the long-term resilience of EU agriculture 2022/2183(INI)

François Purseigle et Bertrand Hervieu, Une agriculture sans agriculteurs, 2022

R

Réseau Mixte Technologique Alimentation locale (RMT Alimentation locale), Bulletins de Partage 1, 2, 3, 4, 5 et conclusif - Covid-19 et Systèmes alimentaires, "Manger au temps du coronavirus", 2020

Réseau Mixte Technologique Alimentation locale (RMT Alimentation locale), Webinaire "Le rôle des collectivités dans le développement de filières alimentaires territorialisée", 2023

France PAT (Archives du RnPAT), Les Coopérations entre territoires et entre échelles : un enjeu majeur dans le cadre des PAT, 2021

France PAT (Archives du RnPAT), Le PATnorama n°3 consacré à la gouvernance des PAT est sorti, 2021

France PAT, PAT de Toulouse métropole

S

SINONVIRGULE, Peut-on assurer dans un monde qui s'effondre ?, 2023

Société Française de l'Évaluation (SFE), Les cahiers de la SFE, N°6, Evaluation des impacts des programmes et services publics, 2011

T

Terres de Liens, La propriété des terres agricoles en France - Rapport #2, 2023

Territoires au futur, sélection d'indicateurs locaux par commune, département, région

The Shift Project, Stratégies de Résilience (différents « Cahiers résilience des territoires »)

U

UICN Comité français (Union internationale pour la conservation de la nature), Les espaces naturels protégés en France : une pluralité d'outils au service de la conservation de la biodiversité, 2013

Union Européenne, Règlement (UE) 2018/848 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques, et abrogeant le règlement (CE) no 834/2007 du Conseil

Urban Food Futures, Le système alimentaire de votre ville est-il résilient ?, 2017

Un Plus Bio, Cantines Bio : le guide pratique des élus

Un Plus Bio, Le petit guide du foncier nourricier, 2023

Utopies, Note de position numéro 25, Résilience alimentaire : nourrir les territoires en temps d'incertitude, 2022

Utopies, Note de position numéro 20, COVID-19 : Une question de résilience productive, 2020

V

Ludovic Vaillant, Amélie Gonçalves, Gwenaëlle Raton, Corinne Blanquart, Transport et logistique des circuits courts alimentaires de proximité : la diversité des trajectoires d'innovation, 2017

Pour approfondir les notions autour de la résilience alimentaire

Brial A. et al, La résilience alimentaire en milieu insulaire - Entre autonomie alimentaire et libre échange, 2022

Baudry et al, Improvement of diet sustainability with increased level of organic food in the diet: findings from the BioNutriNet cohort, 2019 *(en anglais)*

Yuna Chiffoleau, Anne-Cécile Brit, Milo Monnier, Grégori Akermann, Maxime Lenormand, et al. : Coexistence of supply chains in a city's food supply: a factor for resilience?. Review of Agricultural, Food and Environmental Studies, 2020, 101 (2-3)

Yentl Deroche-Leydier. Résilience des exploitations agricoles dans le marché : Comprendre les chemins de résilience à travers la dynamique des relations sociales. Journées d'étude « Regards critiques sur le développement : la résilience », Oct 2023, Paris, France.

Isabelle Delannoy, Économie symbiotique, 2017

Jean-François Draperi, Le fait associatif dans l'Occident médiéval. De l'émergence des communs à la suprématie des marchés, 2021.

Etopia, Oikos, Green European Foundation, Biens communs, comment (co)gérer ce qui est à tous ?, 2021

FAO, L'Etat de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde, chapitre 5.3 Mécanismes intégrés de planification et de gouvernance le long du continuum rural-urbain, 2023

Maryline Filippi, La responsabilité territoriale des entreprises, Le Bord de l'eau, 2022

François Gemenne, Atlas de l'anthropocène, 2021.

Marc-André Selosse, L'Origine du monde : une histoire naturelle du sol à l'intention de ceux qui le piétinent, 2021

Pablo Servigne, article dans l'ADN, « Toute entreprise, comme tout organisme, devrait avoir un temps de vie limité », 2020

Tendall et al., Food System Resilience: Defining the Concept, 2015

Liste des participants

Équipe projet

Participants	Organisation
ADER Bernard	CNRA
BOURGEOIS Noémie	CNRA
BOURGET Karine	CNRA
CHOMBART DE LAUWE Hermine	CNRA
DRESE-CHAMBORD Pauline	CNRA
ESPEILLAC Sandrine	AFNOR
HUART Marine	AFNOR
LIMPHAKDY Somhack	POUR UNE SECURITE SOCIALE DE L'ALIMENTATION - ALSACE
THIBURCE Freddy	MANGER DU SENS - CNRA
THIEBAUD Aurélie	AFNOR
TRUFFAULT Vincent	FUTURA GAÏA - CNRA

Liste des animateurs des groupes de travail et coordinateurs des territoires

Un très grand merci aux animateurs et coordinateurs qui ont rendu possible la rédaction de ce guide. Merci à eux pour leur implication sans faille, leur dynamisme et leur motivation dans ce projet, sans oublier leur précieux soutien technique !

Groupe de travail/ Territoire pilote	Animateurs et coordinateurs	Organisation
GT Ressources et Biens communs	PONTIER Caroline	VERTIGO LAB - MEMBRE DU CNRA
GT Systèmes agricoles	RIOU Vanessa	FARMING SPIRIT
	BARALON Florian	BIOSPHERES - MEMBRE DU CNRA
	TRUFFAULT Vincent	FUTURA GAÏA - MEMBRE DU CNRA
GT Bassin de vie	MORANT Clémence	MEMBRE DES SHIFTEURS, PARTICIPATION EN NOM PROPRE
	REY Alexia	NEOFARM - MEMBRE DU CNRA
	FRANCO Marie	ANCIENNE DIRIGEANTE DU COMPTOIR D'ANSELME
GT Economie circulaire	ANDRIEU Baptiste	CANOPEE CONSULTING - MEMBRE DU CNRA
	SOURISSEAU Emma	SOLIANCE ALIMENTAIRE - MEMBRE DU CNRA
GT Ingénierie territoriale	HELLE Daniel	TERRES DE SOURCES – COLLECTIVITE EAU DU BASSIN RENNAIS
	THIBURCE Freddy	MANGER DU SENS - MEMBRE DU CNRA
Territoire Toulouse	MONROY Victoria	LE GRAND MARCHE MIN TOULOUSE OCCITANIE
Territoire Saint-Malo	GICQUEL ROPERT Audrey	SAINT-MALO AGGLOMERATION
	GRAINDORGE Luc	SAINT-MALO AGGLOMERATION
	MAHIEU Pierre-Yves	SAINT-MALO AGGLOMERATION

Équipe d'étudiants G.E.N.I.A.L

Merci aux quatre étudiants qui ont initié la création des visuels suivants : cartographie des bonnes pratiques, schéma Logistique, visuel Financement et tableau Formation.

Équipe G.E.N.I.A.L	Organisation
ANGOSTON Célia	ESLI Paris - Ecole Supérieure de Logistique Industrielle
CHUN Alain	ESLI Paris - Ecole Supérieure de Logistique Industrielle
LOUTELAMIO William	ESLI Paris - Ecole Supérieure de Logistique Industrielle
SAKO Siekou	ESLI Paris - Ecole Supérieure de Logistique Industrielle

Liste des participants et contributeurs (personnes ayant participé aux réunions des groupes de travail, aux plénières ou aux consultations)

➢ Entreprises, associations, syndicats, interprofessions, citoyens :

Participants	Organisation
membres de l'équipe	INTERFEL
ABT Camille	OCTAV
ARGIOLAS Éric	MSA
ALLARDON Ludivine	AGROSOLUTIONS
AMARDEILH Florence	ELZEARD
AMICE Charlotte	GROUPE SOS
ASSÉMAT Benoit	VETERINAIRE
ATGER Alice	SOLIANCE ALIMENTAIRE
AUDOIN Emmanuel	BUREAU VERITAS
BARON Lucie	AGROSOLUTIONS
BAS Stéphane	TERRA DOUCEURS (CONSERVERIE ARTISANALE)
BERTHO Léandre	LNA SANTE
BESTEL Simon	FEVE
BEYSSAC Candice	ARIBEV (LA REUNION)
BIAN Sébastien	SGS ICS
BIGAUD Nina	POUR UNE AGRICULTURE DU VIVANT
BILLETDOUX Augustin	MAX HAVELAAR FRANCE
BLONDEAU Eléonore	ETERNITY SYSTEMS, COLLECTIF STARTUPS INDUSTRIELLES FRANCE
BONNEFOI Benoît	
BOUQUIER Ludovic	SOLIANCE ALIMENTAIRE
BRIDONNEAU Simon	TRITICUM
BULLIER Maïwenn	CERAFEL
BZDAK Thomas	COMPASS GROUP FRANCE
CAILLEUX Jean-Sébastien	ANPP - TERRITOIRES DE PROJET
CALANDOT Hélène	FERMES D'AVENIR
CALVARIN Faustine	BEESK ANTIGASPI
CLAVAUD Nicolas	VERTIGO LAB
COLLE Amélie	VERTIGO LAB
COLLIN Philippe	AAMF (ASSOCIATION DES AGRICULTEURS METHANISEURS DE FRANCE)

Participants	Organisation
CWIKULA Dominique	CNIEL
CORNET Jean-Guénolé	NEOSYLVA
DAMOUR Camille	CMI CONSULTING
DANIEL-HACKER Anne-Cécile	AFAUP (ASSOCIATION FRANÇAISE D'AGRICULTURE URBAINE PROFESSIONNELLE)
DEBRAS Bastien	RESAN J'ACHÈTE FERMIER
DE GABORY Anne-Sophie	CNRA
DE SAINT QUENTIN Hugues	LE JARDIN QUI NOURRIT
DE VAUCORBEIL Armand	LA BOUCLE CULINAIRE
DELAPORTE Gilles	ELZEARD
DELPECH Amandine	CITOYENNE
DENNO Nathalie	FLEURS D'ICI
DIAS Sophie	ÉCHOS DE FERME – AGRONOME
DIRAND Jennifer	LE GRAND MARCHE MIN TOULOUSE OCCITANIE
DOULUT Fabien	NUTRIKEO
DUARTE Michael	FOODZILLA
DYRSZKA Guillaume	LA COOPERATION AGRICOLE OCCITANIE
FAURE Virginie	RESAN J'ACHÈTE FERMIER
FARHANGI Cyrus	CONSULTANT INDEPENDANT
FONTAINE Gabrielle	FEDERATION FRANÇAISE DES BANQUES ALIMENTAIRES
FOULON Claude	EXPERT HORTICOLE ET PRATICIEN DES SOLS
GAUVARD Auriane	SOLIANCE ALIMENTAIRE
GAYRAUD Lodie	CREDIT AGRICOLE INNOV 31
GILLET Céline	COOP 4.0 BOTDEFOIN
GOURGUES Adrien	AGROPOLE
GRILLET Jean-Baptiste	FUTURA GAÏA
GRIVAZ Maurine	LA COOPERATION AGRICOLE OCCITANIE
GROSSETETE Thomas	BIOSPHÈRES
HAMON Jean-Marc	LA COOPERATION AGRICOLE OCCITANIE
HAZIZA Emma	HYDROLOGUE
HOUPLON Jules	TERRAGROW
HUBERT Sébastien	LISY.CO
HUBY Sophie	LA COOPERATION AGRICOLE OCCITANIE
IMBERT Nicolas	GREEN CROSS
JARJAT Léa	SOLINUM
JONVILLE Thibault	UCA PERLE UNION
KANTARCI Rozenn	ANDES
KIRSCH Alessandra	AGRICULTURE STRATEGIES
LAILLIAU Julie	VERTIGO LAB
LARROUY Séverine	JASH CONSEIL
LAVAYSSE Mélanie	NUTRIKEO
LECUYER Rose	COMPOST'TOUT- LE RÉSEAU COMPOST CITOYEN
LEFEBVRE Antonin	POUR UNE AGRICULTURE DU VIVANT

Participants	Organisation
LE LAY Aymeric	ITAVI (INSTITUT TECHNIQUE DES FILIERES AVICOLE, CUNICOLE ET PISCICOLE)
LEGALLAIS Emmanuel	ÉLAN SWARM CONSULTING
LEMAIRE Victor	CMI CONSULTING
MARGUERY Philippe	EX GIE CHAPEAU DE PAILLE
MARTINEAU Jean-Luc	RETRAITÉ
MARTIN-POISSON Laure	VERTIGO LAB
MAUVILAIN Barbara	FEDERATION FRANÇAISE DES BANQUES ALIMENTAIRES
MAYER Julie	GROUPE SOS - LES INSATIABLES
MAZERAND Paul	TERRES EN VILLES
MENON Claire	HCFRN
MIGAIRE Louis	VERTIGO LAB
MITKO Elisa	AGROSOLUTIONS
MOCELLIN Florian	COOPAZUR
MONCEAU Delphine	SODEXO
MORET François	ELOI
MOULIS Florent	SODEXO
MUSCAT Philippe	RESTAU'CO
NASSR Najat	RITTMO AGROENVIRONNEMENT
NICOLAS Valérie	LEGUMES DE FRANCE ANTILLES-GUYANE
NIONCEL Claire	AGRI-CITY INFOS
PAILLAT Laurent	ANEFA
PAOLI Fiona	CMI CONSULTING
PAVIE Alix	LA COOPERATION AGRICOLE OCCITANIE
PAWLAK Maxime	ELOI
PERSILLET Hugo	L'ATELIER PAYSAN
PIGEAT Caroline	STAPHYT
PINEAU Justine	FERTILIDEE
PINERO Marjorie	SERVICE REMPLACEMENT GARD
POINSOT Valérie	D-CODES (ETUDES, ENQUETES D'OPINION)
PONTIER Maguelone	LE GRAND MARCHE MIN TOULOUSE OCCITANIE
POURCELOT Mickaël	AGROSOLUTIONS
POUZOULET Bulle	SOLIANCE ALIMENTAIRE
PREVOST Samuel	INTERPROFESSION VIANDE DE NOUVELLE-CALEDONIE
QUEMENER Corentin	CANOPEE CONSULTING
RANNOU Camille	AGROSOLUTIONS
RAPAUD Marie	MAX HAVELAAR FRANCE
REISDORFFER Lionel	LA BELLE ETABLE - OBIONE
RESTIER Michael	ANPP - TERRITOIRES DE PROJET
RIOS-CORRALES Maria	RÉSEAU VIVALYA
ROLLIN Marie-Cécile	RESTAU'CO
ROSSIGNOLE Julien	BIILYO
ROUX-GROUSSET Raphaëlle	VERTIGO LAB

Participants	Organisation
RUAMPS Perrine	SOLIANCE ALIMENTAIRE
SAJNO Bruno	LA BOUCLE CULINAIRE
SANTOS-NUNES Céline	GAB ILE-DE-FRANCE
SATTLER Clotilde	CNRA
SCHUPPE Marion	MAKE SENSE
SERONIE Jean-Marie	AGROECONOMISTE, AUTEUR CONFÉRENCIER, RESPONSABLE SECTION ÉCONOMIE DE L'ACADÉMIE D'AGRICULTURE
SEYEUX Vincent	FRANCE GLUTEN FREE
SIMON Noémie	FONDATION AVRIL
SORIA Jade	AGROPOLE
SOUFFRE Angéline	SOLIANCE ALIMENTAIRE
STRAËBLER Michel	SEMAE
SUPKOVA Marketa	TDA - TERRITOIRES DE DÉMOCRATIE ALIMENTAIRE
TALBOURDET Gwenaëlle	A2QHSE
TERREY Charles	TERRAGROW
THEVENIN Victor	FERMES D'AVENIR
THOUY Jean-Marc	AGRIFLUX
TISON Anne	EXCELLENTS EXCEDENTS
TORLASCO Emmanuel	FEDERATION DES MARAICHERS NANTAIS
TRAVERSAC Samia	LA COOPERATION AGRICOLE OCCITANIE
TRIBOI Roxana	LE NOTRE INSTITUTE
UGUEN Nathalie	LE RUISSEAU COOPÉRATIVE
VERNIN Jacques	FACOPHAR SANTE
VINCIENNE WAN Maud	MAURESIATERRE
YEH Juliette	VERTIGO LAB

➢ **Collectivités territoriales, institutions publiques :**

Participants	Organisation
BERNARD-GRIFFITHS Nathalie	SAINT-MALO AGGLOMÉRATION
BOBO-HENRY Marie-Sylvie	CONSEIL DEPARTEMENTAL HAUTE-GARONNE
BOISMERY Gaëlle	CHAMBRE D'AGRICULTURE DU GARD
CAILLOL Cécile	CHAMBRE D'AGRICULTURE DU GARD
DANLOS Sophie	DÉPARTEMENT DES YVELINES
DIMEGLIO Tristan	SAINT-MALO AGGLOMÉRATION
DUPHENIEUX Léonie	BANQUE DES TERRITOIRES
FUCHS Hector	AIX-MARSEILLE-PROVENCE METROPOLE
GOUT Frédéric	GENERAL DE CORPS D'ARMEE, INSPECTEUR DE L'ARMEE DE TERRE
KHALIL Sami	INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DEVELOPPEMENT
LAUREAU Julien	PAT 76 - DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME
LIANGE Franck	CANNES PAYS DE LERINS
LIOT Christine	PAT 76 - DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME
MAISTRE Adèle	DÉPARTEMENT DES YVELINES

Participants	Organisation
MARCHAND Frédéric	PAT 76 - DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME
MARCHAND Frédéric	ANCIEN SÉNATEUR DU NORD
MAYTRAUD Justine	BANQUE DES TERRITOIRES
MENESTRET Hugo	BANQUE DES TERRITOIRES
PORTE Caroline	CHAMBRES D'AGRICULTURE
RALAMBONDRAINY Jean-Daniel	AIX-MARSEILLE-PROVENCE METROPOLE
RENÉ Laurent	AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE
SANANIKONE Hélène	CAISSE DES DEPOTS
STARCK Lara	CAISSE DES DEPOTS

➢ **Recherche et enseignement :**

Participants	Organisation
CHIFFOLEAU Yuna	INRAE
DEROCHE-LEYDIER Yentl	DOCTORANTE INRAE
FILIPPI Maryline	BORDEAUX SCIENCES AGRO – INRAE AGROPARISTECH
RUSSEIL Valentin	CHERCHEUR POST-DOC INRAE
WALLET Frédéric	INRAE